

Silence

N°314
Septembre
2004
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Alternative en pratiques : Le réseau REPAS

SEL

De la monnaie
au temps
comme
mode
d'échange

Croissance / décroissance

**Éléments pour une
problématique majeure
de notre temps**



Dossier

Alternatives : le réseau REPAS

Artisans d'Utopie

de Michel Lulek

Cinq lettres
pour un réseau

Un arpens de vigne
à chacun,
un vigneron pour tous

de Christophe Beau

Système d'Echange Locaux

De la monnaie
au temps comme
mode d'échange

de Jean-Louis Do

Végétarisme

La viande dans notre
assiette : quel impact ?

de Franck Schrafstetter

Ami-e-s de S!lence

Brocéliande

de Madeleine Nutchey

Décroissance

Croissance / décroissance

Eléments pour une
problématique majeure

de Fabrice Flipo

Brèves

- | | |
|-----------------|------------------|
| 13 Alternatives | 28 Nord/Sud |
| 20 Société | 33 Energies |
| 20 Politique | 36 Environnement |
| 21 Femmes | 38 Annonces |
| 21 Paix | 40 Courriers |
| 23 Santé | 44 Livres |
| 24 Nucléaire | |

Reportages en régions

Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an (les prochains porteront sur Drôme-Ardèche, puis probablement le Nord-Pas-de-Calais, ensuite peut-être le sud de Midi-Pyrénées). Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Ceci ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront simplement dans les numéros intermédiaires.

ILE-DE-FRANCE

Echos de S!lence

L'émission *Les échos de S!lence* basée sur les thèmes de la revue aura lieu les mercredis 8 septembre, 6 octobre, 10 novembre, 8 décembre, de 16h30 à 17h30 sur Radio Ici-et-Maintenant, 95,2 FM. Si vous n'habitez pas en Ile-de-France, vous pouvez aussi l'écouter sur internet sur icietmaintenant.com.

Café S!lence

Un café Silence aura lieu le mardi 28 septembre 2004, à 19 heures au café "De l'Autre côté du pont", 25 cours Gambetta, 69003 Lyon (station Tram ou Métro Guillotière). Le thème portera sur les alternatives que représente le réseau REPAS - Réseaux d'Echanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires, que vous allez découvrir dans ce numéro. Vous y êtes toutes et tous les bienvenus. Bonne lecture du dossier et à bientôt !

Au revoir André

André Fenouillet, qui, depuis longtemps, était très actif pour notre revue, nous a quitté en juin dernier. Nous adressons tout notre soutien à ses proches.



Raynald Rasse.

Correspondant-e-s

Depuis maintenant deux ans, S!lence est diffusé sur les fêtes, foires et salons par des lecteurs-trices bénévoles. Nous sommes ainsi représentés sur une cinquantaine de manifestations chaque année. Il reste toutefois de nombreux départements où nous n'avons pas encore de correspondant-e-s et celles et ceux qui nous aident déjà ont besoin de soutien pour continuer leur action. Si vous êtes disponibles pour tenir un stand une fois par an ou plus près de chez vous, n'hésitez pas à contacter Dorothee à la revue le lundi au 04 78 39 55 33 ou les autres jours au 04 74 65 50 34. Merci d'avance !

Appel à bénévoles

Nous avons besoin de vous tout particulièrement et prochainement pour :

■ **Le festival de «l'Avenir au naturel»** à l'Albenc (Isère), les 4 et 5 septembre. Ambiance conviviale garantie.

■ **«La fête de l'écologie en Charente»** à Nanclars les 25 et 26 septembre.

Merci de contacter Dorothee le plus rapidement possible au 04 78 39 55 33 ou au 04 74 65 50 34.

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés à la *décroissance et non-violence* (octobre), les *fêtes alternatives* (novembre), *l'écologie au quotidien*, la *culture écologiste...* (décembre), les *alternatives en Drôme-Ardèche* (janvier)

Venez nous voir !

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

N°315- Octobre

Comité de clôture des articles :
samedi 04 septembre à 14 h
(clôture brèves : mercredi 08 septembre à 12 h)
Expédition :
vendredi 24 septembre de 14 h à 21 h 30

N°316 - Novembre

Comité de clôture des articles :
samedi 02 octobre à 14 h
(clôture brèves : mercredi 06 Octobre à 12 h)
Expédition :
vendredi 22 octobre de 14 h à 21 h 30



PARIS PAGE



D'AZERNE.

10 MILLIONS DE FRANÇAIS
NE PARTENT PAS EN VACANCES

D'AZERNE.

LOI CONTRE LE PASCHE
LOI CONTRE L'ARTISANAT
LOI CONTRE L'HOMOPHOBIEON GÂCHERAIT DU TEMPS
EN FASANT UNES SEULE LOI
CONTRE LA CONNÉRIE

MAGNIN.

AU COURAGE DES FRANÇAIS



MAGNIN.

ET POUJOLUS PAS DE CHIFFRE



MAGNIN.

Alternatives

Ce terme à la mode figure dans le sous-titre de *Silence* et au pluriel, qui plus est. Mais il n'exprime trop souvent qu'un vague projet, si ce n'est un simple souhait. On voudrait bien, on cherche, on espère...

Il fallait donc essayer de lui donner du corps, à ce mot accrocheur, lui donner de la réalité. D'où notre regard vers ceux qui proposent des démarches concrètes qui fonctionnent depuis un certain temps et qui peuvent témoigner sur une expérience quotidienne des alternatives qu'ils pratiquent.

Mais ce numéro n'est pas un livre de "recettes". L'alternative, ce n'est pas le choix de remplacer la sauge par du persil. C'est une démarche globale, fondée au XIX^{ème} siècle par des précurseurs qui n'employaient pas encore le mot mais pressentaient le sens à lui donner, comme le disait Pierre Leroux : "Relier la solidarité et la liberté". Une belle ambition à réaliser tous azimuts, dans les multiples associations existantes, en créant un renfort de réseaux transversaux. Et quand je dis "renfort", je pense à la toile de l'araignée dont le fil de soie est plus résistant que l'acier. (1)

Alors, au travail, tissez, tissez les réseaux, canuts d'alternatives !

Madeleine Nutchey

(1) Dix fois plus résistante que l'acier, à diamètre égal – voir Sciences et Avenir août 2004 -



Le réseau REPAS

Artisans d'utopie

Le sous-titre de Silence qui met un pluriel à alternatives le dit bien : on ne saurait penser et mettre en pratique une Alternative (avec un grand A) sans s'appuyer d'abord et avant tout - et peut-être même s'en contenter ? - sur des alternatives variées, plurielles et nombreuses.

Cette diversité est bien le fait du REPAS (réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires), un réseau à géométrie variable qui regroupe une trentaine d'entreprises que la facilité conduit à rassembler sous l'étiquette un peu fourre tout d'économie sociale ou solidaire. Mais cette diversité ne doit pas gommer l'essentiel, c'est à dire les valeurs qui fondent l'histoire de chacune et que chacune retrouve dans les autres.

Un peu d'histoire

On rêva dans les années 80 d'un vaste mouvement de l'économie alternative qui puisse inscrire dans les faits la possibilité de «vivre et travailler autrement». Un salon ainsi intitulé naissait vers 1988 en opposition à un Marjolaine déjà jugé trop commercial, et une agence spécialisée était née quelques années plus tôt : l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement de l'économie alternative) qui fut le vivier des premières Cigales. Malheureusement les réalisations ne furent pas à la hauteur des espérances. Le salon se relooka quelques années plus tard en un plus tranquille «vivre autre-

ment» - aujourd'hui sous-titré «bio et santé» - qui renvoyait le désir de subvertir le travail aux oubliettes, en se concentrant sur les plus porteurs développement personnel ou bien être individuel... Quant à l'ALDEA elle céda sa place au REAS (réseau de l'économie alternative et solidaire) avant que celui-ci ne disparaisse à son tour. Nous étions au cœur des années 90 et d'économie alternative il n'était plus guère question, la charge volontiers subversive du terme étant gommée au profit d'une plus sage économie solidaire qui se vit même offrir dans le gouvernement Jospin un maroquin ministériel.

C'est dans cette mouvance où se croisaient universitaires, hauts fonctionnaires, militants verts, pionniers de l'épargne solidaire (Cigales, Garrigue...), et quelques praticiens investis dans des expériences de terrain que se forma le noyau initial d'où devait sortir REPAS. Quelques entreprises (Andines, Ardelaine, Ambiance Bois...) se retrouvèrent dans quelques réunions

où très vite elles virent les limites de discussions et de projets qui arrivaient bien difficilement à déboucher sur du concret. Beaucoup de rencontres et de colloques... déconnectés de réelles mises en pratique. Beaucoup de chercheurs, de théoriciens (et de parisiens), mais peu d'acteurs, de praticiens (et de ruraux). Bref, le projet pourtant séduisant de structurer un réseau «par le haut» posait question. Doutes, interrogations, scepticisme... En 1994 ce petit groupe d'entreprises décidait d'investir son énergie et son temps dans des échanges plus modestes où la confrontation des pratiques serait mise au

premier plan. Des rencontres semestrielles s'organisèrent alors, accueillies à tour de rôle dans chacune des structures du réseau, autour de thèmes très pratico-pratiques - et pas pour autant insignifiants : comment se prennent les décisions ? Comment gère-t-on l'argent ? Comment décide-t-on des rémunérations ? Comment s'organisent les formations ? etc. Et il se trouve qu'en abordant ce genre de questions par ce qu'on pourrait penser être le petit bout de la lorgnette, se définissaient, rencontre après rencontre, les grandes lignes

d'une «culture d'entreprise» - excusez le mot - aux antipodes de ce que propose le modèle dominant.

Les salaires ? Egaux ou étalés sur une échelle réduite. Les prises de décision ? A l'unanimité ou en tout cas après une large concertation. Les embauches ? Rarement

**Comment se prennent les décisions ?
Comment gère-t-on l'argent ?
Comment se pratique la gestion collective ?**



par les voies classiques du recrutement mais bien plus par rencontres, cooptation, envie de travailler ensemble. L'objet social ? Souvent bien au-delà de sa seule définition économique pour prendre en compte l'environnement social, local et humain dans lequel l'entreprise est installée. Le profit ? Jamais un objectif. Et encore : la pluriactivité plutôt que la spécialisation, la recherche d'un équilibre harmonieux plutôt que la croissance, la maîtrise de l'ensemble de la chaîne économique plutôt que l'investissement exclusif sur quelque créneau porteur, la cohérence plutôt que la compétence, la coopération plutôt que la compétition, l'autogestion plutôt que la hiérarchie, l'esprit d'équipe plutôt que l'individualisme.

Une certaine radicalité

Une telle énumération montre bien que ces entreprises assument dans leur fonctionnement des choix politiques ou éthiques qui vont bien au-delà de ce qui est demandé à l'entreprise. Peut-être parce qu'avant d'être des entreprises, ce sont d'abord des équipes d'hommes et de femmes qui ont construit ensemble un projet fort qui n'était, d'une certaine manière, que subsidiairement économique. Lorsque dans les années 70 un informel «groupe bois» aveyronnais offre du travail à des exilés espagnols, des militants anarchistes ou des jeunes en rupture avec leur milieu social, personne parmi eux ne se doute que leur histoire débouchera sur la création vingt ans plus tard d'une SARL

(Eurosylva). Lorsque cinq copains rachètent en 1975 la filature en ruine de Saint Pierreville (Ardèche), ils n'imaginent pas que trente ans plus tard la SCOP Ardelaine dont ils sont à l'origine aura revivifié une vallée ardéchoise. Lorsque à Beauvais dans les années 75-80 une association de jeunes pour l'entraide se met à jouer les biffins et à revendre ce qu'elle récupère sur les marchés, elle ne peut deviner qu'elle écrit les premières pages de l'histoire des Ateliers de la Bergerette, une recyclerie associative devenue depuis une référence dans le secteur de la récupération et la gestion des déchets.

Ces trames historiques et humaines sont fondamentales dans toutes les histoires des entreprises du réseau REPAS et elles expliquent assez en quoi les projets d'entreprise ne sont venus que dans un second temps, comme la conséquence d'itinéraires ou de choix antérieurs. La logique du créneau, de l'opportunité économique, ou de la niche commerciale n'a jamais été à la source de ces initiatives, et demeure, vingt ou trente ans plus tard, un paramètre secondaire voire tout à fait étranger à leur évolution. D'une certaine manière c'est presque l'inverse qui s'est

Cela amène à gérer des compromis mais aussi à refuser certaines compromissions.

produit. Qui aurait parié - et qui parierait encore aujourd'hui - sur la laine de pays, sur les bois locaux, sur la volaille artisanale ou sur le vin bio ? Loin de faire le choix de la facilité, les entreprises ont souvent essuyé les plâtres de quelques productions aujourd'hui peut-être commercialement plus attractives (avec la mode du bio, de l'authentique et du naturel), mais tou-



Ardelaine : l'atelier de confection de matelas.

jours aussi exigeantes voire ingrates... La plupart de ces histoires vues aujourd'hui comme de beaux voiliers ont bel et bien commencé par des galères.

De leur passé et des raisons qui les firent naître, ces entreprises ont gardé quelques uns de leurs traits identitaires les plus forts. Du coup, sans se renier elles-mêmes, elles ne sauraient mettre en avant ce qui fut toujours second, renverser l'ordre des priorités et des objectifs, et faire croire que leur objet économique prédomine. Les caractéristiques qu'on a rapidement citées plus haut le prouvent et témoignent d'une certaine radicalité dans leur principes de fonctionnement. Sans toujours les afficher avec vigueur (on n'est pas forcément prosélytes chez REPAS), ceux-ci demeurent fondamentaux pour la plupart des personnes qui sont investies dans ces projets. La façade classique de l'usine ou du stand très professionnel dans telle ou telle foire sont une image, certes réelle, mais bien réductrice de chacune des structures du réseau.

Le choix du marché

C'est que les entreprises du réseau REPAS ne se situent pas en marge de la société dans quelque repli protégé d'un hypothétique «système alternatif». Pas de recherche d'autarcie ou d'isolement de leur part, même si un maximum d'autonomie et d'indépendance font partie des objectifs affichés, et cela pour avoir la plus grande maîtrise sur leur destin. Concrètement cela se traduit pour la plupart par le choix de ne pas déléguer leur





commercialisation, par une limitation de leur taille qui leur permet de conserver une échelle humaine nécessaire à un bon fonctionnement coopératif, par une présence fréquente sur l'ensemble de leur filière de production (du mouton au pull chez Ardelaine, de l'arbre à la maison chez Ambiance Bois, de la semence aux conserves prêtes à consommer dans le GAEC Champs Libres) qui leur permet de bien contrôler tous les maillons d'une chaîne et de disposer ainsi de plus grandes marges de manœuvre dans les choix qu'elles sont amenées à prendre. Ces marges de manœuvres alliées à la force collective des équipes sont en effet indispensables pour que ces entreprises assurent leur pérennité dans leur secteur.

En effet, ayant fait le choix d'être sur le marché et dans les circuits économiques, elles doivent gérer avec doigté leur positionnement à la fois en tant qu'entreprise et en tant que projet humain. Aux questions techniques qui se posent à toute entreprise (comment je vends ? Quelle politique de prix ? A qui j'achète ma matière première ? Comment je répartir mes bénéfices ? etc.), elles doivent répondre en tenant compte et d'un certain nombre de contraintes externes (la concurrence, la législation...) et de leurs principes de base (gestion partagée, utilité du produit, cohérence écologique...).

Cela amène à gérer des compromis (par exemple l'utilisation d'énergie électrique - et donc nucléaire - pour faire fonctionner des machines) mais aussi à refuser certaines compromissions (refus de certains marchés ou de certains modes de commercialisation).

Mais plutôt que d'espérer trouver derrière chacune d'elles le modèle rêvé et parfait de «l'entreprise alternative idéale», mieux vaut y déceler la recherche patiente et jamais totalement aboutie d'une plus grande cohérence entre désirs et réalités, entre objectifs et concrétisations. Ce genre de parcours est souvent long, parfois tortueux, rarement clos, mais il a le mérite de mettre en mouvement des individus que les seuls discours ne nourrissent pas suffisamment et de mettre en pratique, même imparfaite, des idées qui demeurent vaines si elles restent théo-

riques. Pour reprendre une juste remarque de Guy Debord : «La formule pour renverser le monde, nous ne l'avons pas cherchée dans les livres, mais en errant». Le même nous rappelle ce que

La recherche patiente et jamais totalement aboutie d'une plus grande cohérence entre désirs et réalités .

Bakounine écrivait en 1873 : «Dans les neuf dernières années on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver (...) Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes». A leur échelle, les «alterentrepreneurs» de REPAS ont répondu présents à l'injonction de Bakounine...

neurs» de REPAS ont répondu présents à l'injonction de Bakounine...

Une triple ascendance

Les entreprises du REPAS n'ont pas toute la même généalogie, les mêmes références, les mêmes priorités. Elles proviennent d'au moins trois sources qui ont chacune engendré des mouvements ou des courants restés finalement assez étanches les uns aux autres. La spécificité du REPAS - ce qui explique peut-être aussi sa modestie - est d'avoir su rassembler au confluent de ces traditions.

La première (pour l'exposé et sans primauté) est la vieille tradition coopérative dont l'histoire remonte au moins au début du XIX^{ème} siècle. C'est celle des coopératives ouvrières de production ou des coopératives de consommateurs qui

Les actions de REPAS

Outre ses rencontres trimestrielles qui ont mené les entreprises de REPAS aux quatre coins de France chez les unes et les autres et qui ont abordé toute une série de thèmes très variés, allant de choses très pratiques sur l'organisation du travail jusqu'à des débats plus généraux en lien avec nos pratiques (sur le développement, la transmission, l'argent...), REPAS est régulièrement sollicité pour témoigner de pratiques économiques alternatives.

Pour mieux répondre à ces demandes, constantes dans chacune de nos entreprises, nous avons développé deux types d'actions plus spécifiques. La première est le compagnonnage alternatif et solidaire. Il s'agit de proposer chaque année un «tour de France» dans les entreprises du réseau à des «compagnons» qui se confrontent ainsi à des pratiques alternatives vivantes, découvrent qu'il est effectivement possible de faire autrement, et alimentent ainsi leur réflexion pour l'élaboration de leurs propres projets. La huitième édition du compagnonnage a eu lieu en 2004 et c'est plus de cent personnes qui ont bénéficié de cette «formation» à la culture coopérative depuis sa création.

La seconde est le lancement d'une collection de livres témoignages sur des initiatives alternatives et solidaires, regroupés dans une collection «Pratiques utopiques» dans le cadre des éditions REPAS. Trois volumes sont déjà parus, trois autres sont en préparation.

Pour en savoir plus sur les actions du réseau REPAS, on peut se rendre sur son site : www.reseautrepas.free.fr
mail : repas@wanadoo.fr



REPAS

parient sur l'association des individus et la mise en commun de leur force de travail. Elle est nourrie de la pensée riche et concrète (même si elle pêche parfois par un excès d'optimisme) d'auteurs comme Fourier (1772-1837), Cabet (1788-1856) Buchez (1796-1865) ou Leroux (1796-1871). Ce dernier, comme la plupart des pères fondateurs de la coopération, ne se contenta pas de théoriser : il s'engagea résolument dans ce qu'au risque de l'anachronisme nous appellerions aujourd'hui une «alternative», en créant en 1845 à Boussac, en Creuse, une association typographique et agricole. Cinq ans plus tard, s'adressant à la Société typographique parisienne, Pierre Leroux déclarait : «L'on saura bientôt dans toute l'Europe que c'est dans l'ASSOCIATION autour des instruments de travail qu'est la véritable société humaine, celle qui solidarise tous les hommes en les rendant libres».

Un de ses disciples, Auguste Desmoulin, lui-même membre de l'association de Boussac, écrira que la seule solution pour bâtir une humanité qui ne soit pas faite de maîtres et d'esclaves réside dans «une organisation qui réalise dans l'Atelier la liberté, la fraternité, l'égalité». Et d'ajouter : «Nous n'en connaissons pas d'autre valable que celle [de] Pierre Leroux, qui le premier a présenté l'idée de l'Association autour des instruments de travail, comme adéquate à l'idée de République». L'intérêt et la pertinence de ces propos (y compris pour nous aujourd'hui) est dans l'établissement explicite d'un lien entre l'économie et la politique. Le projet associacionniste - nous dirions aujourd'hui coopératif - est d'aligner le travail et la production sur les



REPAS

règles de la démocratie. Introduire la liberté, l'égalité et la fraternité dans l'entreprise. Etablir une organisation économique («l'Atelier» dans le langage de l'époque) conforme aux principes républicains. Re-liaison - ce sont les termes de Leroux - la solidarité et la liberté. Programme carrément révolutionnaire et dont la redécouverte à de quoi nous réjouir : n'est-ce pas cela que nous faisons au sein des entreprises du réseau REPAS ? Jean François Draperi, spécialiste de l'histoire coopérative, résume bien cet héritage : «Cette économie fonde sa démarche de changement sur le principe de la non-violence, elle a une finalité éducative et elle se développe en alternant action et pensée sur l'action» .

Les autres filiations sont plus récentes et trouvent leurs sources dans la pensée écologiste contemporaine, l'une se déclinant davantage par une mise en pratique concrète de modes de production respectueux des équilibres environnementaux, l'autre prenant en compte la critique plus globale de la société industrielle et consumériste.

Pour faire vite, il y a le ruisseau de l'agriculture biologique qui cherche à proposer une production propre et durable qui ne prend pas la terre pour un simple outil de production avec la volonté de faire le «plus possible avec la nature» et le «moins possible contre» pour reprendre une belle formule du jardinier-paysagiste Gilles Clément. De même le consumma-

teur ne sera pas envisagé comme un simple acheteur ce qui explique qu'on retrouvera dans la continuité de l'agrobiologie, toutes les initiatives

visant à rapprocher producteurs et consommateurs dans une «alliance» qui privilégiera les circuits courts.

Enfin, il y a le terreau fertile de la critique de la société industrielle, appelant à une ré-appropriation des savoirs, à une «société conviviale», voire aujourd'hui aux modalités encore à inventer d'une «décroissance soutenable». Il n'est pas anodin de croiser les

noms d'Illich, Partant, Ellul ou Rabhi dans plusieurs témoignages des entreprises de REPAS.

De fait, ces trois courants (la coopération, l'agrobiologie, la critique du développement) se retrouvent à des degrés variables dans la plupart des trajectoires des membres de REPAS. Et pour se tenir aux trois témoignages parus l'an dernier aux éditions REPAS sur *Ambiance Bois*, *Ardelaine* ou le vigneron Christophe Beau, il est caractéristique que le désir de produire «bio», les volontés de «travailler autrement» et d'inscrire ses pratiques dans les limites raisonnables d'une économie «associative» bien éloignée des canons de l'idéologie de la croissance se retrouvent simultanément dans ces trois histoires. Il n'y a pas de hasard !

Michel Lulek ■



REPAS

Cinq lettres pour un réseau

Des valeurs qui réunissent les entreprises du réseau REPAS, l'essentiel peut se lire dans les termes qui constituent son sigle.

Le R de REPAS signifie «Réseau»

Un réseau est une organisation qui existe réellement sans être pour autant structurée sous une forme fixe et définitive. L'idée de réseau suggère la mouvance, la flexibilité, la souplesse. Un réseau grossit ou se rétrécit, il enflé et se dégonfle, se structure temporairement pour mener une action qui regroupe tout ou partie de ses membres, se réorganise différemment - et pas forcément avec les mêmes - pour en conduire une autre. Le réseau respire au rythme des membres qui s'y investissent, pouvant facilement en accueillir de nouveaux, en perdre de vue quelques uns qui, pendant un an ou deux, sont accaparés sur d'autres fronts, ou qui, à un moment donné, préfèrent se mettre en retrait pour investir leur énergie sur un nouveau projet, sans perdre pour autant le contact. Bref c'est un organisme vivant !

Ce qui définit le réseau d'un point de vue organisationnel, c'est cette fluidité, cette capacité d'adaptation : les ressources et les idées de chacun permettent de trouver une solution aux problèmes les plus variés.

Le réseau est le produit de ce qu'en font les équipes qui le composent : il ne constitue pas un cadre rigide donné une fois pour toutes. Sans règlement intérieur, sans salariés, sans animateurs, il a su cependant, lorsque le besoin s'en est exprimé, se donner un cadre juridique associatif : c'était pour mener son action de compagnonnage alternatif et solidaire. Mais son fonctionnement est décidé collectivement d'une rencontre sur l'autre : où se retrouve-t-on la prochaine fois ? Sur quel thème ? Qui prend en charge l'organisation ?

Le E de REPAS veut dire «Echanges»

Le E de REPAS témoigne d'une pratique fondatrice du réseau, celle de l'échange. Et ce n'est pas un hasard si le E a ce sens et non pas celui d'«Entreprises» ou d'«Economie», termes qui précèdent presque inévitablement ailleurs les A et S d'alternative et solidaire... Pourquoi l'absence de ces mots ? Parce que mettre en avant l'économie, c'est gommer bien des aspects de nos expériences, qui, même

économiques, dépassent largement ce cadre étroit, devenu hégémonique dans nos sociétés. En expérimentant d'autres façons de faire de l'économie, nous découvrons qu'il est bien souvent nécessaire d'en sortir pour en garder la maîtrise et non se transformer en ses humbles serviteurs. Produire, créer des richesses, travailler, consommer, échanger sont tout autant des actes sociaux, culturels, symboliques qu'économiques. Pourquoi alors laisser à la seule instance économique le privilège de régenter le reste de la vie au point de s'imposer dans notre nom. Donc, réseau d'Echanges. Le réseau est le lieu de la confrontation, de questionnements partagés sur nos pratiques : on ne donne pas de leçons, on n'en reçoit pas : on s'exerce ensemble aux devoirs collectifs.

Le P de REPAS signifie «Pratiques»

Façon d'insister sur ce que nous sommes d'abord : des praticiens, des hommes et des femmes de terrain, de «doux rêveurs» qui sont aussi et surtout de «doux réalisateurs», des individus et des groupes qui ont cherché à recoudre dans leur vie le dire et le faire.

De la théorie, nous n'avons cessé d'aller à la pratique et inversement, les deux itinéraires se combinant, s'épaulant, s'enrichissant mutuellement. Lorsque nous constatons que quelque chose ne tourne pas rond, nous ne pouvons nous satisfaire d'un jugement, d'une parole, d'une sentence. Il nous faut tenter d'y porter remède concrètement, de confronter nos désirs

à la réalité, de la remodeler s'il le faut et si cela est possible. Ce faisant nous affichons notre méfiance d'une parole qui reste parole, d'un conseil qui reste conseil, de cette pratique du faire faire que manient si bien trop de consultants, conseillers et développeurs. La parole doit devenir acte. Le conseil doit se transformer en coup de main.

A, S : Alternatives et Solidaires

N'entrons pas dans un débat en partie stérile auquel nous n'avons du reste jamais pris part. Qu'est-ce qui différencie l'économie alternative de l'économie solidaire ? Et pourquoi pas des pratiques sociales comme l'économie du même nom ? Et pourquoi pas des pratiques coopératives ou autogestionnaires ou communautaires ou fraternelles ?

Alternatives, tout simplement parce qu'elles chantent un petit air qui ne sonne pas juste dans le grand orchestre de la mondialisation-marchandisation-économisation du monde...

Solidaires, tout simplement parce qu'elles privilégient l'association des individus, la mutualisation des projet et des biens, la coopération entre les hommes, plutôt que l'individualisme, la privatisation et la concurrence.

Au final, cela s'écrit REPAS

Parce qu'un réseau vit aussi d'amour et d'eau fraîche, entendons de convivialité et de plaisir, de fraternité et d'amitié, et que rien n'est plus représentatif de cela, dans notre culture hexagonale, qu'une grande table dressée chez des amis pour un bon et long repas...



La "promo 2004" : le compagnonnage du réseau REPAS.

Un arpent de vigne à chacun, un vigneron pour tous.

Les «Cépatou», une expérience coopérative en viticulture biodynamique, un exemple de cheminement économique et social différent, en recherche et en évolution depuis 1985.

Tout dernièrement, au pied du mazet et des cerisiers en fleurs, les copropriétaires de la SCI (Société civile immobilière) «sais pas tout» se sont retrouvés pour une assemblée générale festive. C'est, avec les vendanges en septembre et la récolte des olives en janvier, l'une des trois périodes de rencontre des actionnaires avec leurs vignes et vigneron «emphythéote». Un lien producteur-consommateurs dont l'aventure a démarré il y a une vingtaine d'années avec la «location» de ceps de vignes.

Le partage de la propriété, c'est le dernier épisode en date de ce petit vignoble en biodynamie.

Nous sommes en Languedoc, une AOC au nord de Montpellier. Installé sur un petit vignoble de cinq hectares, rassemblés de bric et de broc depuis quinze ans, le vigneron disposait de deux hectares, sous statut précaire. Ceux-ci ont été en dispute locale pendant une année, jusqu'à ce que la Safer, qui régule le foncier agricole, fasse le nécessaire pour lui réattribuer le bien. Le vigneron rachète donc

au prix fort, en partie à crédit, l'estant ainsi inutilement sa structure viable mais modeste. Mais l'idée vint simultanément de faire appel à des capitaux extérieurs, auprès de ses clients consommateurs et autres. Cet appel donnera des résultats au delà du nécessaire puisque les deux hectares concernés trouvèrent alors acquéreurs en quelques semaines ; 32 propriétaires pour 68 parts au total. Il y avait cependant trois ingrédients utiles dans le succès de cette opération :

- certains consommateurs étaient déjà contractualisés avec le vigneron dans un contrat d'achat anticipé de vin, sorte de consommation coopérative sous forme de «location de ceps de vignes» (voir encart *Cépatou*)

- les parcelles concernées ont un aspect paysager évident avec fruitiers complantés, oliviers, ainsi qu'un élégant mazet (cabane de pierre)

- la SCI proposée, fixait un système d'un homme = une voix, des nombres de parts par acquéreur limités, une répartition originale du fermage, ainsi qu'un co-usage sur les oliviers et le mazet, etc.

La SCI du «sais pas tout» sur les rails

Voilà donc rassemblés une trentaine de propriétaires de ces parcelles acquises au printemps 2003. Si les vignes sont confiés au vigneron, la vingtaine d'oliviers en co-usage y sont maintenant débroussaillés et portent leur première récolte. Le mazet a été un peu retapé et une table de pique-nique a été construite dans l'entrelac des micocouliers qui ombragent l'entrée de la parcelle. Qui veut y vient y faire sa grillade le week-end..

Outre l'offre d'investissement a priori sûr et libre de mouvement, l'objectif était bien entendu de dissocier la propriété de l'usage, en clair d'éviter au vigneron emphytéote une surcharge d'investissement, tout en donnant à chacun une part de responsabilité collective sur le foncier et sa spéculation positive (ou négative).



Christophe Beau

Cet apport collectif permet indéniablement une capacité d'investissement sur l'outil de travail, pendant que l'expérimentation foncière collective s'épanouit progressivement. «C'est pas tout, sait pas tout, cep atout... : l'agriculture et le foncier rural n'est pas seulement l'affaire des agriculteurs, et le lien producteur-consommateurs est l'un des enjeux de l'alimentation de demain.

Louez vos ceps de vignes

Effectivement, voilà une installation agricole où la place des consommateurs a été l'une des clés du succès d'un domaine de seulement quatre hectares et demi, situé dans une région où la concentration des terres s'accélère sans pour autant enrayer, loin de là, une crise viticole maintenant bien installée. Lorsque l'aventure démarre sur un hectare en 1985, Christophe Beau propose à son réseau de connaissance un contrat «Cepatou» de location de ceps de vignes.

Les Cepatou sont des consommateurs coopératifs. Chacun loue une petite partie de la production sur une période de trois ans renouvelable. Dix-huit ceps minimum, c'est-à-dire l'équivalent de vingt-quatre bouteilles. Et une centaine de ceps maximum. «Si tu loues par exemple vingt-sept ceps, tu disposes pendant une durée convenue (trois ans renouvelables) de trente-six bouteilles de vin». En clair, le vigneron divise ses coûts de production par son nombre de ceps ; et sachant que le cep moyen a un rendement donné, cela fixe à la fois la valeur annuelle du cep, et donne

Ainsi, se court-circuite le face à face producteur-distributeur et se crée un marché qui a un «visage».

l'équivalent de bouteilles dues au regard du nombre de ceps loués. Ainsi, se court-circuite le face à face producteur-distributeur et se crée un marché qui a un «visage». Voilà un domaine qui représente désormais autre chose que quelques hectares de plus dans le paysage viticole français. Avec les Cepatou, il y a une contractualisation sur la quantité, éventuellement variable si, par exemple, un gel atteint une parcelle. Mais l'engagement se fait aussi sur le résultat, puisque l'on est livré de chacun des crus en proportion de l'ensemble. Bien sûr, il est apprécié une participation aux vendanges, parfois à la mise en bouteilles. Le domaine compte ainsi rapidement une cinquantaine de Cepatou, loca-

taires de ceps de vignes. Ils s'engagent pour trois ans, et payent à l'avance (c'est un crédit agricole à échelle humaine, très appréciable lorsque l'on n'est pas reconnu agriculteur), tout en disposant du vin à prix coopératif. Bien entendu, une diversification des débouchés s'est faite avec le temps (cavistes, foires bio, etc.), mais ce qui porte encore l'initiative est cette dimension collective sur la consommation comme sur la propriété.

Un hymne à la vigne

Aujourd'hui, le domaine Beauthorey est reconnu tant pour sa démarche que pour ses vins. Entre les lignes, et au-delà du mode de mise en marché ou de la pratique biodynamique, ce qu'il faut lire c'est un positionnement économique particulier ; en effet dans un environnement technique qui pousse à la surenchère mécanique dans les caves ou dans les vignes, ici on est dans le moins disant technique ; pas de fouloir ni d'éraffloir, un pressoir manuel à bras, beaucoup de travail manuel à la parcelle. Des «gestes» absolument pas motivés par une quelconque nostalgie de l'ancien, mais plutôt par le souci d'une «performance» économique globale, qui englobe les notions de soin au terroir comme du lien aux consommateurs.

Un nouvel épisode se profile à l'horizon. Christophe Beau a démarré en 2003 la plantation d'une vigne d'un genre bien particulier. 70 ares complantés de fruitiers et d'une quarantaine de cépages méditerranéens, où les dispositions en courbe et en trois dimensions ont supplanté la tradition des plantations en ligne, où les plants sont menés (crucifiés ?)



Christophe Beau



Christophe Beau

sur des palissages fil de fer avec la seule dimension verticale. Il s'agit d'une vigne en forme de feuilles de vigne et en forme de grappe de raisin (voir schéma ci-joint), qui aura évidemment une dimension esthétique mais aussi une dimension expérimentale quant aux modes de conduites originelles de la domestication de cette vigne liane ; les modes grecque et étrusque.

Si ce sont les «visages» des Cepatou qui ont donné un sens à cette initiative économique pendant plusieurs années, c'est aujourd'hui, avec cette nouvelle plantation, une dimension culturelle et expérimentale qui relance la stimulation du quotidien du vigneron.

Le mazet, la vigne et ses «Sait-pas-tout»!

Vignes vieilles avec des manquants, cépages composites en vin de table. Malgré tout si le vin n'en a pas l'étiquette, la qualité des raisins de ces vieux céps est tout à fait à la hauteur de l'AOC locale. Une cuvée est là pour en témoigner. Par contre elle est d'une belle architecture végétale, parsemée d'oliviers et de cerisiers, avec le mazet en bordure..

Les parcelles ont été estimées à 30.000 euros dont 2.500 pour les oliviers. Les parts unitaires sont fixées à 510 euros, soit au total 68 parts. Le nombre de parts par personne est plafonné à huit. Chaque part acquise correspond à environ deux ares cinquante, soit un peu moins de cent céps ; ou encore l'équivalent d'une rangée complète ! Il y a cinq ans cette parcelle aurait coté moitié moins cher ; et sera sans doute coté au double dans cinq ans, étant donnée la notoriété croissante de l'appellation ! La rémunération des parts se fait conformément au tarif de fermage préfectoral en vigueur pour ce type de bien, c'est-à-dire, selon un bail emphytéotique de 20 ans renouvelable, signé avec la SCI. La rémunération de chaque part est d'environ dix euros par an, soit à peu près 2% de rémunération. Celle-ci se fait en numéraires, en liquide (bouteilles de vin !) ou plutôt se réinvestit collectivement en matériel pour le mazet, la taille des oliviers, ou quelconque décision de l'AG (selon le principe d'un homme=une part ; la SCI le permettant). Tout propriétaire de part, locataire ou pas, aura en outre droit à 5% de réduction sur les tarifs du caveau et dispose bien sûr de quelques centilitres d'huile d'olive ! Les parts sont évidemment cessibles, avec un préavis de six mois. L'assemblée générale décide de la politique de réattribution.

Christophe Beau ■



Christophe Beau est vigneron mais aussi animateur de l'association Terre Ferme, partie prenante du réseau Repas. Terre ferme est un groupe qui expérimente des formes d'économies associatives dans les filières agricoles bio, en circuits courts ou longs (www.terreferme.net)

Christophe Beau

La danse des céps.

Christophe Beau, Ed. Repas 2004, 140 p.

(17 € port compris).

A commander au domaine Beauthorey, chemin neuf, 30260 Corconne ; 04 66 77 13 11 www.beauthorey.net)

Philomène, Momo et bien d'autres, sont les «héros» de cette chronique qui se lit comme l'on boit un bon vin! C'est l'histoire au fil des saisons, d'un vigneron, qui a choisi une autre poésie du vin ; une autre manière d'envisager son métier loin des tentations technologiques superflues ; de soigner la vigne par des pratiques de bon sens et une agriculture biodynamique sans dogmatisme. Mais aussi de vivre un vrai lien producteur-consommateurs autour de vendanges collectives, d'une consommation coopérative, et d'une propriété collective (S.C.I.).

Un périple clochemerlesque qui vous mènera jusqu'au Mexique ou en Palestine. Découvrez-y autant l'ivresse de bons moments de vendanges que des outils pratiques pour d'autres modèles de production agricole.





■ **Foie gras bio.** Sous prétexte que les canards sont gavés avec du maïs biologique, on trouve dans certains magasins bio du «foie gras bio». Une bêtise totale ! Pour qu'un foie soit gras, il faut forcer les canards à manger plus que normal et donc les gaver de force. En juillet 1999, l'Europe n'a autorisé la production de foie gras (bio ou non) qu'à la condition que cela s'accompagne de recherche de méthodes alternatives «n'impliquant plus la prise forcée d'aliments». La Pologne, la Norvège, le Danemark et l'Italie ont depuis interdit la pratique du gavage. 70% du foie gras français vient du seul département du Gers, 83% de la production mondiale est française. Une tradition à oublier, fût-elle bio.



■ **L'aquaculture peut-elle être biologique ?** Devant la pénurie de poissons, les élevages se développent de plus en plus. Peut-on envisager un cahier des charges pour obtenir un label bio dans ce domaine ? Comme le rappelle Vandana Shiva la plupart des élevages utilisent des farines de poissons... provenant des mers du Sud. Ainsi pour produire un kilo de poissons pour le consommateur du nord, on enlève de cinq à dix kilos de poissons au pêcheur du sud. Il serait donc nécessaire d'envisager des élevages sans farines de poisson... ce qu'actuellement personne ne pratique. Il y a seulement des essais d'alimentation avec des farines végétales, mais cela reste expérimental. Et quant à produire ces farines végétales ne faudrait-il pas mieux les utiliser pour l'homme directement sans passer par le poisson ?

■ **Rôle des vergers.** Les prés-vergers permettent de contenir les populations de ravageurs en créant des barrières naturelles. Des prés doublement utiles puisqu'ils accueillent les animaux qui mangent en extensif et que les arbres fournissent des fruits. Le développement des pesticides et la recherche de la productivité ont fait passer la surface de ces prés-vergers de 600 000 hectares en 1950 à 146 000 hectares aujourd'hui. Une tendance qu'il faudrait inverser pour aller vers une agriculture durable.



■ **Maine-et-Loire : pollution.** L'exploitation agricole de Yves et Sébastien Freulon a été polluée par le nuage de débroussaillant utilisé par un voisin. La moitié de la surface des vignes cultivées en bio a été touchée par la pollution et la production 2003 n'a pas pu être homologuée en bio. Ils lancent un appel pour que les producteurs se réunissent et demandent des mesures de protection contre ce genre de pollution. Yves et Sébastien Freulon, Domaine de Dreuilhé, 49380 Champ-sur-Layon, tél : 02 41 78 87 03.

■ **Bouches-du-Rhône :** l'association Graines de vie organise des marchés bio : «troisième journée méditerranéenne bio» le dimanche 5 septembre, place du Cabot à Marseille, «Espace-bio deuxième édition» les 10, 11 et 12 septembre à la foire du pays d'Aix, parc des sports de Venelles et «un jour bio en pays d'Aix», le samedi 18 septembre, place de la Rotonde à Aix-en-Provence. Association Graines de vie, 450, allée de la Vieille ferme, 13540 Puycricard, tél : 04 42 92 06 70.

■ **Isère : bientôt un marché bio à Tullins**

Un marché sera entièrement consacré aux produits issus de l'agriculture biologique. Ce marché hebdomadaire se déroulera tous les vendredis après-midi sur la place Jean-Jaurès de Tullins-Fures à partir du 10 septembre 2004 et comptera une quinzaine d'exposants majoritairement des producteurs locaux. Pour tout renseignement : Jean-Noël Roybon au 06 74 16 57 82, Paulette Queyron au 04 76 36 50 10 et Jackie Demeusy au 04 76 20 68 65

■ **Isère :** Le centre Terre vivante organisera son 6e samedi du jardin bio le 2 octobre avec pour thème «les arbres fruitiers du jardin» de 10h à 18 h. Centre écologique Terre vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, terrevivante@wanadoo.fr

Petite phrase

«Si le temps c'est de l'argent et si l'argent ne fait pas le bonheur, perdre son temps est une certaine forme de béatitude»

Emmanuel Mère, Florilège 105, décembre 2001.

Annuaire de la presse alternative

S!ence vous propose son annuaire de la presse alternative, mis à jour en 2004 avec plus de 400 adresses (8 pages) pour la modique somme de 4 euros.



Bon de commande page 47.

Voyages écologiques en avion ?

Voici le genre d'informations que nous recevons à S!ence. Le WWF-Suisse organise un concours pour la promotion de son label sur le bois certifié (les forêts tropicales seront exploitées de manière durable !) et offre comme premier prix... un voyage en Amazonie. Evidemment le voyage se fait en avion... à croire que ce n'est pas le WWF qui anime le site internet sur l'empreinte écologique où l'on peut découvrir que c'est l'avion qui détruit le plus sûrement la planète.

Ceci n'est qu'un exemple : nous avons reçu la même semaine une annonce pour un stage de construction en paille... en Inde, un voyage pour la découverte de la botanique... en Afrique du Sud, ou encore un congrès sur le développement local... au Maroc. Les «retraites» dans le désert sont aussi à la mode : voir Terre du Ciel qui fait directement de la publicité pour une compagnie aérienne. Ne parlons pas des milliers de personnes qui vont de forums sociaux en manifestations anti-G8, etc.

Il serait peut-être temps de réfléchir aux moyens que l'on emploie pour soi-disant «sauver la planète» !

La NEF

La NEF (Nouvelle économie fraternelle) organise des réunions d'information à Paris, 35 rue de Lyon (12è), M° Bastille ou Gare de Lyon les :

23 septembre à 19 h, 21 octobre à 19 h, 25 novembre à 19 h et 16 décembre à 19 h.

Contact : Émilie Wietzke, tél : 01 44 87 00 04, fax : 01 44 87 99 59, e-mail : paris@lanef.com



Protection sociale alternative

L'Association nationale pour une protection sociale alternative s'est mise en place en 1986 pour assurer une couverture sociale à des personnes ne bénéficiant pas des minimas requis pour entrer dans les catégories des caisses de Sécurité sociale. A l'époque, cela concernait pas mal de maraîchers bio, d'artisans ayant une faible activité, de personnes ayant fait le choix de vivre dans la simplicité, de néo-ruraux, d'éco-entrepreneurs... Avec l'arrivée du RMI, les effectifs ont fondu, ce mouvement s'amplifiant avec la mise en place de la CMU, couverture médicale universelle.

L'ANPSA a de fait dû revoir son fonctionnement et elle s'est ouverte à des assurés sociaux comme «complémentaire» sans pour autant abandonner les non-assurés qui existent toujours. Avec un recul d'une vingtaine d'années, le rapport prestations/cotisations se révèle durablement excellent. Les personnes qui choisissent un mode de vie sain et qui sont responsables de leur santé sont bien des facteurs de modération des dépenses médicales.

Aujourd'hui l'ANPSA propose aux associations d'usagers et/ou professionnels de médecines douces, naturelles, non conventionnelles, la constitution d'une plate-forme de structures sur le thème des assurances alternatives et de la prise en charge de ces médecines, avec l'idée à terme de déboucher sur une véritable mutuelle d'assurances.

ANPSA, c/o J.-M. Dumont, 161, boulevard Lefebvre, 75015 Paris, tél : 01 40 45 05 60.



BELGIQUE

Nature et progrès propose, en Belgique, de très nombreuses sorties tout au long de l'année : bio-construction et bioclimatisme (18 septembre, Tournai), bois, terre et lumière, co-conception et co-construction (18 septembre, Namur), une habitation d'architecture (25 septembre, Namur)... *Nature et progrès*, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél : 081 30 36 90.

SUISSE

Aventure sur la paille

Plus de deux cents fermes en Suisse adhèrent au réseau *Aventure sur la paille*. Ce réseau a vu le jour en 1995. Il se définit comme une entraide solidaire afin de favoriser une meilleure compréhension entre la ville et la campagne. L'association accorde une licence aux prestataires qui garantit la qualité de l'accueil. Les personnes peuvent loger à bas prix dans la paille et bénéficier d'un petit déjeuner. Sur réservation, elles peuvent bénéficier de repas. Au départ, l'idée est partie des randonnées à chevaux, puis s'est élargi aux randonneurs à pied ou à vélo. La nuit va de 20 à 30 FrS (soit de 13 à 20 €).

DORDOGNE

Ecocentre du Périgord

L'Ecocentre du Périgord a ouvert début juin et propose différents stages autour des questions d'habitat sain. Du 10 au 12 septembre, il organise un éco-festival avec présentation de toutes les alternatives possibles dans le domaine de l'écologie.

9^e foire de

Muzillac (Morbihan)

**SAMEDI 25
ET DIMANCHE 26
SEPTEMBRE 2004**

**90 exposants
Conférences
Animation enfants
Forums-débats**

contact : TERRE EN VIE
06 26 10 15 49

Enfin, l'Écocentre du Périgord propose des formations en éco-construction : «théorie et pratique de la couverture en chaume» du 27 septembre au 08 octobre, «théorie et pratique de la construction écologique» du 11 au 15 octobre, «finitions et décors à base de produits naturels» les 12 et 13 octobre, ainsi qu'un chantier-école du 06 septembre au 08 octobre.

Renseignements : Pégase-Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50, pour les formations : Jocelyne Cambuzat au 05 53 52 50 07 et le 06 86 55 83 73, pour le chantier-école, tél. : 05 53 30 44 41

Construction d'un four à pain

Du 24 septembre au 1er octobre, la ferme à Pons reconstruit son four à pain. Ce sera l'occasion d'expérimenter une technique simple, à la portée de tous et mettant en œuvre des matériaux collectés sur place (terre et foin). Des ateliers et discussions seront organisés selon l'envie des participants (lactofermentation, marmite norvégienne, plantes comestibles, culture sans labour, fourneau en terre...). Autres initiatives et musique bienvenues !

Renseignements et inscriptions pour 1, 2... 8 jours par courrier. Indiquer votre numéro de téléphone, nous vous rappellerons. Fabienne Recalde, 1668 route de Bélus, 40300 Cagnotte. Et PLAF ! : Participation libre aux frais.



Végétarisme

L'Alliance végétarienne organise «les journées mondiales végétariennes» du 1er au 7 octobre. Ces journées se veulent une occasion de réfléchir aux conséquences néfastes de l'alimentation carnée sur l'environnement, l'équilibre alimentaire mondial et les rapports Nord-Sud. De nombreux événements sont programmés :

ITALIE

Ecovillage de Torri-Superiore

Torri-Superiore est un petit village médiéval construit entre le 14^e et le 17^e siècle, à flanc de montagne, à 8 km de la frontière française. Il comprend un enchevêtrement de maisons en pierre accolées les unes aux autres. L'ensemble du village comporte 162 pièces habitables, de nombreuses terrasses et un véritable labyrinthe de ruelles, le tout sur de nombreux niveaux. Il est à l'abandon lorsque qu'il est racheté en 1989 par une association qui y lance un projet d'écovillage. Le village commence alors à être restauré avec pour une moitié des habitations privatives et pour l'autre moitié des locaux collectifs avec notamment un centre d'accueil d'une vingtaine de lits.

L'association des résidents comprend une trentaine de membres dont la moitié vit toute l'année sur place, l'autre étant plus itinérante. Chaque été des chantiers sont organisés pour poursuivre la restauration du site et on compte alors beaucoup plus de personnes présentes. Les principaux principes de base de l'association sont le respect de l'environnement et la coopération.

Sur les nombreuses terrasses qui entourent le village, l'association a développé l'agriculture biologique selon les principes de la permaculture, forme d'agriculture qui favorise les plantations permanentes : arbres fruitiers, oliviers, citronniers... Fruits et légumes produits dans les jardins sont entièrement consommés sur place, sans aucune commercialisation.

Les repas sont pris en commun quotidiennement, lieu d'échanges pour définir les activités et débattre entre les résidents. Une assemblée générale, deux fois par an, gère les différents problèmes administratifs qui se posent.

Chaque habitant développe librement sa propre activité. Souvent il s'agit d'activités d'artisanat ou artistiques.

Des stages sont organisés (en anglais et en italien) : cuisine créative (1er au 5 juin), travailler au consensus (2 au 8 juillet), autoconstruction de capteurs solaires (24 au 31 juillet), créer un écovillage (2 au 8 août), la permaculture (17 au 31 août)...

Associazione Culturale Torri Superiore, via Torri Superiore 5, 18039 Ventimiglia (IM), Italie, tél : (39) 0184 21 55 04.



dégustations, concours de cuisine, banquets, buffets, débats, points d'information. N'oublions pas : le bétail mondial produit 13 milliards de tonnes de déjections. Il est responsable de 40% des émissions d'ammoniac qui contribuent aux pluies acides. Il émet 100 millions de tonnes de méthane qui participent à l'effet de serre. *Contacts : Diana Chapotin (responsable JMV) au 01 43 84 05 44 ou Alliance végétarienne au 01 64 42 38 19.*

Jeu

Le «jeu de la vie» est un jeu de société et un simulateur. Il aborde d'une façon ludique les principaux aspects de l'organisation sociale et économique. Il est téléchargeable gratuitement sur : <http://users.swing.be/develop>, réalisation Abdelkader Aznano, contact : develop@swing.be

Mon jardin se crée

Le réseau *Ecole et nature* met en place un réseau des jardins qui ont un volet éducation à l'environnement et propose un document d'introduction à la question *Le jardin des possibles* à ceux et celles qui souhaitent commencer un projet dans ce domaine. *Stéphane Nahmias, Mon jardin se crée, Réseau école et nature, espace République, 20, rue de la République, 34000 Montpellier, tél : 04 67 06 18 70.*

PARIS Cafézoïde

Cafézoïde est un café associatif pour les enfants : pas d'alcool, pas de cigarettes mais un comptoir des jeux, des spectacles, des coins de causerie, des rencontres avec des personnages fantastiques ou quotidiens, des idées de sortie, des événements, des projets individuels et collectifs, un espace bébé pour les tout petits, un local boîte à musique pour les ados. *Cafézoïde, 92 bis, quai de la Loire, 75019 Paris, tél : 01 42 38 26 37.*



Entraide libertaire

L'Association pour l'entraide libertaire a pour vocation de mettre en place une structure d'échanges, de mise en commun des idées et des moyens. Dans le but de promouvoir, dans la société actuelle, un type de relation économique basé sur la juste répartition et la libre adhésion. Elle s'est créée en 1988 et a mis en place un système d'achat et redistribution de produits issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement, avec entraide au bénéfice de personnes défavorisées. *APEL, 92, rue de la Villette 75019 Paris, tél : 01 42 41 10 51.*

ILE-DE-FRANCE

Jardins familiaux



L'Ile-de-France compte 57 jardins familiaux disposant de 2540 parcelles. Il en existe même un dans Paris depuis 2001 : Jardins parisiens, rue Watteau, 75013 Paris, mais les parcelles sont réservées aux locataires de l'OPAC du 13e arrondissement. Pour savoir s'il y en a près de chez vous et comment obtenir une parcelle, prendre contact avec la *Fédération nationale des jardins familiaux, 11, rue Desprez, 75014 Paris, tél : 01 45 40 40 45.*

Espace Pluriel

Depuis 1991, Espace Pluriel est une association à vocation éducative et sociale qui se situe entre l'école et la rue dans certains quartiers de Paris. Elle intervient en lien avec les associations de solidarité avec les immigrés et vise la synergie des activités favorisant l'éveil, l'émancipation et la responsabilité. Elle suscite la dynamique de valorisation du rôle des parents au sein de publics en difficultés. *Espace pluriel, 5, rue Lacharrière, 75011 Paris, tél : 01 47 00 79 59.*



Alternatives



HAUTS-DE-SEINE

La Ferme du bonheur

Depuis une dizaine d'années, la Ferme du bonheur, à Nanterre, face à l'université Paris X est un lieu qui propose... du bonheur, à travers différentes activités artistiques à prix libre : tango, jazz, cabaret, table d'hôte, animations pour les enfants... C'est aussi le siège de l'Observatoire du bonheur municipal qui propose de créer des lieux de bonheur dans les cités en y installant pendant l'été des yourtes, chapiteaux, tipis sous lesquels on pourra faire tout ce qu'il nous plaît. *La Ferme du bonheur, 220, avenue de la République, 92000 Nanterre, tél : 01 47 24 51 24.*

BRETAGNE

La maison du Diben

En 2000, quatre personnes ont acheté une ancienne colonie de vacances à 300 m de la plage. Le lieu a été restauré avec utilisation d'éco-matériaux et recours aux énergies renouvelables, notamment une installation photoélectrique. Une quinzaine de personnes habitent maintenant sur place avec une activité d'accueil :

gîte d'étape pour 20 personnes, appartements locatifs, restaurants bio... Des expositions et des stages sont organisés autour de l'artisanat d'art. Un atelier de céramique *Ker Amos* fonctionne en permanence. Il est encore possible d'aménager d'autres locaux pour de nouvelles activités avec comme objectif de vivre l'écologie au quotidien, d'avoir la volonté de faire de l'accueil, de s'investir dans la vie locale. *La maison du Diben, 1, route du Port-Blanc, 29630 Plougasnou, tél : 02 98 72 39 69.*

SEINE-MARITIME

Télé Coqueli'Caux

Télé Coqueli'Caux est une télévision associative présente sur quatorze cantons ruraux de Seine-Maritime, dans le pays de Caux. Elle produit une cassette VHS mensuelle diffusée sur abonnement en vue de favoriser les liens sociaux. Elle bénéficie de l'aide de professionnels du théâtre (la compagnie *La Boucane*) et fonctionne en étant ouverte à tous : chacun peut proposer la réalisation d'un reportage. Elle intègre dans son fonctionnement une activité de réinsertion autour des métiers de l'image. *Télé Coqueli'Caux, Les Ateliers du Méandre, 33, rue de la Plage, 76400 Fécamp, tél : 02 35 29 06 62.*

ISÈRE

Atelier de feutre artisanal

Christina Zofall a ouvert depuis un an un atelier de feutre artisanal à Cordéac, près de Mens. Elle a bénéficié pour cela d'un prêt de la Nef, d'une aide d'amis et d'un appui de la municipalité. Une première année de production a permis la mise en place de différents produits comme des nappes, des vêtements, etc, et des expositions : «feutre, laine et teinture des plantes» en juillet-août, «feutre, laine et mode» en septembre, «feutre, laine et créations» en octobre. *Christina Zofall, Atelier laine-feutre, 38710 Cordéac-Mens, tél : 04 76 34 24 33.*





BESANÇON

Handicom

Handicom a été créé en 2003 à Besançon par Hervé Pizon, père d'une enfant handicapée. Handicom se présente comme première agence de communication spécialisée handicap. Elle propose de réfléchir à l'environnement qui peut être adapté aux handicapés et de ne plus considérer l'handicapé comme inadapté. Les handicapés sont en effet nombreux. Selon le dernier recensement, 13,4% de la population a des difficultés pour se déplacer, 11,4% a des problèmes de perceptions sensorielles, 9,8% ont des déficiences organiques, 6,6%

ont des déficiences mentales. Handicom, 6 b, boulevard Diderot, 25000 Besançon, tél : 03 81 88 16 31.

AISNE

Le Familistère de Guise

En 1859, un industriel, Jean-Baptiste-André Godin, nourri des pensées de Fourier et de Saint-Simon, met en pratique la première expérience d'utopie sociale à grande échelle en associant à un lieu de travail — l'usine Godin, toujours en fonctionne-



ment (les poêles) — un palais sociétaire pour former une société harmonieuse : habitation collective, piscine, économats, jardin, nurserie, écoles et le théâtre,

temple de la communauté familistérienne. Godin a été influencé également par le mouvement hygiéniste de l'époque. Cette expérience durera, sous une forme coopérative, jusqu'en juin 1968. Après cette date, les bâtiments sont rachetés par une société qui met en vente les appartements. Depuis 2000, le conseil général du département de l'Aisne et la commune ont lancé le projet Utopia qui consiste à donner au Familistère une ambition culturelle, touristique, économique et sociale. Les bâtiments sont classés et certains appartements sont devenus des ateliers d'artistes. Association pour la Fondation Godin, 265, cité Familistère, 02120 Guise, tél : 03 23 61 09 67.

Fêtes, foires, salons (le signe ◊ indique que Silence est présent)

◊ **Isère. 8^e festival de l'Avenir au naturel à L'Albenc les 4 et 5 septembre.** Expositions, sorties nature, visites de jardin, animations... Le professeur Dominique Belpomme, oncologue, interviendra le vendredi soir 3 septembre sur le thème «cancer, environnement et société». Renseignements : Sébastien Goguet, tél. : 04 76 36 50 10 et Espace nature Isère, mairie de L'Albenc, 38470 L'Albenc.

■ **Yonne. 11^e marché biologique de Vézelay le dimanche 5 septembre.** Producteurs, artisans locaux, table ronde sur le thème : «les pesticides, l'environnement et l'homme». Pour tout renseignement, contacter Laëtitia Massuard, Biobourgogne SEDARB, 19, avenue Pierre-Larousse, 89000 Auxerre, tél. : 03 86 72 92 20, fax : 03 86 72 92 21.

◊ **Cantal : 16^e foire aux produits bio. 5 septembre,** quartier Saint-Géraud, à Aurillac, 70 exposants, thème : pourquoi manger bio ? L'arbre à pain, 7, avenue Georges-Pompidou, 15000 Aurillac, tél : 04 71 63 56 40.

■ **Dordogne : Écofestival du 10 au 12 septembre à l'écocentre du Périgord,** à Saint-Pierre-de-Frugie. Plus de 50 exposants, des conférences-débats, des films, des témoignages... Une animation enfants, des capteurs solaires, des éoliennes... Écocentre du Périgord, association Pégase-Périgord-CREEE, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél. : 05 53 52 59 50, fax : 05 53 55 29 99, courriel : info@ecocentre.org, site : www.cr3e.com

◊ **Haute-Loire : fête du «Talent rural» les 11 et 12 septembre à Malvières :** l'objectif de l'association est de rassembler divers artistes et producteurs dans une ambiance festive au bon goût de terre nouvelle. Au programme : expositions d'artistes en tout genre (peinture, sculpture, photo, ferronnerie d'art...), concert et spectacles (Circus Terra Nostra, Rachel, Ballentines, Frap pas l'dingue...), et le lendemain, un marché de producteurs pour un pique-nique animé, animations jusqu'en soirée (chants, contes, jeux pour enfants, cirques). Association Talent rural, Lagrifolle, 43160 Malvières, tél : 04 71 00 05 82

◊ **Côtes-d'Armor. 19^e foire biologique de Mur-de-Bretagne «Biozone»** les 11 et 12 septembre. Cette année, le thème en sera «l'argent, le nerf de l'échange ?». Conférences sur la Nef, la décroissance, les pollutions électromagnétiques, le coût de la bio et la «consom'action». 200 exposants. Contact : Association «Produire et consommer biologique», Didier Hassan au 02 96 32 11 14 ou Jean-Pierre Le Mouel au 02 96 24 52 65, site : biozone@wanadoo.fr.

■ **Deux-Sèvres. Festival de la détente du 10 au 12 septembre** à Saint-Symphorien, à l'auberge de Crespe. De très nombreux concerts pendant trois jours (jazz, reggae, chansons françaises...), et cinéma, danse, débats. Camping avec cantine autogérée, toilettes sèches, buvette 0% d'alcool. Organisation : ministère de la détente, BP 11, 79270 Saint-Symphorien, tél : 05 49 17 35 34.

◊ **Gard. Terrabio les 11 et 12 septembre sur la place du marché de Collias.** Le groupe Nature & progrès Gard, organisateur, a décidé de «marquer le coup» des 40 ans de l'association Nature & progrès. Un beau programme de conférences, dont deux invités de marque : Pierre Rabhi et Dominique Belpomme. Beaucoup d'animations pour faire de cette manifestation la fête de la bio du Gard. Contact : tél : 04 66 76 20 07.

◊ **Jura. L'association Bio-Lopin organise sa 3^e fête «du pain, du vin, du fromage et des bouquins» le 12 septembre.** Lieu : le Bio-Lopin à Saint-Maur. Thème 2004 : «environnement et pédagogie» avec présentation de la pédagogie Freinet, Steiner et Montessori. Marché, animations, ateliers... Renseignements : tél : 03 84 44 23 92 et bio.lopin@laposte.net.

◊ **Loire-Atlantique. Planète eau. Les 18, 19 et 20 septembre,** centre de loisirs à Pont-Mahé, artistes, scientifiques, photographes de l'eau, conteurs, musiciens.

Conférences sur les vasques vives, la structuration de l'eau, la biocrystallisation sensible, rencontre avec un sourcier. Pour tout renseignement : 02 40 23 95 76 ou 02 47 880272 ou 06 74 57 29 45.

◊ **Creuse. 8^e fête écobiole le dimanche 19 septembre** à l'étang de Courtille à Guéret. 60 exposants, conférences et animations gratuites. Contacts : association Colchique, tél : 05 55 81 65 13, courriel : colchique23@tiscali.fr et office du tourisme de Guéret, tél : 05 55 52 14 29, courriel : info@ot-gueret.fr

◊ **Jura. Festival de la nature** à Juraparc à Lons-le-Saunier les 24, 25 et 26 septembre. Renseignements auprès du comité d'organisation, 614, avenue Edgar-Faure, 39570 Montmorot, tél. : 03 84 86 23 84, fax : 03 84 86 24 26.

◊ **Drôme. 7^e foire biologique et artisanale «Parfum de terre»** le 26 septembre à Bourg-lès-Valence. Thème 2004 : «le commerce équitable». Organisée par : MJC Jean-Moulin, BP 205, 26202 Bourg-lès-Valence cedex, tél. : 04 75 43 40 15, courriel : mjc.jean.moulin@tiscali.fr

◊ **Charente : 3^e fête de l'écologie les 25 et 26 septembre, à Nanclars,** organisée par l'association «la sauce verte». Une centaine d'exposants, des forums sur l'eau, la mobilité, la consommation citoyenne, les énergies et la solidarité. Animations et expositions. Contact : la Sauce verte, bâtiment Ronsard n°11, ma campagne, 16000 Angoulême, tél. : 06 85 02 99 34 et 05 45 65 24 30, site : www.lasauceverte.org

◊ **Loire : fête du terroir «Fructidor» le 26 septembre à Saint-Martin-la-Plaine** au domaine de la Catonnière, l'association des Croqueurs de pommes du terroir du Jarez organise cette fête avec pour thème : «les insectes, amis ou adversaires ?» et «fruits et légumes : plaisir et santé». Présence de grands chefs de cuisine, de spécialistes d'arboriculture fruitière, stands de produits locaux, animations et dégustations, conférences, expositions seront au rendez-vous. Pour tout renseignement : 04 77 75 66 21, Domaine de la Catonnière, 42800 Saint-Martin-la-Plaine, courriel : roger.lipani@wanadoo.fr, jeanb.laval@wanadoo.fr, croqueursjarez@wanadoo.fr.

■ **Nantes : Bien-être et art de vivre. 1 au 3 octobre.** Parc des expositions de la Beaujoire, 100 stands, santé, bio... Armor Expo, 22, rue de Crech-Feunteun. 22700 Perros-Guirec; tél : 02 96 54 61 08.

◊ **Loire-Atlantique. Festival d'écologie «vivre nature» à Nantes,** à la maison de quartier de Doulon et dans le parc du 1er au 3 octobre. Ateliers, conférences, débats, animations et exposants. Scène ouverte pour les âmes artistes. Contact : Humus 44, 8, rue du Professeur-Dubuisson, 44100 Nantes, tél. : 02 51 81 05 05 ou 02 40 59 89 93.

◊ **Lot-et-Garonne. Horizon vert, 16^e salon de l'écologie,** se déroulera les 2 et 3 octobre au parc des expositions de Villeneuve-sur-Lot avec comme thème pour 2004 : «main basse sur la santé». 20 conférences, 20 ateliers, 200 exposants. Jacques Testart animera la conférence d'inauguration : «technosciences et démocratie : l'exemple des OGM» ; d'autres thèmes : «santé au travail», «l'obésité de l'enfant», «la santé n'est pas une marchandise», «vaccination et santé publique», «les toxiques dans notre assiette», «santé et inégalités sociales»... Contact organisation : Horizon vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél. : 05 53 40 10 10, fax : 05 53 40 24 31, mail : horizonvert@wanadoo.fr, site : www.horizonvert.org.

◊ **Drôme : 21^e foire de Montfroc.** 2 et 3 octobre, en plein air dans la rue principale de Montfroc (limite avec les Hautes-Alpes). Plus grosse foire de la région. AFBM Montfroc, Hélène Arnoux, Saint-Martin, 04200 Noyers-sur-Jabron, tél : 04 92 62 00 76.

■ **Nord : 14^e Cucurbitades, 3 octobre 2004, à Marchiennes,** site de l'Abbaye, fêtes de la courge et de la sorcellerie. Office de tourisme, tél : 03 27 90 58 54.

De la monnaie au temps comme mode d'échange

Le SEL de Lodève dans l'Hérault, s'est transformé en SELT. En remplaçant la monnaie fictive par une unité en heures.

En quoi ce système peut-il être plus une alternative économique à l'économie de marché ?

En 1994 naissait le premier SEL (système d'échange local) français en Ariège. Le SEL est un multi-troc. Exemple : Annie pose des étagères chez Raoul qui coud des vêtements pour Jean-François qui a fourni des plans de tomates à Annie. Les transactions ne sont pas équivalentes ? Aucun problème, une comptabilité les enregistre à la valeur décidée par chacun, de gré à gré, les soldes, négatifs ou positifs, seront reportés pour la session suivante sur un catalogue.

Les premiers SEL fonctionnaient et fonctionnent toujours à peu près ainsi, une association gère le multi-troc. Elle diffuse à ses adhérents un catalogue de ressources, les offres et les demandes de chacun, leur permettant ainsi de s'échanger des services et des biens. Elle tient une comptabilité de ces échanges libellés dans une sorte de monnaie parallèle, les *grains de sel*, calquée sur la monnaie officielle (*le franc* à l'origine).

Depuis, cette idée a fait son chemin, quelques centaines d'autres SEL sont apparus un peu partout en France. Beaucoup des créateurs et adhérents rêvaient de mettre en place une alternative à l'économie libérale, en permettant des échanges plus justes, plus directs, plus humains.

Dérives possibles

Aujourd'hui, une partie de ce rêve a été réalisée. Par le SEL, un tissu relationnel s'est renforcé çà et là, des exclus de l'économie ont pu valoriser leur savoir-faire et, surtout, de réels services qui améliorent la vie de chacun se sont échangés, alors qu'ils n'auraient pas pu l'être dans l'économie conventionnelle. Miracle de l'échange, chacun se retrouve à la fin avoir reçu un service ou un bien pour lui difficile à produire, en ayant donné ce qu'il lui était aisé de produire. Le solde comptable des échanges est équilibré mais le bénéfice réel est positif.

Toutefois à côté de leur succès indéniable, force est de constater les dérives et les déboires de la première génération de SEL. Quelques exemples :

- Le SEL n'abolit pas forcément les inégalités sociales. Un professeur d'université demandait 200 grains de sel de l'heure et se plaignait de ce qu'une femme proposant des ménages en demandait 50 à la place des 45 habituels.

- Les rapports avec l'économie officielle sont ambigus. Un potier proposait ses œuvres au marché du SEL avec de petites étiquettes portant pour seule inscription un nombre qui indiquait le prix

en grains de sel. On pouvait retrouver ce potier avec les mêmes objets et les mêmes nombres portés sur les étiquettes dans des marchés officiels, ces nombres se lisaient alors comme des francs, avec la TVA comprise.

L'administration fiscale et la justice se sont intéressées aux SEL, sans que jusqu'à présent une jurisprudence claire en soit sortie. De l'autre côté, certains adhérents de ces SEL de première génération reconnaissent que le principal intérêt pour eux est qu'ils disposent d'un système qui permet de contourner le fisc.

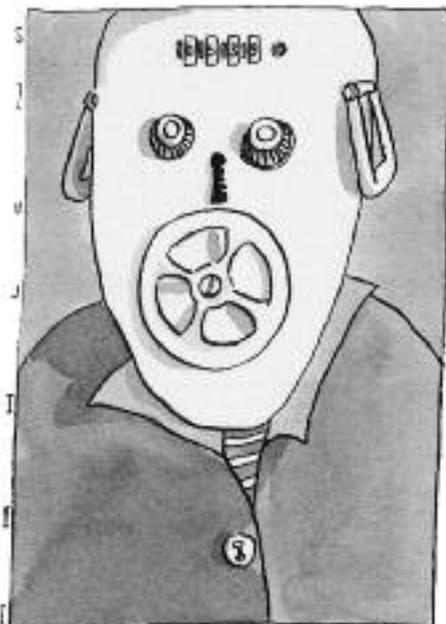
- La logique financière peut parvenir à prendre le pas sur tout le reste : ainsi un candidat à l'adhésion à un grand SEL se plaignait qu'à la place de la présentation humaine attendue, on lui ait fait remplir un formulaire et on lui ait demandé comme première question « De quel crédit de grains de sel veux-tu disposer ? ». C'est-à-dire, quel découvert autorisé, demandes-tu ?

- En grossissant et en devenant compatibles entre eux, les SEL ont permis des échanges sur de vastes zones, comme d'un bout à l'autre des Pyrénées par exemple. Mais, en même temps, les frais de fonctionnement et donc les tarifs d'inscription ont augmenté. Avec l'effet de taille, l'adhérent devient anonyme, déshumanisation des rapports, mais aussi porte ouverte aux indélicats qui disparaissent

sans laisser d'adresse avec un solde négatif important, d'où des crises financières chez certains des SEL historiques. Par ailleurs, une Ariégeoise faisait remarquer qu'avoir un énorme catalogue de ressources était de prime abord séduisant, mais qu'après y avoir enlevé toutes les propositions

concernant des gens à plus d'une demi-heure de voiture, il lui restait une offre utile pas plus importante que dans un petit SEL, un système d'échange vraiment local.

- Les questions politiques se sont également posées. Dans les SEL de grande dimension, les décisions sont prises par un bureau, lui-même élu par les adhérents. D'où les avatars inhérents à la démocratie indirecte : joutes électorales destructrices, enjeux de pouvoir, initiés du bureau et adhérents de base, etc. Les petits SEL se sont quant à eux souvent organisés autour d'un « chef » local, voire comme dans un SEL de l'Aveyron, autour d'une sorte de gourou astrologue qui prélève un pourcentage sur tout échange.



Systemes d'echanges locaux

Alors comment prolonger la belle idee du multi-troc en evitant les derives citees plus haut ? Bien des transformations des regles initiales ont ete tentees dans les nouveaux comme dans les anciens SEL. Ça et là, les grains de sel ont ete baptises «cailloux» ou «kroms» ou «talents», avec des modifications de regles comme un blocage du prix de l'heure à 50 unités equivalent au franc. Certains ont une administration remuneree dans le cadre du SEL, d'autres font appel au benévola. Des SEL sont informels alors que d'autres ont ete chapeautés dès leur creation par une municipalite afin d'aider à la reinsertion.

Avec le recul que nous commençons à avoir sur ces questions des regles initiales, il nous apparait que la transformation determinante, celle qui a opere une cassure entre deux types de SEL vraiment differents et presque incompatibles, tient au choix de l'unité de compte : *le franc ou le temps* ; et maintenant *l'euro ou l'heure*. Tant que l'on garde pour reference la monnaie officielle, et même si on la deguise en grains de sel ou autre, les agents économiques se comportent sensiblement de la même maniere que dans l'economie qui a institue cette monnaie. L'habitude, l'apprentissage ou le conditionnement conduisent à integrer les mentalites dans l'outil monetaire. En cela, ces SEL de premiere generation qui utilisent la monnaie comme reference, forment plus une economie parallele qu'une economie alternative.

Le temps comme mode d'echange

Les SEL de deuxieme generation ou systeme d'echange local au temps (SELT) ont un demarrage beaucoup plus lent que les premiers. Sans reference à la monnaie avec laquelle nous avons appris à echanger, l'acteur economique est derouté. En fait, sa seule reference en matiere d'echanges sans argent provient des habitudes d'entraide que presque tout le monde pratique plus ou moins dans son reseau de relations. On peut dire que si les SELT ont repris les cadres de l'organisation technique des SEL, les comportements et les mentalites y sont, de fait, herites des reseaux informels.

Entre voisins, amis, relations, au sein d'une famille ou d'une association, il est frequent de se donner des coups de main :

services, prêts ou dons de materiel, soutien technique ou moral. Simples et efficaces à petite echelle, ces pratiques trouvent leurs limites si on veut les augmenter.

D'abord construire de tels reseaux ou s'y integrer est long, cela se compte en années, et donc inaccessible à un nouvel arrivant. Ensuite, pratiquer l'entraide avec quelques relations directes permet une confiance forte mais une offre limitée. Diluer le systeme (le cousin de l'ami du voisin) augmente l'offre, mais fait perdre la confiance.

Plus important encore, les relations de ces reseaux se sont construites sur des criteres affectifs : amitie, sympathie, centres d'intérêt communs ou autres, les utiliser pour des echanges économiques, même de proximite, cree des distorsions relationnelles : comment refuser de rendre un service sans abimer une relation entre amis ? Comment evincer un

pirate qui demande beaucoup et rend peu de service, sans pour autant l'exclure du cercle amical ? Comment oser demander un enieme service au même copain bricoleur déjà trop sollicité ? Ceux avec qui on a envie de passer son temps libre ne sont pas forcément ceux dont on a besoin ou ceux

avec qui on a envie de travailler. D'où un renoncement à faire appel aux autres ou bien des temps de travail mal vécus, des hypocrisies ou autres pollutions des relations humaines.

Ce sont justement ceux qui pratiquent le mieux ou le plus ces systemes d'entraide informels qui s'adaptent le plus rapidement au SELT, car ce systeme prolonge et renforce ces reseaux. Sa comptabilite apporte la confiance et assainit les relations humaines. En effet, aucun probleme pour oser demander un service puisque le refus est toujours possible et sans consequences relationnelles ; l'acceptation, entraînant quant à elle une contrepartie écrite, est gérée par une administration independante des deux contractants.

Un nouvel habitant du terroir peut, avec le catalogue des ressources, savoir immédiatement qui fait quoi autour de chez lui et proposer d'echanger, en ayant a priori la confiance de l'autre.

Et le SELT n'est surtout rien de plus que cela : l'outil le plus léger possible pour des echanges sans argent. Le reste de

son organisation decoule de ces principes : une unite simple, l'heure avec une subdivision assez large, la demi-heure, qui evite les comptes d'apothicaire et la vente au detail.

Le SELT n'a pas de statut même associatif, donc pas d'enjeu de pouvoir, pas de democratie indirecte, pas de rôle institutionnel. Il n'est composé que de personnes privées se donnant des coups de main. La reunion bimestrielle (facultative) a d'ailleurs toujours lieu chez une personne privée.

Le coût du fonctionnement est réduit au minimum : cinq euros et une heure de service pour deux ans. Le but n'est pas, comme beaucoup d'associations, de collecter le plus d'argent possible mais le moins. Le comptable est lui-même intégré à l'outil, puisque son travail est enregistré et remunere en temps par le compte «administration». Le benévola nous ayant paru trop cher en coût humain : remerciements obligatoires entraînant un statut particulier de la personne.

Le «L» du SELT signifie «local», un canton environ, et cette echelle est une garantie contre l'anonymat, le maintien d'un groupe à dimension humaine et l'oubli, a priori de la notion de temps de trajet. A ce jour, aucun probleme de personne, ni aucun depart avec un solde negatif significatif, ne s'est produit au SELT de Lodève.

Les rares decisions à prendre ne peuvent être discutees et adoptees que lors des reunions bimestrielles, en toute transparence.

Un SELT n'est bien sûr pas une personne physique, mais ce n'est pas non plus une veritable personne morale, il est juste un outil qui sert à des individus et il ne doit en aucun cas leur faire écran. Ainsi, face à un membre en difficulté, le SELT n'a pas plus à être solidaire qu'un outil materiel, mais l'experience montre que ses membres le sont et que le don y est une pratique courante.

En 1997, année de sa creation, le SELT de Lodève generait des echanges très faibles, de l'ordre de 10 heures par session bimestrielle. Il a progresse chaque année, mais lentement, et aujourd'hui, il

en est au modeste resultat de 60 heures de moyenne par bimestre. Il compte une cinquantaine de membres, mais seule une dizaine sont vraiment actifs et sont à la base des echanges. Une vingtaine sont peu actifs, et le reste, soit une moitié sont dor-

mants, c'est-à-dire qu'ils n'echangeent que s'ils sont sollicités par un des membres actifs.

Mais ce ne sont que les resultats formels enregistres par la comptabilite inter-

Et le SELT n'est surtout rien de plus que cela : l'outil le plus léger possible pour des echanges sans argent.

ne, qui ne traduisent qu'une part de la réalité. Le but de chacun n'étant pas de faire monter les statistiques, beaucoup d'échanges ne sont pas enregistrés : soit qu'une contrepartie est trouvée directement à un service (il va faire une heure de bricolage chez un jardinier amateur et repart avec des légumes jugés par les deux parties équivalents au travail rendu), soit que deux membres échangent tellement, et à un niveau de confiance tel, qu'ils gèrent leurs échanges ensemble, parfois à la journée plutôt qu'à l'heure, soit il s'agit de don plutôt que d'échange. On peut estimer que ce volume de temps échangé hors comptabilité représente entre une et deux fois les échanges officiels.

Des collaborations qui ne sont pas des échanges se construisent aussi grâce au SELT : nous faisons notre bois ensemble, tu viens avec ta fourgonnette, j'apporte ma tronçonneuse, ou bien nous pratiquons toutes les quatre ensemble le taï-chi et le yoga. Et il faudrait ajouter encore au bilan positif les rencontres humaines et les moments de convivialité que sont les réunions.

La catégorie qui génère le plus d'échanges « officiels » au SELT de Lodève est celle des travaux agricoles. Viennent ensuite les travaux de maison (du petit bricolage au gros-œuvre de maçonnerie) ; les transports, manutentions et déménagements ; les ménages et services domestiques ; les échanges et prêts de biens. Les échanges de savoir et les gardes d'enfants

ont beaucoup moins de succès, ils alimentent plutôt la part hors comptabilité.

Qui adhère et échange au SELT de Lodève ? Les ruraux plutôt que les urbains, les hommes un peu plus que les femmes. Les néo-Languedociens sont beaucoup plus nombreux que les Languedociens de souche. Enfin, la « mouvance alternative » locale est majoritaire ; ainsi la plupart des offres et demandes de produits alimentaires sont précisées « en agriculture biologique ». Avec des échanges en hausse, un fonctionnement sain, et surtout maintenant un noyau de personnes très attachées à ce système, qui les aide concrètement dans leur vie pratique, le SELT de Lodève ne fait que croître. Insistons encore sur le fort besoin de confiance que nécessite pour se développer ce type de SEL de deuxième génération par rapport à ceux de la première génération. Ainsi, à l'usage, nous pouvons constater aujourd'hui que les nouveaux arrivants sont sensibles au fait que ce système peut se prvaloir de cinq ans d'existence sans problème.

Une autre différence entre les deux générations de SEL porte sur l'offre des professionnels. Ils sont absents des SELT, du moins dans leur activité principale. Exemple, cet accordeur de piano qui proposait des offres de menuiserie, des expertises ou conseils en achat de piano, mais surtout pas d'accorder des pianos. Les seules exceptions sont les paysans-agriculteurs, tant les parties professionnelles et privées de leurs activités se confondent. Cette absence des professionnels, conforme à l'esprit des SELT, montre les limites auxquelles ceux-ci toucheront forcément. Tous biens et services demandant des outils chers ou intégrés, des savoir-faire pointus, resteront inaccessibles au SELT.

Si le SELT est bien une authentique alternative à l'économie libérale, il est tout de même une alternative très modeste, et ne pourra jamais constituer une alternative complète. Jusqu'à quel point peut-il grandir et toucher un plus grand nombre de personnes ? Seul l'avenir pourra le dire, mais nous pouvons spéculer sur certains éléments.

Nous avons étudié ici le cas de Lodève qui est un terroir particulier au taux de chômage important qui crée de la disponibilité, un paysage accidenté impropre

à l'agriculture productiviste qui a laissé subsister une agriculture paysanne, la présence de nombreux néo-ruraux arrivés depuis les années 70 jusqu'à nos jours. Ces caractéristiques sont-elles indispensables au développement d'un SELT ? Seulement favorables ? Il est trop tôt pour le dire.

À Genève, le groupe de créateurs du SELT a négligé d'être présent aux réunions. Des étudiants rentrés après la création y ont fait évoluer les règles dans le sens d'un rapprochement avec l'économie libérale. Les créateurs ont dû battre le rappel et revenir en masse à la réunion suivante pour retrouver les règles originales au cours d'une séance houleuse. On en est arrivé dans cette ville à avoir un SEL et un SELT qui se côtoient.

Le cas de Bédarieux (Hérault) est intéressant. Un SELT s'y était constitué et avait même compté une cinquantaine de membres. Mais le choix du bénévolat, pour la tenue des catalogues de ressources, laissait trop souvent ceux-ci mal ou pas faits du tout. C'est alors que deux concurrents sont apparus en même temps. À gauche, le JEU (ou jardin d'entente universel) supprimait toute organisation et proposait à chacun de gérer ses feuilles d'échange sans aucun contrôle (ce système s'est avéré être quasiment un retour aux réseaux d'entraide informels dont nous avons parlé précédemment). À droite, un SEL voisin a envoyé à Bédarieux une « ambassade » vanter les mérites de la référence au franc. Dans le contexte de désorganisation que vivait le SELT de Bédarieux, la plupart des membres se sont éparpillés vers la gauche ou la droite, les derniers irréductibles préférèrent jeter l'éponge ou pour ceux qui étaient en limite de zone, rejoindre le SELT voisin de Lodève. Ce dernier a d'ailleurs connu, en début de vie, des défections vers l'une ou l'autre de ces deux voies opposées.

Enfin, le passage à l'euro a constitué une chance historique pour les SEL. Il leur a fallu décider s'ils transformaient leurs grains de sel/franc en grains de sel/euro. Certains (il est trop tôt pour connaître précisément la proportion) en ont profité pour devenir des SELT, mais hélas, le prestigieux et puissant SEL historique de l'Ariège a adopté à quelques voix près le passage à l'euro. Ce n'est peut-être que partie remise...

Jean-Louis Do ■

SELT Lodève. Texte paru dans réfractifs n°9.





Peine de mort

Dans un rapport publié en avril, Amnesty international recense les exécutions dans les différents pays : sur 1146 exécutions connues, dans 28 pays, la Chine arrive largement en tête avec 726 mises à mort, devant l'Iran (108), les Etats-Unis (65) et le Vietnam (64).

Europe et associations

En France, il suffit d'être deux pour créer une association et les frais d'inscription en préfecture avec publication au journal officiel ne coûte qu'environ 50 €. Il n'en est pas de même dans les autres pays d'Europe : il faut être au moins sept en Allemagne, 20 en Roumanie, les frais sont de 120 € en Pologne... et peuvent être très cher en Italie. Différentes coordinations d'associations essaient de militer pour que l'Europe mette en place un statut européen de l'association... basé sur le modèle le plus souple, le français. *Comité européen des associations d'intérêt général, CEDAG, rue de Toulouse, 22, B 1040 Bruxelles, tél : 32 2 230 00 31.*

Droits des animaux

Vive Barcelone ! Il est temps que *Silence* félicite son maire, Joan Clos, qui a interdit en avril les corridas dans sa ville. Le décret municipal précise que «le toro est

un mammifère dont le système nerveux a des caractéristiques similaires à celles de l'espèce humaine, ce qui signifie que nos systèmes émotionnels ont beaucoup en commun». La petite ville de Tossa de Mar a précédé Barcelone en 1991, mais les arènes de la deuxième ville espagnole étaient réputées et il est très symbolique que cette décision y ait été prise. Grâce à l'association pour la défense des droits de l'animal (Adda) qui a remis une pétition avec 245.000 signatures aux élus. La décision n'a pas force de loi mais peut permettre d'y parvenir.

FRANCE

Grande distribution

La grande distribution aurait-elle un problème ? Il semble qu'elle manifeste une certaine inquiétude. Les ventes des produits les plus consommés et les plus «promus» par la pub seraient en train de chuter ! Pas encore de beaucoup, mais leur chiffres d'affaires des grandes surfaces aurait perdu près de 1% depuis le début de 2004. Le camembert industriel serait en chute libre et les plats cuisinés en péril. Mieux : il ne s'agirait pas d'une variation habituelle mais d'un acte délibéré des consommateurs boudant de tels produits et les emballages inutiles. Ils les appellent les «alterconsommateurs» qui recherchent la saveur, la mention du terroir, quand ce n'est pas du bio, carrément. Bigre, bigre... Où va-t-on... (enquête de publicité McCann relatée dans *Le Monde*).

ISÈRE

Drôle d'atterrissage

Très dangereuses, ces ailes...

Un parapentiste savoyard, enseignant paisible, a eu envie, par un beau jour du mois de juin, de faire le tour du massif de la Chartreuse. Mais le temps se gâte, l'orage arrive, et vers 18h30 le contraint à un atterrissage forcé. Apercevant une surface plane et dégagée, il s'y pose. Mais, hélas, il se rend compte trop tard qu'il se trouve dans l'enceinte du CEA près du synchrotron grenoblois, zone classée secret défense pour cause de recherche atomique. Arrêté par les vigiles affolés, le parapentiste se retrouve au commissariat. Morale de l'histoire : le plan vigipirate devra se méfier des terroristes à voile (l'aile, autrement dit...).



Décroissance

«Pour nous, dans le monde industrialisé, diminuer le niveau matériel de notre vie devient nécessité. Ce qui ne signifie pas une croissance zéro, mais une croissance négative. La croissance n'est qu'un objectif politique immédiat servant les intérêts des minorités dominantes»

Sicco Mansholt, président de la Commission européenne, 1973.

Les riches plus riches



DR

La tendance est toujours la même : les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres. Selon un classement des milliardaires dans le monde, ceux-ci ont accumulé 500 milliards de plus en 2003, soit une progression de 30%. Les pauvres en ont perdu autant. (*Marianne*, 8 mars 2004)

La plus grande dictature du monde

Quel est le critère qui définit une dictature ? Si c'est le plus grand nombre de prisonniers par rapport à la population, alors la plus grande dictature du monde est les Etats-Unis qui viennent de passer le cap des deux millions de prisonniers !

L'Europe des lobbies

Il y a officiellement plus de 10 000 personnes accréditées par le Parlement européen pour y circuler librement. Elles représentent les différentes branches de l'industrie (quelques-unes les grandes associations).

Elles forment ce que l'on appelle des «groupes de pression». Elles sont vingt fois plus nombreuses que les élus, ce qui en dit long sur la démocratie européenne.

Clearstream : nouveau procès

La société Clearstream gère les transactions internationales entre banques et brasse des milliards d'euros. C'est sa fonction officielle, mais dans son livre *Révélation*, Denis Robert avait démontré que la société servait aussi à faire circuler de l'argent sale. La direction de Clearstream avait attaqué le journaliste en diffamation. Non seulement elle a perdu son procès, mais le gouvernement luxembourgeois, soucieux de ne plus être montré comme le plus laxiste en matière de blanchiment en Europe, a décidé de porter plainte contre André Lussi, le directeur de la banque au moment de l'enquête de Denis Robert. (*Soleil Vert*, mars 2004)

Droits de l'homme en régression

A l'occasion de la parution de son rapport annuel, La Ligue des Droits de l'Homme a présenté l'année 2003 comme une année noire : régression des libertés en France comme jamais vu depuis la guerre d'Algérie, atteintes aux droits des femmes et des gens de voyage, promesses non tenues pour les handicapés, retour de l'ordre moral... Mais le rapport insiste pour dire que si la politique de la droite y a une part de responsabilité, ce n'est pas la seule cause : le contexte international est tout autant morose.

Déficit français

Après avoir étranglé les pays du Sud, les banques étranglent maintenant les pays du Nord selon le même principe : les remboursements ne couvrant plus les intérêts de la dette, les pays voient leurs dettes augmenter. Ainsi, la France a passé le seuil symbolique, début 2004, des mille milliards d'euros, soit environ 15 000 euros par personne, du bébé au vieillard. (*Canard enchaîné*, 3 mars 2004)

Femmes en résistances au capitalisme

Du 24 au 26 septembre 2004, se déroulera à Arcueil (Val-de-Marne) un festival de films intitulé «Femmes en résistances». Cette année, le festival se propose d'explorer les luttes des femmes dans le domaine économique. Le capitalisme a des conséquences non moins dramatiques pour les femmes que la guerre, qui fait d'ailleurs partie de l'arsenal des moyens dont il dispose pour s'imposer comme système économique unique à l'ensemble de la planète. On n'en finirait pas d'égrener les maux que ce système fait subir à l'environnement et aux populations, particulièrement aux femmes. En première ligne face à ses agressions, les femmes sont aussi les premières à construire des actions de résistance. Simples aménagements ou bien sources de véritables alternatives, les résistances des femmes sur tous les continents seront évoquées et questionnées au travers d'une quinzaine de films documentaires. *Femmes en résistance, Centre culturel Jean-Vilar, 1, rue Paul-Signac, 94110 Arcueil, tél : 01 45 46 53 49.*

Que faire contre la prostitution ?

Deux chercheuses, Julie Bindel et Liz Kelly de la Child and Woman Abuse Studies Unit, de l'université londonienne Metropolitan, ont mené une étude comparative sur les impacts des choix de quatre pays : Irlande, Pays-Bas, Suède et Australie en matière de lutte contre la prostitution. Il ressort de cette étude que la politique

suédoise, la seule à s'en prendre aux usagers et non aux prostituées, semble la seule à être cohérente et à avoir des résultats. (*Les Pénélopes, mai 2004*)

CANCER DU SEIN Le cercle vicieux

Pour détecter de possibles cancers du sein, on oblige les femmes de plus de 50 ans à se faire faire des mammographies (radio des seins). Une étude présentée lors du colloque sur le cancer à

Femmes



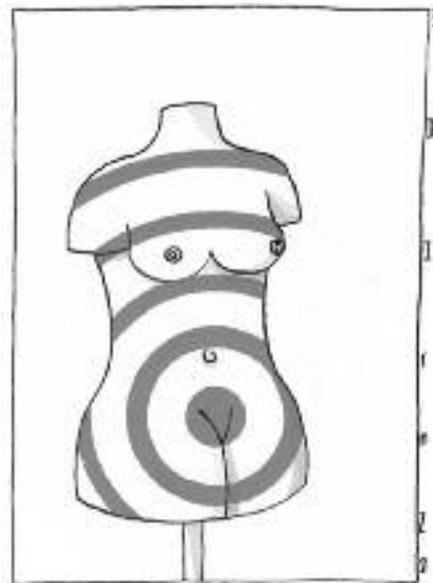
l'Unesco, le 7 mai dernier, montre qu'une femme qui subit une dizaine de ces mammographies augmente de 20% le risque d'avoir un cancer du sein !

UKRAINE

Agir contre le trafic d'êtres humains

L'association *Avenir* a vu le jour à Jytomir, en Ukraine, pour agir en faveur de la prévention contre le trafic d'être humains : femmes incitées à s'expatrier et qui tombent ensuite dans des réseaux de prostitution, mais aussi jeunes hommes qui se retrouvent sans papier dans des exploitations agricoles des pays méditerranéens. *Avenir* essaie de se faire connaître au niveau international pour favoriser le retour de celles et ceux qui veulent revenir en Ukraine. Ensuite, elles interviennent dans les lycées pour avertir les jeunes adolescentes sur ce que peuvent cacher les petits annonces pour passer à l'Ouest. L'association a mis en place des liens avec l'Organisation interna-

tionale des migrations pour favoriser les évasions des maisons closes. En France, l'association est soutenue par *Agir ensemble pour les droits de l'homme*, 16, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél : 04 37 37 10 11.



Paix

Prisonnier d'opinion

Camilo Mejia Castillo, déserteur et prisonnier d'opinion. Sergent américain de la garde nationale de Floride, Camilo Mejia Castillo a été adopté comme prisonnier de conscience par Amnesty international qui demande sa mise en liberté. Il a été condamné à un an de prison, peine maximale, le 21 mai pour désertion. Suite à une permission, il avait refusé en octobre de rejoindre son unité en Irak en invoquant des raisons morales, la légalité de la guerre et le comportement des troupes à l'égard des civiles et des prisonniers irakiens. Dans sa demande d'exemption pour objection de conscience, il avait notamment décrit les directives données aux soldats pour «briser la détermination des prisonniers».



HÉRAULT

Education à la paix

Un forum d'éducation à la paix, à la non-violence et à l'écologie se déroulera les vendredi 24, samedi 25 et dimanche 26 septembre à Bédarieux. Animations culturelles et interventions de Génération médiateurs, Coordination décennie de la paix, CARI, CDTM, Arche de Lanza del Vasto, Médiation-Aveyron, Étincelle, Spirale... Renseignements au 04 67 23 97 67 ou au 04 67 95 45 98

Larzac solidarités

L'assemblée générale de Larzac solidarités se tiendra le 04 septembre, à 14h30, au Cun du Larzac.

PALESTINE

A Gaza, l'agriculture urbaine une façon de résister pour survivre.

Visite à Jabalaya : Depuis juin 2003, Larzac solidarités a relayé l'action de Palestine 33 en aidant des habitants du camp de Jabalaya à mettre en œuvre des micro-projets d'agriculture urbaine. Le camp de Jabalaya, c'est d'abord la densité de population la plus forte du monde, 100.000 personnes sur 1 km2. Dans les maisons les plus pauvres, plusieurs pièces entourent une cour intérieure. D'autres maisons sont constituées de plusieurs étages et possèdent un toit en terrasse. C'est pourtant dans ce cadre de béton que les expériences d'agriculture urbaine se multiplient.

Vu et entendu à Gaza : à propos de Rafah : «là-bas, c'est Jénine tous les jours». L'objectif des Israéliens est de construire une autoroute sur la zone frontalière pour connecter les colonies de Gaza avec Beer Sheva dans le désert du Néguev, et ainsi séparer complètement la Palestine de l'Égypte et conserver un contrôle permanent de la frontière, quels que soient les accords politiques à venir. Pour construire cette route, il faut donc vider la zone de ses habitants. Les incursions répétées, les tirs et les explosions massives qui fragilisent les maisons forcent les habitants à partir. Les maisons sont alors rasées.

A Al Quarara des tentes abritent les familles dépossédées, pour ne pas laisser le terrain vide. Dans ce secteur des plantations d'oliviers, il ne reste que quelques rameaux ensevelis sous la terre retournée par les bulldozers. extrait de «Larzac solidarités, juin 2004.



La viande dans notre assiette : quel impact ?

La question du «bien-être animal» fait son apparition dans la filière viande, mais arrivée dans notre assiette, qu'en reste-t-il ?

Tout comme le «développement durable», le «bien-être animal» est un thème à la mode, qu'il est de bon ton de glisser un peu partout, tant la préoccupation des Européens pour la souffrance animale est grande. Ainsi le commissaire David Byrne affirmait-il que le sort de nos amis les bêtes représente la quantité la plus importante de courrier reçue par la Commission Européenne en 2003. Il est donc important que nos politiques donnent, au moins en apparence l'impression de se pencher sur ce problème afin de répondre à l'attente de leurs électeurs.

Le saupoudrage du nouveau credo «bien-être animal» dans chacune des filières qui exploitent l'animal semble donc être une nécessité électorale : agrandissement des cages en batterie de quelques centimètres carrés pour les poules, limitation du transport des animaux de rente à 9 heures (avec l'hypocrisie de l'attente durant 12 heures sans obligation de décharger avant que le cycle de 9 heures ne recommence), comité d'éthique en expérimentation animale, etc.

Le résultat a l'avantage de donner du travail au bureaucrate, de légitimer le rôle du politique face à son électorat, mais pour le principal intéressé, en l'occurrence, l'animal, rien ne change. Sa vie reste réduite au confort du consommateur et donc à la loi du marché. Avant de rechercher le «bien-être» de l'animal, faudrait-il peut-être en premier lieu le laisser «être».

Oui mais si rien ne change, c'est précisément parce que le système actuel sert l'intérêt de notre société de consommation régie par des règles du commerce international élaborée par les principales puissances économiques. Le consommateur a acquis ce droit devenu «inaliénable» de manger de la viande autant qu'il le souhaite au prix le plus bas possible sans aucune réflexion sur la portée de ses actes. Et toute tentative de contradiction sur le fond étant taxée de rétrograde voir même «d'antihumanisme» (cf. Luc Ferry ou Paul Ariès), on se replie alors derrière des «mesurettes» et des effets d'annonce qui ne sont que «décorations» de pure forme.

Ainsi par exemple, peut-on promouvoir le remplacement des élevages en batterie par des élevages extensifs sans remettre en cause la quantité d'animaux sacrifiés ? Peut-on parler de «bien-être animal» lorsque l'on sait que les animaux finissent toujours prématurément à l'abattoir ? Quel est l'impact de ces élevages industriels et de la maïsiculture qui leur est associée sur l'environnement ? Que penser de l'exploitation des pays en voie de développement pour la production de protéines végétales visant à engraisser les animaux en batterie des pays riches ? Peut-on décentement accepter que les protéines provenant de pays dont une partie de la population meurt de faim, servent à sur-nourrir les habitants des pays riches ? Qui ose encore nier le fait que cancers et maladies cardio-vasculaire trouveraient une part de leur origine dans une surconsommation de graisse animale ? De là, pourquoi ne pas s'engager vers une réduction de la consommation de viande plutôt que d'investir dans une recherche expérimentale coûteuse et

le plus souvent inefficace ? Que penser des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé qui préconisent tout au plus 3 repas carnés par semaine (dont 2 de poissons) ? Le prix extrêmement bas de la viande (1) est-il dès lors légitime dans un tel contexte ?

Finalement, peut-on faire l'économie de ce débat en se dissimulant derrière des considérations consuméristes, au seul prétexte qu'il touche en profondeur nos habitudes alimentaires et en fait notre vision anthropo et égocentrée du monde ?

Franck Schrafstetter ■

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions, l'association Zyzomys organise une conférence-débat le samedi 2 octobre à 20h salle Sainte Madeleine, place Sainte Madeleine à Strasbourg.

Association Zyzomys, 1A place des orphelins, 67000 Strasbourg, tél : 06 14 82 21 84

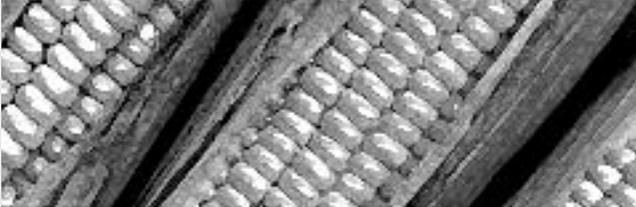
(1) NDLR : Certains produits carnés sont effectivement vendus à des prix très bas par la grande distribution, mais le prix d'une viande de qualité reste élevé.



Humain génétiquement modifié ?

L'actualité fait parfois se télescoper des informations de manière curieuse. Ainsi, mi-mai, la Commission européenne autorise la culture de maïs BT11. Simultanément l'AFSSA, Agence française de sécurité sanitaire et alimentaire annonce que des rats ayant mangé ce maïs pendant 90 jours présentent des anomalies inquiétantes. Fin mai, le conseil régional Rhône-Alpes verse une subvention à une firme pour la mise au point de rats génétiquement modifiés... pour rapprocher leur ADN de celui de l'homme.

Y a-t-il un lien entre ces trois informations ? Espérons que non, sinon, cela voudrait dire que le maïs étant dangereux, plutôt que de l'interdire, on choisit la fuite en avant en modifiant les rats... en attendant de modifier l'humain... **MB.**



■ **Canada : publicité remarquée.** Fin mars, Greenpeace et des associations d'agriculteurs ont acheté des encarts publicitaires dans les journaux canadiens. La publicité précisait «la plus grande menace pour les producteurs de blé n'est ni la grêle ni la sécheresse, mais le blé Roundup Ready Wheat». Si certains journaux l'ont acceptée, plusieurs, dont la principale revue agricole, l'ont refusée. Cette publicité rappelle quelques vérités dérangeantes au moment où le gouvernement doit se prononcer sur les autorisations pour le blé OGM de Monsanto : pour 87 % des volumes des achats de blé, les grossistes demandent un certificat de garantie non-OGM, 60 % des Canadiens ne veulent pas de produits à base de blé OGM.

■ **Mali : coton transgénique.** Dépendant de l'aide économique des USA, le Mali a cédé aux demandes des Etats-Unis et s'apprête à autoriser l'implantation des firmes comme Monsanto, Syngenta et Dow Agro Sciences. Le gouvernement malien a annoncé fin mars que d'ici cinq ans tout le coton cultivé dans le pays serait transgénique, autant dire que tous les Maliens seraient esclaves des multinationales.

■ **Allemagne : les vaches meurent.** Après la première récolte de maïs Bt176 de Syngenta, en 2000, un agriculteur constate non seulement une baisse de production de ses vaches nourries avec ce maïs, mais également la mort de cinq vaches en quatre mois, début 2001. Jusqu'en février 2002, sept autres vaches meurent. Des prélèvements de tissus envoyés pour analyses à un laboratoire disparaissent. Syngenta propose spontanément de payer l'achat de nouvelles vaches alors que rien n'a été prouvé sur le lien entre le maïs et la mort des bêtes. Deux ans après, aucune conclusion n'est disponible sur cette affaire. (*Nature et Progrès, mai 2004*)

■ **Le gouvernement se veut rassurant.** Le gouvernement a annoncé peu après la levée du moratoire par la Commission européenne que cela n'implique pas que chaque pays autorise la culture d'OGM et rappelle qu'en France, toute culture doit d'abord avoir l'aval de l'Agence française pour la sécurité sanitaire... agence dont l'efficacité est fort contestée dans d'autres domaines comme les incinérateurs, les téléphones portables...

■ **Déni de démocratie.** La Fédération nationale de l'agriculture biologique a lancé un appel au respect de la démocratie. Citant les nombreux sondages sur les OGM qui montrent tous une large hostilité des populations à l'usage de ces cultures, elle demande de quel droit la Commission européenne peut se permettre de passer outre.

■ **Carcassonne : Monsanto en procès.** Contre-attaque judiciaire : des organisations agricoles ont attaqué Monsanto en procès pour avoir cultivé en plein air des parcelles de cultures OGM sans autorisation de mise sur le marché. Une nouvelle occasion de rappeler que les Français ne veulent pas des OGM. Selon la Confédération paysanne, le procès devrait se tenir avant la fin de l'année.

Déroute aux Etats-Unis.

Avec la phobie du terrorisme, le gouvernement américain en arrive à faire n'importe quoi. Il a ainsi poussé à tester en urgence un vaccin anti-variolique sur 420 000 personnes du secteur médical, alors que ce vaccin n'était pas encore au point. 90% des personnes ont refusé. Elles ont bien fait car sur celles qui ont été vaccinées, il y a eu 52 cas d'inflammations cardiaques, huit attaques dont trois mortelles. Le vaccin a depuis été retiré discrètement du marché. (*Courrier d'Als, mars 2004*)

CHEVEUX TEINTS Cancer de la vessie

Une étude américaine a montré que les personnes qui se teignent les cheveux en moyenne une fois par mois ont deux fois plus de cancers que les autres.

Explication : les produits contenus dans les teintures migrent à l'intérieur des cheveux puis dans le sang et sont retenus au niveau de la vessie. (*Viva, mai 2004*)

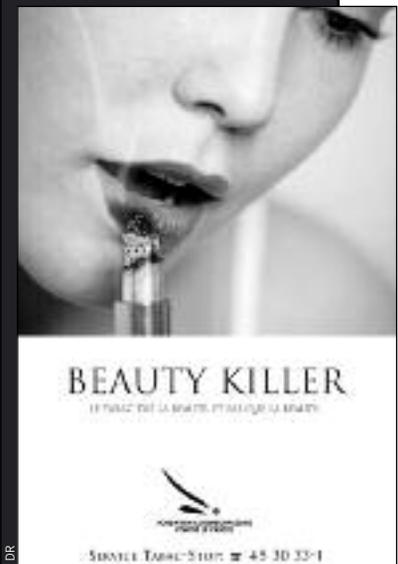
Téléphones portables

■ **Les maires manipulés.** Le 28 avril, l'Association des maires de France et l'Association française des opérateurs mobiles ont présenté à la presse un guide intitulé «téléphonie mobile : guide des bonnes pratiques». Beau coup pour les opérateurs privés qui mouillent ainsi tous les maires de France, lesquels se sont fait totalement (et volontairement ?) manipuler : en effet ce guide a été réalisé sans aucune consultation des scientifiques qui mettent en doute l'innocuité des antennes et des téléphones, sans aucune consultation des associations qui demandent des mesures de précaution ! Ainsi le guide encourage les mairies à respecter un niveau d'exposition de 41 à 58 volts par mètre pour les antennes... alors qu'une étude officielle hollandaise indique des problèmes de bien-être après 45 minutes d'exposition à seulement 0,7 volt par mètre.

Des nouveaux sont contaminés à l'hôpital.

«De nombreux hôpitaux utilisent toujours des équipements en PVC souple, alors que son plastifiant le DEHP est lié à des problèmes de fausse-couche et d'infertilité et malgré le fait que des matériels médicaux sans PVC sont déjà sur le marché,» explique le Dr Vyvyan Howard, de l'université de Liverpool. «L'Union européenne a interdit le DEHP dans les produits de beauté et certains jouets, mais continue à autoriser le DEHP dans les équipements médicaux qui sont utilisés sur les enfants malades et d'autres populations à risques, ce qui entraîne de plus importants niveaux d'exposition. C'est le parfait exemple de l'absurdité de la politique chimique européenne et de la nécessité de définir une meilleure réglementation,» a ajouté le Dr Howard. *Contact France : Aurélie Gauthier, CNIID, tél. : 01 55 78 28 66 ou www.cniid.org, campagne D'abord ne pas nuire.*

TABAC



■ **Interdiction dans les lieux collectifs.** Depuis le 1er avril 2004, en Irlande, il est interdit de fumer dans les lieux collectifs (travail, commerces, loisirs). Il n'est plus possible de fumer qu'à l'extérieur ou chez soi. Depuis le 1er juin, les mêmes mesures sont entrées en pratique en Norvège.

Rions un peu

Pour la manif du 17 janvier à Paris, *Contratom* de Genève avait organisé un bus. Celui-ci étant arrivé tôt, un couple décide d'aller visiter la tour Eiffel. Pour éviter la queue, ils choisissent de monter à pied et cherchent alors où laisser leur poussette. Rien n'est prévu, ils la laissent donc dans un coin discret. A leur retour, plus de poussette. Ils interrogent un policier qui leur dit qu'elle a provoqué une intervention antiterroriste et la destruction d'une de ces fameuses boîtes de conserve que l'on utilise pour symboliser les déchets dans les manif. Le couple avait complètement oublié le texte inscrit sur la boîte : «le plutonium contenu dans cette boîte peut tuer la population entière».

Prolifération iranienne ?

Alors que la pression est mise sur le gouvernement iranien pour qu'il cesse ses recherches sur la mise au point d'une bombe atomique, il est bon de se rappeler d'où provient la matière nucléaire utilisée par ce pays. Dans les années 70, la France passe un accord de partenariat avec le shah d'Iran pour qu'il investisse dans la construction de l'usine d'enrichissement du combustible Eurodif, à Pierrelatte, dans la Drôme. En 1979, la révolution islamique chasse le shah d'Iran. Le nouveau gouvernement demande dans un premier temps à la France le remboursement des

investissements. Cela ne se fera jamais, et l'Iran qui dispose toujours de 10 % du capital aujourd'hui peut en toute tranquillité récupérer une partie de l'uranium enrichi pour ses besoins. La prolifération iranienne est donc bien française.

JAPON

Accident mortel

Accident mortel dans une centrale nucléaire : au moins quatre employés de la centrale nucléaire japonaise de Mihama sont morts et plusieurs autres ont été blessés lundi 9 août à la suite d'une fuite de vapeur. La centrale de Mihama se situe à 350 km à l'ouest de Tokyo. Les autorités locales ont annoncé qu'il n'y avait pas de fuites radioactives hors des installations où se trouvent les turbines du réacteur de la centrale. Le plus grave accident nucléaire depuis 1999 ! Il soulève des questions sur l'état de certaines centrales japonaises vieillissantes et sur la rigueur des procédures d'entretien et surtout contribue à la mobilisation des citoyens de plus en plus dubitatifs sur le nucléaire.

USA

Fête antinucléaire

Le 28 mars 2004, de nombreuses associations antinucléaires américaines se sont retrouvées à Harrisburg pour fêter le 25e

CHINE

Manque d'électricité

En un an, le manque de puissance électrique en Chine est estimé à 20 000 MW soit 5 000 MW de plus que l'année dernière. 70% des centrales électriques en construction dans le monde le sont en Chine... la plupart sont des centrales thermiques au charbon (70 %) et des barrages, le nucléaire restant marginal. La Chine a annoncé fin mai ses difficultés à se fournir en charbon alors que le taux de croissance de la

demande en électricité dépasse les 17% par an. Alors que Siemens avait eu dans un premier temps l'aval des ministères pour exporter une centrale nucléaire en Chine, le gouvernement a dénoncé cet accord le 20 mars dernier sous la pression interne des Verts. Areva, pour la France, rêve de reprendre le marché.



DR

Danger des rayons X

L'AIEA, agence internationale de l'énergie atomique, qui dépend de l'ONU, a lancé une mise en garde le 8 mai dernier concernant l'usage des radiographies aux rayons X. L'étude montre de graves conséquences lors de certaines opérations comme les angioplasties cardiaques où l'on utilise des sondes pour éviter d'opérer à cœur ouvert. L'opération est suivie sur écran par radiographie aux rayons X. Le patient reçoit l'équivalent de mille radios en vingt minutes ! De quoi déclencher un cancer ! Il y a un million d'opérations de ce genre dans le monde chaque année. 88% des cardiologues consultés ont indiqué qu'ils ignoraient ce risque.

anniversaire de l'accident de Three Mile Island, mais également le 31e anniversaire de la dernière mise en chantier d'un réacteur nucléaire dans le pays. Symboliquement, le film «Le syndrome chinois» qui raconte un accident nucléaire avec un scénario inspiré de l'accident de Three Mile Island a été projeté dans l'un des cinémas de la ville. (*WISE-Amsterdam, 13 février 2004*)

RUSSIE

Visites animales

Construites au sein d'une immense forêt, la centrale nucléaire de Sarov, au bord de la Volga, a intercepté une ourse et son oursin qui avaient réussi à pénétrer dans l'enceinte du réacteur. Le service communication de la centrale a reconnu que ce n'était pas le premier incident de ce genre, des élans ayant déjà fait un tour au milieu des installations. Heureusement, les animaux sont plus pacifiques que les humains. (*Contratom, janvier 2004*)

ITER : accord franco-russe

Le gouvernement russe a annoncé le 20 mai dernier son soutien à la France pour accueillir à Cadarache (Bouches-du-Rhône) le réacteur ITER, ceci en opposition aux Etats-Unis qui soutiennent l'implantation de ce réacteur au Japon. Ce réacteur dont le

coût est énorme ne peut être construit que par un ensemble d'Etat... et il n'est pas sûr qu'il fonctionne un jour car il s'appuie sur la fusion (réunification d'atomes) et non la fission (éclatement d'atomes), technique que l'on ne maîtrise pas malgré déjà cinquante ans de recherche. La Russie annonce également son intention de collaborer avec la France pour relancer... la surgénération et la mise au point de nouveaux réacteurs. Seul problème : la Russie n'a pas un sou pour financer cela et a dû bénéficier d'aides de la France en échange d'une telle déclaration.

L'Europe se prépare à l'accident

L'Europe vient de fixer de nouveaux seuils d'indemnisation en cas d'accident nucléaire. L'exploitant devra assurer au moins jusqu'à hauteur de 700 millions d'euros, l'Etat concerné devra compléter jusqu'à hauteur de 500 millions d'euros, l'Europe assurant pour sa part une enveloppe de 300 millions d'euros. Même si ces sommes peuvent paraître énormes, elles ne sont qu'une goutte d'eau pour ce qui peut être une catastrophe nucléaire : l'Ukraine dépense en effet sensiblement autant que la totalité de ces sommes chaque année pour le suivi des malades de l'accident de Tchernobyl.



Genève sort du nucléaire

Actuellement 87 % de l'électricité vendue par la Services industriels de Genève, la compagnie locale du canton, est d'origine renouvelable (essentiellement hydraulique). Le 28 mai dernier, la compagnie a pris l'engagement de fournir 100 % d'électricité d'origine renouvelable provisoirement en important de l'électricité «verte» pour supprimer les 13 % venant du nucléaire mais également de centrales thermiques. La compagnie a annoncé que cela n'aurait aucune incidence sur le prix du kWh. (*La Tribune de Genève*, 28 mai 2004)



Nouveaux tramways des Transports publics genevois.

SUISSE

Projet d'enfouissement

La commune de Benken, à deux kilomètres de la frontière allemande, au nord du canton de Zürich, a été choisie par la NAGRA (société nationale pour l'entreposage des déchets radioactifs) pour un futur site d'enfouissement à 600 m de profondeur. En mars 2002, 15 000 signatures sont réunies dans le canton pour demander un référendum. Le gouvernement a trouvé la riposte : avec une nouvelle loi sur l'énergie nucléaire, il a supprimé cette compétence territoriale et le référendum n'aura pas lieu. Il peut par contre encore se tenir au niveau confédéral. Le site, astucieusement placé près de la frontière allemande pourrait accueillir d'autres déchets que ceux des centrales suisses. Ces derniers pour le moment après un aller-retour à l'usine Cogema de La Hague (Manche), sont stockés à Würenlingen, dans le canton d'Argovie. *Contratom*, CP 65, 1211 Genève 8, tél : 022 740 46 12.

FRANCE Jeûne Vivre sans nucléaire

Vous avez été nombreux à soutenir l'action initiée par Michel Bernard, André Larivière et Dominique Masset (commencée le 21 juin et arrêtée après 36 jours pour les plus résistants). Des comités de soutien dans tous l'hexagone, une centaine de personnes qui ont jeûné ponctuellement ou régulièrement : les militants étaient bien au rendez-vous pour relayer l'information mais les médias... Plus de détails dans les prochains numéros.

Le Monde désinforme

Dans son édition du 24 mars 2004, *Le Monde* publie un reportage d'un envoyé spécial en République démocratique du Congo concernant une mine d'uranium exploitée de manière «sauvage». Arnaud Zajtman y explique que «l'uranium à la sortie de la mine n'est pas radioactif». Ah bon, quand est-ce qu'il le devient alors ?

Dérapages de Robin des Bois

Alors qu'en Normandie se mettent en place des collectifs contre l'EPR qui pourrait être implanté soit à Flamanville soit à Penly, Jacky Bonnemains, porte-parole de l'association Robin des Bois a déclaré sur *Radio-Bleu Cotentin* (Bulletin du CRILAN, janvier 2004) à propos des éoliennes : «Il faut le contrôle de toutes les machines en activité et la suspension de tous les projets (...)». Et de dénoncer en vrac «la ruée vers l'énergie éolienne», le «comportement avide des prospecteurs qui cherchent à installer dans des communes crédules et désargentées, chez des agriculteurs intéressés, leurs machines à bruit et à décapiter». N'hésitant pas à parler des «accidents majeurs d'éoliennes». Bref, le discours des pro-nucléaires. Ce n'est pas la première fois que Robin des Bois dérape. Nous avons déjà signalé en 1999 (voir numéro 243) que Jacky

Bonnemains, unique et inamovible porte-parole de ce groupe, avait écrit dans la revue officielle *Contrôle* un article «Sortir du nucléaire et de l'antinucéaire» où il affirmait qu'il était temps «d'intégrer le nucléaire de demain dans la diversité des sources d'énergie».



DR

Nicolas Sarkozy dans le camp des ringards !

Nicolas Sarkozy aime se donner les allures d'un jeune dans son temps. Pourtant pour le nucléaire, ce n'est pas encore ça ! Le 29 avril, il s'est rendu à la centrale nucléaire de Chinon, y faisant un discours vantant l'indépendance nationale... alors que 100 % de l'uranium est importé !

Vantant le prix modeste du nucléaire, alors que celui-ci n'est modeste que parce que l'essentiel de la recherche (plusieurs dizaines de milliards d'euros) a été financé par des fonds publics. Malgré cette aide de l'Etat, le kWh nucléaire est plus cher que le kWh produit par le gaz ou le grand éolien. Il a ensuite avancé que le nucléaire était la solution contre le réchauffement climatique, ce qui montre sa totale ignorance du sujet : le nucléaire ne fournit que 4% de l'énergie commerciale mondiale et même si on doublait le nombre de réacteurs, le résultat resterait marginal. Enfin, il a fait la promotion de l'EPR présenté comme plus sûr (que les réacteurs nucléaires actuels qui sont donc par déduction officiellement dangereux !) alors que l'EPR ne résisterait pas à une attaque style 11 septembre. Il a oublié de parler du coût énorme de ce nouveau réacteur, des déchets radioactifs qui en sortiraient, de l'épuisement prévu de l'uranium... Le ringard Sarkozy devrait essayer de lire de la documentation datant de moins de trente ans. Il comprendrait mieux pourquoi l'immense majorité des Français est hostile à la construction de nouveaux réacteurs.



DR

Le prix de l'électricité ne baissera pas

Argument européen pour la privatisation du secteur de l'énergie : faire baisser les prix. En France, cela ne marchera sans doute pas. Dans une conférence de presse, le 21 mai, le président d'EDF, François Roussey a affirmé que «l'ouverture des marchés ne fera pas forcément baisser les prix». Ce qu'il n'a pas dit, c'est que l'Etat français va devoir cesser de subventionner le secteur du nucléaire (en particulier dans la recherche, le réseau de distribution et la gestion des déchets) et que cela va avoir de sérieuses répercussions sur le coût de l'électricité nucléaire : ce n'est pas un hasard si toutes les compagnies d'électricité du monde qui ne sont pas subventionnées ont déjà arrêté depuis longtemps d'investir dans le nucléaire.



Thermique contre nucléaire

Si le Danemark a pu se passer du nucléaire en le refusant dès 1979, c'est parce qu'il a préféré, avant les énergies renouvelables, développer les centrales thermiques au gaz et au charbon. Ces centrales thermiques assurent encore aujourd'hui 58% de la production d'électricité. L'Allemagne a construit 38 réacteurs nucléaires, mais a aussi continué à développer des centrales thermiques gaz ou charbon. Alors qu'aujourd'hui la fermeture des centrales nucléaires s'y fait parallèlement à la montée en puissance des énergies renouvelables (toits solaires et fermes éoliennes), les centrales thermiques fournissent encore 52% de l'électricité. En France, les scénarios de sortie du nucléaire n'envisagent généralement pas le recours au thermique comme solution transitoire pour accélérer la fermeture des réacteurs. Le principal argument avancé dans

la mouvance écolo tourne autour des émissions de gaz par les centrales thermiques. C'est oublier un peu vite que l'essentiel des gaz à effet de serre provient des transports, du chauffage et de l'industrie. En effet, remplacer tous nos réacteurs nucléaires par des centrales gaz augmenterait un peu nos émissions de gaz... mais cela peut nous éviter d'autres émissions beaucoup plus dangereuses et irréversibles : un nuage radioactif de type Tchernobyl. Un scénario rapide de sortie du nucléaire pourrait consister à remettre en route les centrales thermiques qui tournent actuellement au ralenti en France (près d'une trentaine), à lancer un vaste plan d'économies d'énergie, puis à lancer un plan de développement des énergies renouvelables pour fermer les centrales thermiques. En faisant les choses dans cet ordre-là, il devient possible de fermer les réacteurs nucléaires en quelques années et non en 15 à 30 ans comme on l'entend dans les débats antinucléaires. Pour en savoir plus : *Stop-Nogent, 81, rue du Temple, 75003 Paris, tél : 01 45 83 85 50.*

CHAMPAGNE

Déchets faiblement radioactifs

98 % des déchets faiblement radioactifs français sont actuellement stockés dans le département de l'Aube, à Soullaines depuis 1992 et depuis fin 2003 à



Morvilliers. Les fûts sont entassés dans des tranchées puis ensevelis sous du

béton. Cela nécessite tellement de béton qu'une usine de béton a été construite directement sur le site de Soullaines. Ces sites devraient se multiplier avec le démantèlement des centrales nucléaires. Il y a peu d'opposition à cette méthode car en cas de problème, il est relativement facile d'accéder aux sources du problème contrairement à l'enfouissement en profondeur irréversible prévu pour les déchets fortement radioactifs.

BORDEAUX

Canular radioactif

Une lettre à l'en-tête d'EDF a été distribuée dans les boîtes aux lettres dans le quartier de la gare Saint-Jean à Bordeaux, dans la nuit du 10 au 11 mai, annonçant que les personnes se trouvant à proximité des rails le lundi vers 18 h avaient reçu une faible dose de radioactivité du fait du passage d'un convoi de déchets radioactifs. Le tract incitait à appeler le service de médecine radiologique d'EDF... en fait un téléphone d'EDF à Paris. EDF a indiqué qu'elle avait reçu une centaine de coups de fil et qu'elle portait plainte, ne pouvant éviter de faire le lien avec le passage du tour de France du Réseau Sortir du nucléaire précisément à la gare Saint-Jean ce jour-là.

SAINTE-LAURENT DES EAUX

Rejet radioactif

Lors d'une opération de maintenance, le 12 mai, un nuage radio-

actif s'est échappé de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux. Selon la direction de la centrale, le nuage est « sans conséquence pour l'environnement » le rejet étant 200 fois inférieur à la limite annuelle. Or les syndicats de la centrale rappellent que les autorisations de rejets sont de 41 106 milliards de becquerels... ce qui divisé par 200 donne un relâchement de 200 milliards de becquerels ! Autre information de source syndicale : cette fuite s'est produite lors d'un test cherchant à comprendre pourquoi les barres de contrôle dans le cœur du réacteur sont restées bloquées à plusieurs reprises lors de tests. Il est impératif que ces barres tombent très rapidement car ce sont elles qui peuvent bloquer la réaction nucléaire en cas de début d'emballement du cœur.

■ **Calendrier impossible.** Selon la loi Bataille, l'Assemblée nationale doit statuer sur le choix d'un site d'enfouissement pour les déchets radioactifs avant 2006. Par ailleurs, le procédé scientifique de validation concernant l'étanchéité des couches géologiques de Bure nécessite trois années d'études... Autant dire qu'il aurait fallu que le « laboratoire » soit en place avant la fin 2003 pour que les études soient disponibles à temps. Or le chantier n'est toujours pas fini actuellement et il n'est même pas sûr d'être fini avant début 2005. Va-t-on accepter que les députés décident en n'ayant pas les résultats scientifiques ?

■ **Référendum ?** Jean-Luc Bouzon, conseiller général communiste, n'accepte pas que subrepticement le « laboratoire » se transforme en « décharge » sans aucune consultation publique. Il demande au conseil général de Haute-Marne d'organiser un référendum pour que la population se prononce sur ce stockage.

■ **Indépendance du CNRS.** Les études géologiques produites actuellement sur le site de Bure sont-elles valables ? André Mourou, géologue à la retraite, qui met en doute la valeur du travail du CNRS, a découvert que le laboratoire qui a la charge des études est financé à 50 %... par l'ANDRA, le propriétaire du site !

■ **Subventions départementales.** Chaque année, l'ANDRA s'assure du silence des élus en subventionnant largement les conseils généraux de Haute-Marne et de la Meuse : 9 millions d'euros par département chaque année. Interrogés sur l'usage de cet argent, les élus ont répondu lors d'une réunion de la commission locale d'information qu'il servait à faire des routes... Sans doute pour que les futurs convois de déchets puissent venir sans difficulté déposer leurs merdes.



«Ecrits du péril ultime» installation de Francesca Rèines (2004)

actif s'est échappé de la centrale

nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux. Selon la direction de la centrale, le nuage est « sans conséquence pour l'environnement » le rejet étant 200 fois inférieur à la limite annuelle. Or les syndicats de la centrale rappellent que les autorisations de rejets sont de 41 106 milliards de becquerels... ce qui divisé par 200 donne un relâchement de 200 milliards de becquerels ! Autre information de source syndicale : cette fuite s'est produite lors d'un test cherchant à comprendre pourquoi les barres de contrôle dans le cœur du réacteur sont restées bloquées à plusieurs reprises lors de tests. Il est impératif que ces barres tombent très rapidement car ce sont elles qui peuvent bloquer la réaction nucléaire en cas de début d'emballement du cœur.

CATTENOM

Arrêt d'urgence

Le 16 mai, le réacteur numéro 2 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) a été arrêté en urgence suite à un incendie à l'extérieur du bâtiment réacteur. EDF a lancé un plan d'urgence. L'incendie a été maîtrisé au bout de deux heures. Le Réseau Sortir du nucléaire a rendu public à cette occasion un document des autorités de sûreté qui rappelle que toutes les centrales nucléaires sont actuellement hors-normes dans le domaine de l'énergie et que les travaux de mises en conformité s'étalent jusqu'en 2006. Le Réseau a également rappelé que plus les centrales vieillissent et plus elles sont fragiles, donc plus le risque d'accident augmente.

Rencontre 2004 à Brocéliande façons de voir

Un camp de réfugiés, une terre de légendes
ou une brève parenthèse estivale pour
plus de 200 participants ?



Xavier Sérédine

C'est un camp de réfugiés à l'écart de toutes les habitations. Ils arrivent on ne sait d'où. Dans un grand terrain vague entouré de broussailles, encombré de caisses, de seaux, de gamelles, des adultes errent sans but apparent. Des enfants de deux ans à peine se traînent à demi nus sur l'herbe desséchée.

Une longue file d'attente s'est formée, sans doute pour un peu de nourriture, distribuée chichement à ceux qui parviennent jusqu'aux bénévoles qui la partagent. On entend une sorte de mélodie syncopée, des onomatopées sans aucun sens apparent mais qui expriment peut-être le désespoir de ceux qui sont arrivés là. Cela rappelle les chants des esclaves noirs. Quelques uns se roulent par terre, se contorsionnant en mêlant leurs membres, spectacle poignant.

Sous le climat réputé humide de la région, ils n'ont pour s'abriter jour et nuit que de minces toiles tendues. Pour se chauffer, ils n'ont qu'un seul minuscule brasero où brûlent quelques planchettes qu'ils arrachent à des cageots

Il n'y a même pas d'eau potable, ils doivent aller loin pour en trouver.

Qu'ont-ils du fuir, ces malheureux, pour accepter de telles conditions de vie ?

(version n°1 concoctée à la demande d'un participant. Il s'agit de la rencontre de Brocéliande, dois-je préciser ?...Mais pour ceux qui n'apprécient pas cette sorte d'humour, d'autres versions vont suivre...)

Version N°2

Brocéliande, terre de légendes, enchantement garanti par Merlin fondateur du club, la fée Viviane et la nouvelle fée Fleur de la Lune.

Rencontre en lisière de la forêt et de la poésie...

Il pousse ici de la musique dans tous les coins. Un accordéon, un violon et une flûte traversière se trouvent (se retrouvent ? on ne sait pas s'ils ont déjà joué ensemble où s'ils improvisent avec talent). Leur rythme fait aussitôt surgir deux elfes ondoyantes et improbables. Un peu plus loin, d'autres instruments, aux sons étranges, font voyager l'oreille vers des contrées lointaines. Les chœurs – les cœurs – scandent des blues et c'est beau. Musique à toute heure, la guitare de notre ami du Nord accompagne les éplucheurs de service en cuisine. Jacques Brel, courgettes et carottes.

Les ami-e-s de S!lence

Car il y a des travaux à effectuer, mais ça se fait avec bonne humeur, même les charrois d'eau en brouette pour la ramener de la source et, quelle source ! On la dit miraculeuse, Brocéliande oblige.

Les petits enfants, bouclés comme des amours sculptés, montrent leurs fesses dodues avec une innocence de paradis perdus. Images de liberté totale comme si l'on avait effacé les contraintes. Les adultes débattent en petits groupes sans querelles.

Les repas sont simples, et bons, et bios. Le pain est en grande partie fait sur place par Thierry, boulanger itinérant. Cela n'existe pas, un boulanger itinérant. Sauf ici, où tout est magique. Alors il est très jeune et porte de longues tuniques le rendant plus incroyable encore. Son pain est fameux et l'odeur ajoute à l'ambiance. Hum ! On attend patiemment pour être servi. Le stress ? Qu'est-ce que c'est, le stress ? Oublié en quelques jours...

N°3 : version réaliste :

Plus de 200 participants, c'est très lourd à gérer, une telle rencontre. Cela a nécessité un gros travail d'organisation et beaucoup de bénévoles émérites pour tout monter sur le terrain en quelques jours, le grand chapiteau, les stands, la cuisine rudimentaire mais astucieusement agencée et, surtout, les douches solaires et les toilettes sèches bien construites et... décorées ! Poubelles sélectives dans tous les secteurs.

Ils sont vraiment extraordinaires, ceux qui ont réalisé cet exploit, autour de Florence et Alexis. Et, après, il fallait démonter, ranger et nettoyer et l'on peut se demander si les fées locales ont vraiment aidé...

Ce séjour était-il, pour les participants, une brève parenthèse dans une vie peut-être difficile ? Ou bien peut-on voir là les prémices de ce que serait une société après une décroissance bien ordonnée ?

Madeleine Nutchey ■



Xavier Sérédine



COMMERCE
ÉQUITABLE

Vent de révolte contre les marchands du temple

L'association Minga, créée en 1999, regroupe des personnes physiques et des structures — une cinquantaine — qui participent à la construction et au développement d'actions économiques intégrant l'exigence d'équité économique et sociale *tout au long des filières*, dans un fonctionnement démocratique. Dans tous

les secteurs d'activités, le collectif propose la professionnalisation, le refus de la précarité par la création d'emplois et de richesse partagée. L'un des soucis de ce réseau est le souci de la qualité des produits et des services proposés dans le cadre de circuits courts et de proximité, ceci en respectant le renouvellement des ressources naturelles. Les activités doivent se faire dans la transparence totale et la liberté dans les relations économiques, le respect mutuel entre tous les partenaires des filières, faisant de la diversité une richesse collective.

Dans un communiqué publié le 11 mai, ce collectif dénonce la dérive de la «quinzaine équitable» réduite «à une bonne cause envers les populations les plus fragilisées, à grand renfort de publicité, mise en place par les entreprises de la grande distribution ou quelques associations telle la marque privée Max Havelaar, financée par des subventions publiques et les royalties sur les ventes». Ces multinationales «tentent une nouvelle fois d'abuser des citoyens en faisant croire que la charité ou le seul commerce international vont compenser les dégâts du sacrosaint libre-échange et résoudre les problèmes de pauvreté dans le monde. Ce que cherchent ces multinationales, ce sont de nouvelles parts de marché, c'est renforcer leur monopole économique et politique et perpétuer ainsi une économie productiviste et consumériste qui n'engendre que la précarité, la pauvreté, la faim et la guerre». Le collectif entend initier «une véritable démarche d'équité qui consiste à remettre en question nos actes en tant que travailleurs/consommateurs».

Minga, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53.



Commerce équitable et écologie

Le commerce équitable n'existe pas. La coordinations des associations de consommateurs qui fédère huit des plus grosses associations a publié un texte

BOTSWANA

Soutien de poids aux Bushmen

■ **Depuis maintenant trois ans, l'association Survival se bat** pour sauver les Bushmen menacés par les prospections de diamants (voir notre quatrième de couverture de juin). Une vaste campagne pour la reconnaissance des droits de ce peuple est en cours et le 7 mai dernier, Iman, top-modèle qui assure la promotion des produits de la société De Beers a annoncé qu'elle avait décidé de rompre son contrat. Interviewé sur *Radio Times*, elle a indiqué : «Il est évident qu'on a voulu détruire les Bushmen. Vous arrachez des gens à leur élément et cela se termine avec le sida, les drogues et l'alcoolisme en guise de progrès». La société De Beers est la plus grosse société de diamant dans le monde, la principale dans le sud de l'Afrique. *Survival*, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.

■ **Une délégation de députés britanniques** a participé à une visite au Botswana organisée et financée par le gouvernement botswanais. Les Bushmen, expulsés de leur terre ancestrale et dont la situation devrait être examinée, ont dénoncé cette visite comme une opération «contrôle par le gouvernement». La plupart des députés n'ont passé que quelques heures à discuter avec les Bushmen dans l'un des camps de relocalisation et la majorité de leurs interlocuteurs avaient été désignés par le gouvernement. D'autres Bushmen ont tenté de leur dire qu'ils voulaient



retourner sur leur terre ancestrale mais ils n'ont pu s'adresser aux députés. Ces derniers n'ont même pas essayé de rencontrer quelques-uns des centaines de Bushmen qui sont retournés sur leurs terres dans la réserve du Kalahari. *Pour plus d'informations : www.survival-international.org*

dénonçant les limites du commerce équitable : «*Le commerce équitable doit l'être sur toute la chaîne. Actuellement, il n'existe pas de filière équitable. Seuls les producteurs sont concernés, mais pas les transporteurs ni les distributeurs*». (60 millions de consommateurs, juin 2004)

Syfia, un autre regard sur les pays du Sud

Syfia international constitue un réseau d'agences de presse francophones indépendantes, qui produisent et diffusent des informations sur des pays du Sud, en particulier du continent africain. Avec la particularité que celles-ci sont émises par des journalistes locaux, et donnent la parole aux femmes et aux hommes qui vivent la réalité de ces pays. L'immense majorité des informations sur les pays du Sud dans les médias occidentaux proviennent des journalistes occidentaux, souvent envoyés spéciaux, dépêchés pour couvrir un événement.

Lequel est le plus souvent une catastrophe. Abreuvé de conflits et de disettes, le public des pays riches ignore à peu près tout des réalités quotidiennes, de la vie culturelle et du développement des pays du Sud. Quant à savoir quel regard portent leurs habitants sur les grandes questions d'actualité, c'est pratiquement impossible, à moins de consulter les presses locales. Comment, dans ces conditions, se faire une idée juste des enjeux Nord-Sud à l'heure de la mondialisation ? Le lancement de Syfia en 1988 au sein de l'agence Periscoop est parti du constat de cet ethnocentrisme flagrant des médias occidentaux. Produire et diffuser des informations de terrain, qui portent un autre regard sur les pays du Sud, en est restée la vocation. Fonctionnant en association, le réseau est soutenu par l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF), sur des fonds principalement français, mais aussi suisses, canadiens et belges. Marie-Agnès Leplaideur est responsable de l'Agence française IciLàBas Média, une scop, Société coopérative ouvrière de production, qui a succédé à Periscoop. Basée à Montpellier, elle assure la coordination

BRÉSIL

Flambée de violences

Lula, comme ses prédécesseurs, n'a pas réussi à tenir ses promesses sur les redistributions de terres. Les conflits se multiplient entre les sans-terre et les prospecteurs miniers de l'autre.

Début avril, des affrontements entre Indiens d'Amazonie et prospecteurs de diamants ont fait au moins trois morts parmi ces derniers. Une marche réunissant plusieurs centaines de représentants des communautés indiennes a ralliée la capitale Brasilia le 19 avril. La marche demande au gouvernement de faire respecter les limites des réserves indiennes, d'empêcher les enlèvements de jeunes filles poussées à la prostitution dans les villes minières, d'empêcher les emprises des colons sans-terre à l'intérieur des territoires indiens. (Survival international)



Lettre ouverte aux passionnés de sports mécaniques

S'il y a une personne qui aimait le Dakar, c'est bien moi. Ancien motocycliste, passionné de vitesse et de sports mécaniques, construisant moi-même mes motos, mes 4x4, j'ai parcouru les causses du Massif central, le Maroc et l'Algérie. Pourtant, ce premier jour de l'an 2004, je marchais dans la neige du Mont Seigne, près de Saint-Léons, et le plaisir et le réel bonheur de voir de ce point culminant, dans le calme, la région enneigée m'ont fait oublier jusqu'au fait que le Dakar devait passer à Millau. Que s'est-il passé ?

Quinze ans ! Quinze ans durant lesquels j'ai réalisé que certaines traces que j'avais faites avec mon 4x4 sont encore visibles vingt ans après. Quinze ans pour me souvenir que certains participants à ces rallyes m'avaient avoué avoir «bousculé» quelques femmes, enfants et bourricots sur les pistes africaines. Mais surtout, j'ai pris conscience qu'une minorité d'entre nous était en train, en quelques générations, d'épuiser les ressources de la planète et, plus grave encore, de la polluer d'une telle manière qu'elle ne sera rapidement plus habitable pour l'Homme. Alors, j'ai changé, non sans mal, de centre d'intérêt et je rêve aujourd'hui d'une société où les villes ne seraient plus envahies que par des vélos et des piétons, où il n'y aurait plus d'avions bruyants et polluants, et où les véhicules se déplaceraient lentement, sans bruit et sans risque (60 millions de personnes ont trouvé la mort dans le monde depuis l'invention de l'automobile).

Messieurs les passionnés de sports mécaniques, il existe d'autres loisirs beaucoup moins destructeurs vers lesquels il est aujourd'hui nécessaire et vital de se tourner. D'autres «combats» sont largement plus importants à mener que celui qui secoue actuellement notre ville. J'ai changé, ils changeront.

Serge Senil
Millau, Aveyron.



rédactionnelle et administrative du réseau, avec quatre autres femmes. Syfia regroupe maintenant neuf agences de presse et soixante-douze correspondants dans 35 pays, la plupart africains. La progression du projet a été favorisée par la formation de journalistes du Sud. Syfia a à ce jour formé 150 journalistes, sur des thèmes tels le développement rural ou sur des techniques comme la méthodologie d'enquête ou le reportage de terrain. A leur tour, les journalistes Syfia forment des rédactions locales. Alors que pour le moment 90 % des journalistes sont des hommes, Syfia essaie d'ouvrir la profession aux femmes. De nombreux articles circulent entre pays du Sud. Par contre, peu trouvent preneur dans les grands médias occidentaux qui n'ont aucun intérêt à parler des choses qui fâchent !

Pour ceux qui n'ont pas accès à la presse écrite, Syfia produit un programme de radio mensuel *Fréquence Verte*, qui concerne l'Afrique, est produit par le bureau de Syfia à Cotonou (Bénin), et diffusé auprès d'une centaine de radios sur le continent. Elle traite des thèmes qui concernent le quotidien des hommes et des femmes en Afrique : techniques agricoles, environnement, santé, éducation, planning familial, rôle des femmes, enfants, traditions orales, déforestation, etc. La parole est donnée en priorité aux acteurs eux-mêmes.

Marie-Agnès Leplaideur, Ici Là Bas media, Syfia international,
20, rue du Carré-du-Roi,
34000 Montpellier,
tél : 04 67 52 98 12.



FMI : révolte du Sud

Le Fonds monétaires international doit faire face à une fronde sans précédent des pays du Sud. Le Brésil et l'Argentine ont demandé que les plans de remboursement des dettes ne puissent pas se faire au détriment des budgets sociaux. Les pays africains revendiquent plus de place au sein du conseil d'administration (les 44 pays d'Afrique ne disposent actuellement que de deux administrateurs et de 4,4% des votes). L'Europe et les Etats-Unis font la sourde oreille.

L'Europe plume l'Afrique

En Europe, la filière volaille est particulièrement représentative d'un mode de production intensif et non respectueux de l'environnement et de la santé humaine. C'est pourquoi Agir ici, le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), le CSFI (Comité français pour la solidarité internationale) et le GRET (Groupe de recherches et d'échanges technologiques) lancent une campagne dénonçant l'impact des importations de poulets congelés en Afrique de l'ouest, en lien avec SOS Faim et le GRESEA en Belgique, le SAILD (Service d'appui aux initiatives de développement rural) au Cameroun, et le bureau d'Oxfam en Af

Contact : Agir ici
rue Oberkampf,
tél. : 01 56 98 2
fax : 01 56 98 :
site : www.agirici



Paris-Dakar : fine stratégie

A chaque fois que se pointe des collectifs contre le Paris-Dakar, les organisateurs anticipent en déplaçant le départ. Comme cette année, cela mobilise dans le sud de la France, l'édition 2005 partira le 1er janvier... de Barcelone. Il y a quelques années, les Catalans s'étant montrés agités, le tracé passait... par le port de Marseille, pour éviter l'Espagne.

MANCHE Café solidaire

Le Café solidaire a ouvert à Coutances en septembre 2003. Il est animé par l'association Alternatives solidaires, association née dans la foulée du mouvement social du printemps 2003. On y trouve bien sûr des produits issus du commerce équitable, mais aussi des soirées-débats, des expositions, des contacts avec les producteurs locaux... Le café solidaire, 32, rue Geoffroy-de-Montbray, 50200 Coutances.

BORDEAUX

Equi-Table

Le restaurant Equi-Table propose de la cuisine traditionnelle à partir de produits issus du commerce équitable et de l'économie solidaire. Les produits sont en partie bio. Equi-Table, 41, rue des Bahutiers, 33000 Bordeaux, tél : 05 57 85 99 53.

Parfum de terre

7^e foire biologique et artisanale :

le commerce équitable

26 septembre 2004
à Bourg-lès-Valence
(Drôme)
sur la berge du Rhône

contact : MJC Jean Moulin
04 75 43 40 15
mjc-bourg-les-valence.org



Croissance / décroissance

Éléments pour une problématique majeure de notre temps

Note introductive

Les éléments présentés ici sont des hypothèses de travail qui ne s'appuient pas seulement sur un discours savant répondant aux normes des productions issues de l'institution scientifique. Le but recherché ici est d'essayer de comprendre ce qui se joue dans la société et ce qui émerge de neuf et qui par conséquent ne peut pas entièrement être ramené aux catégories héritées. Le postulat sous-jacent est que les catégories héritées, qui sont des constructions sociales, sont destinées à être déconstruites par la société elle-même si elle veut arriver à surmonter les problèmes nouveaux qui se posent à elle.

Le concept de décroissance semble poser des questions nouvelles :

– l'économie actuelle, classique et ou hétérodoxe, s'appuie aujourd'hui en général sur une vision étroite de la richesse : la croissance des forces productives et de la productivité. Politiquement, cela signifie que l'industrie et l'économie ont pris trop de place dans le discours public relatif aux finalités de la collectivité. Cela remet du même coup en cause la prééminence du rôle et de l'utilité sociale des acteurs principaux de ce secteur social (économistes, travailleurs et capitalistes) par rapport aux autres rôles sociaux (activités domestiques, « lien social », bénévolat, activités associatives, etc.). Ceci cause probablement la plus grande partie de leur agacement et de leur résistance à ce type de critique. Les nouvelles définitions de la richesse sont en effet des manières de reconnaître qu'il existe d'autres sources de richesse et de bien commun et qu'elles doivent être prises en

La consommation croissante de médicaments n'améliore pas la santé mais crée des marchés sur les maladies causées par l'industrie elle-même.

compte. Le fait que Smith, Marx et d'autres aient défini la richesse de manière très large en leur temps n'invalide pas le fait qu'aujourd'hui cette définition est en pratique largement confisquée par le secteur industriel et économique. Les partisans de la décroissance prennent à contre-pied la course à la productivité et cela en mettant en place des pratiques nouvelles qui correspondent à une nouvelle vision du bonheur et de l'épanouissement (« la simplicité volontaire » etc.) dont l'ancrage majeur semble être la volonté de protéger la planète et ses habitants des conséquences destructrices de la gabegie productiviste. Le tiers-monde ne connaîtra jamais un mode de vie comparable au nôtre car cela n'est écologiquement pas possible. Notre mode de vie lui-même est agonisant et disparaîtra prochainement à travers diverses crises. La consommation croissante n'est pas de la richesse mais de l'endettement (financier et écologique) ou de l'échange inégal avec le tiers-monde (idem). L'argument suprême de la décroissance est celui-ci : la richesse actuelle n'est pas durable. Elle est illusoire car largement fondée sur le fétichisme de l'argent. Si l'on veut que les souffrances du tiers-monde soient soulagées, c'est en réduisant la consommation ici que l'on s'y prendra le mieux ;

– les partisans de la décroissance affirment que les grands outils sociotechniques sont devenus contre-productifs, autrement dit que la production croissante de moyens permet de moins en moins d'atteindre les fins. Par exemple, la consommation croissante de médica-

ments n'améliore pas la santé mais crée des marchés sur les maladies causées par l'industrie elle-même. La multiplication des voitures produit l'encombrement et la perte de temps. Les idées d'économie de matière (une « économie économe »), de facteur 4 ou de dématérialisation semblent insuffisantes pour différentes raisons :

Les nouvelles définitions de la richesse sont en effet des manières de reconnaître qu'il existe d'autres sources de richesse et de bien commun et qu'elles doivent être prises en compte.

1/ ces promesses ont déjà été faites et ont été trahies (ex de l'ordinateur et du papier)

2/ « l'effet rebond » c'est-à-dire que la réduction de l'impact écologique unitaire des produits est compensé par l'augmentation des unités en service ou par leur usure accélérée

3/ ce sont des visions techniques et partielles qui ne touchent pas le cœur politique du problème qui est le productivisme; l'idée que l'économie n'est plus au centre des

activités concourant au bien commun implique que le travail productif n'est plus l'élément fondateur du lien social. Aujourd'hui la plupart des droits sont liés à l'exercice d'une activité productive, l'idée défendue par les partisans de la décroissance est que les droits doivent plutôt être ancrés dans la citoyenneté ou la communauté : écovillages, autonomie



locale et relocalisation des activités et en particulier l'économie. La délocalisation des activités serait fondée sur la citoyenneté et la communauté et pas sur l'économie ni sur le salariat. Dans cette perspective, les acteurs ne se perçoivent pas dans une logique d'expansion ou de croissance mais d'homéostasie et d'équilibre. Ce qui les intéresse, ce n'est pas d'améliorer leur niveau de vie mais de trouver un équilibre avec la nature, leurs voisins et les autres êtres vivants (ce que l'économiste appelle « durabilité forte »). Le décroisseur est une aberration économique puisqu'il refuse d'accroître sa consommation. Cela invalide l'idée classique de marchandisation comme idéal des relations humaines mais aussi celle d'autogestion des entreprises comme projet social : autogérée ou pas, ni l'entreprise ni l'économie ne peuvent être le lieu du gouvernement des sociétés humaines. C'est alors toute la philosophie politique classique qui revient en force : question de la nation et du territoire, de l'autorité, de la construction d'un bien commun, etc. Cela modifie la compréhension de la nature de la compétitivité internationale qui peut apparaître comme un instrument idéologique destiné à maintenir les populations en état d'urgence et de mobilisation générale ; il y a donc une discussion sous-jacente sur la nature de la démocratie et sur la construction et l'équilibre des pouvoirs. Respecter les conditions de débat démocratique au sein des macro-systèmes techniques (nucléaire, transports, etc.) supposerait que l'instance de décision suprême soit le territoire et ses citoyens, ce qui signifie par exemple que les médiations patronat-syndicats en la matière sont insuffisantes car corporatistes : elles demeurent à l'intérieur de la sphère de production et tendent à générer la défense d'intérêts communs — en particulier la croissance de la production et de la consommation. Les partisans les plus radicaux de la décroissance préconisent ainsi une nouvelle abolition des corporations : ni nationalisation ni privatisation mais démantèlement pur et simple des grands outils sociotechniques (EDF, etc.) qui sont devenus incontrôlables et contreproductifs — sans que cela bien sûr ne conduise à un néolibéralisme forcé car les décroisseurs ne sont pas des consommateurs et n'achèteront rien qui ne vienne du « marché global », par conséquent celui-ci ne pourra plus s'étendre. L'idée sous-jacente est qu'une remise en cause radicale du capitalisme ne peut passer que par la remise en cause du capitalisme en général et pas seulement le capitalisme de marché.



Mahlen

Autrement dit le capitalisme d'Etat n'est pas non plus la solution. L'urgence est de stopper le productivisme, qui peut être compris comme synonyme « d'esprit de croissance » : le productiviste est celui qui voit le monde comme un ensemble de

moyens inertes dont la productivité serait à optimiser. Le décroisseur voit le monde comme un ensemble finement interrelié d'équilibres vivants à respecter en soi, dont l'être humain fait partie, faute de quoi la situation se détériore rapidement.

Les orientations politiques des décroisseurs sont donc fondées sur une éthique radicalement différente de celle qui anime l'industrie et l'économie. La nature joue un rôle majeur dans l'organisation de la vie commune. Elle ne peut plus être pensée comme étant une ressource d'un côté et un environnement de l'autre : ces définitions sont issues de la vision économique du monde, qui ne perçoit la nature sauvage que comme un stock extérieur à un système humain doté de lois naturelles propres et distinctes. La décroissance demande de penser la coexistence des êtres humains au sein de processus naturels qui traversent tous les systèmes humains et dont la stabilité en dépend. L'éthique qui structure les liens d'un être humain au reste du monde ne peut plus être limitée aux seuls êtres humains. Les écosystèmes et les autres êtres vivants font partie de notre monde et leur place dépend d'une politique de la nature qui ne peut se résumer à l'exploitation de stocks et au déversement d'ordures dans l'environnement. La réinscription ou non de la nature sauvage au sein des systèmes humains est une question politique cruciale car pour les décroisseurs la volonté d'expurger les systèmes humains de toute nature sauvage est au cœur du programme industriel, de sa volonté de sérialisation et homogénéisation totale, transformant le monde en un grand mécanisme duquel toute vie et toute innovation serait bannie.

La nature sauvage au contraire est la voie qui permet de réintroduire la vie, l'individualité de l'être humain, son authenticité et sa singularité (cf. plus haut), en cohérence avec la tendance ultra fédéraliste et décentralisatrice. Enfin la plupart des



La nature joue un rôle majeur dans l'organisation de la vie commune. Elle ne peut plus être pensée comme étant une ressource d'un côté et un environnement de l'autre.

courants sympathisants envers l'idée de décroissance sont préparés à des situations de type catastrophique. L'urgence et les souffrances invoquées par « le monde

du travail », toutes graves qu'elles soient, semblent assez faibles par rapport aux crises qu'une poursuite de la croissance engendrera. A leurs yeux, il ne fait pas beaucoup de doute qu'une poursuite de la croissance et de la logique productiviste conduira tôt ou tard une partie de l'humanité à considérer l'autre comme « surnuméraire ». La seule solution est d'agir ici et maintenant, dans les pays riches, pour s'échapper de ce système qui contraint, exploite dans le travail d'un côté et contraint à consommer de

l'autre, un système devenu autophage. Quoique pacifistes, les écologistes sont plus radicaux dans le prix qu'ils sont prêts à payer pour un changement profond des sociétés. Aucun acteur bien intégré dans le système industriel n'envisage

sérieusement sa stratégie avec la possibilité de voir son niveau de vie matériel divisé par deux ou trois.

« Faut-il décroître? Oui, mais pas n'importe quand, ni n'importe où » dit Jean-Marie Harribey. C'est effectivement à partir de là que commencent les problèmes. Mais c'est aussi là que naissent des divergences proprement politiques, au sens noble du terme. Le succès du débat croissance/décroissance ne doit rien au hasard. Le débat correspond à une modification structurelle profonde des catégories et institutions sociales dans une perspective globale, processus conflictuel mais aussi fécond de solutions et de configurations inédites. Qu'il y ait des divergences est donc peu surprenant. Il reste à approfondir le débat et à l'aider afin qu'il soit constructif.

Il ne fait aucun doute pour aucun des acteurs qui se sont saisis du débat que « croissance / décroissance » est un débat mal posé. Il est mal posé parce qu'il reste ancré dans les catégories anciennes qu'ils critiquent et rejettent. Ce sont pourtant les catégories publiques les mieux appropriées aujourd'hui pour ouvrir un débat crucial d'une manière compréhensible par le grand public. Le caractère hautement passionné du débat et son succès montrent bien qu'il existe un enjeu très fort qui n'arrive pas à se dire autrement pour l'instant mais qui cherche à inventer pour parvenir à générer des catégories nouvelles, des catégories qui évitent les pièges de « croissance » et de « décroissance » mais aussi les pièges du concept de « développement », qu'il soit durable, humain, social ou autre, s'il veut reprendre l'interminable litanie des qualificatifs qui ont tenté d'infléchir ce qui est de fait resté principalement de l'ordre de la croissance des moyens de production.

Fabrice Flipo ■



Fin du pétrole



DR

■ **Trucage des chiffres.** En début d'année, la direction de Shell a dû avouer qu'elle avait surestimé de 20% les stocks de pétrole exploitables et ceci depuis une dizaine d'années. Le directeur du groupe, Philipp Watts a donné sa démission après ces révélations. Voilà qui met encore plus de doute sur les réserves de pétrole et sur les possibilités de poursuivre encore longtemps la consommation actuelle. (*Alternatives économiques, mai 2004*)

■ **Les Etats en déroute.** Si les multinationales du pétrole empochent beaucoup d'argent, elles ne sont pas les seules ! Les taxes perçues sur le pétrole rapportent aux Etats plus de 1500 milliards de dollars par an et sortir de l'ère du pétrole va aussi nécessiter de revoir le fonctionnement financier de la société. (*Société, 4e trimestre 2003*)

■ **Aberration écologique.** Alors que le pétrole est en voie d'épuisement, Serge Lepeltier, nouveau ministre de l'écologie et du développement durable, a insisté dans son premier discours sur l'«aberration écologique» du kérosène détaxé pour le transport aérien. Fort bien, maintenant, il faudrait des actes.

Cherchez où est l'avenir

Entre 1980 et 2000, le coût du kWh nucléaire a été en hausse partout dans le monde pour différentes raisons : amélioration des mesures de sécurité suite à l'accident de Tchernobyl, réévaluation des coûts de gestion des déchets, réévaluation des coûts de démantèlement des réacteurs.

Entre 1980 et 2000, le coût du kWh éolien a été divisé par 8.

ETATS-UNIS

John Kerry : vers la décroissance ?

John Kerry, le candidat démocrate a annoncé qu'il mettrait en place un vaste plan de développement des énergies alternatives pour sortir de la dépendance vis-à-vis du pétrole. Pour cela, il propose une augmentation des taxes fiscales sur la consommation d'énergie afin de financer le développement des énergies renouvelables et surtout il s'engage à lancer un plan d'économies d'énergie de 20 % d'ici 2020 dans toutes les structures gouvernementales. (*Politis, 11 mars 2004*)

SAN-FRANCISCO

Usine marémotrice

Devant les risques de pénurie d'électricité et la nécessité de réduire les gaz à effet de serre, la ville de San Francisco (USA) étudie actuellement la possibilité d'installer une usine marémotrice sous le célèbre pont du Golden Gate. A cet endroit, la marée pénètre dans un golfe de plusieurs dizaines de kilomètres de

long alors que la largeur du site ne fait que 1500 m provoquant une forte compression. L'usine pourrait atteindre 1500 MW et produire à peu près ce que consomme actuellement la ville (*CLER-Infos, mars 2004*)

EUROPE

Efficacité énergétique

L'efficacité énergétique mesure la quantité d'énergie qu'il faut pour produire quelque chose. Plus elle baisse, moins il faut d'énergie. Selon les statistiques européennes, entre 1990 et 2001 (sur douze ans), l'efficacité énergétique a progressé de 18 % dans l'industrie, 6 % dans les transports, 5 % dans l'habitat. Ceci ne signifie pourtant pas que la consommation d'énergie baisse. Si une voiture consomme 6 % de moins mais qu'il y a plus de voitures qui circulent, le résultat est une hausse de la consommation... ce qui est le cas dans tous les pays d'Europe sauf au Danemark et en Allemagne, pays en pointe dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. (*Ademe, janvier 2004*)

Objectifs non atteints

Les projections de la commission européenne dans le domaine des énergies renouvelables d'ici 2010 montrent que les objectifs fixés en 2001 ne seront sans doute pas atteints. Alors que les objectifs étaient de 22 % de l'électricité et 12 % de l'énergie, une étude publiée fin mai estime que l'on en sera seulement respectivement à

18-19 % et 10 %. Le 26 mai, la commissaire européenne chargée de l'Energie, Loyola de Palacio a salué les «efforts magnifiques» de l'Espagne, de l'Allemagne, du Danemark et de la Finlande qui sont en passe d'atteindre leurs objectifs nationaux notamment, pour les trois premiers pays, grâce à l'énergie éolienne. Les plus en retard sont la Grèce et le Portugal. Elle a également ajouté que l'énergie éolienne constituait de loin la meilleure alternative d'avenir en Europe, «le nucléaire n'étant pas une source renouvelable».

BELGIQUE

Fête du lac

Le dimanche 26 septembre à Rixensart-Genvat : les associations *Développement durable au quotidien* de Rixensart et *Brabant-écologie* d'Ohain présenteront à leur stand, au bord du lac, divers capteurs solaires, dont l'«Héliomobile», quantité d'appareils utilisant les LEDS, une éolienne «Windcharger» en fonctionnement (la seule petite éolienne de construction industrielle britannique - d'un prix abordable), une tondeuse à gazon solaire et divers véhicules à propulsion électrique à utiliser, à l'essai, par le public. La semaine qui précède (20 au 24 sept.) verra donner, dans les huit écoles primaires et secondaires de l'entité, diverses animations sur les énergies renouvelables. *Contact : Brabant-écologie, route de Renipont 33, B- 1380 Ohain, tél : 32 (0)2/633 10 48.*

FRANCE

La France très en retard

Encore une fois, en ce qui concerne le photovoltaïque : en 2003, 3MW installés, 2 dans les Dom-Tom, 1 seul en France métropolitaine, pour 150 MW en Allemagne. Le comble, c'est que l'usine qui les fabrique est... en France (d'abord installée à Caen, puis à Bourgoin-Jallieu), Photowatt produits des panneaux qu'elle exporte, en Allemagne mais aussi en Italie, Hollande, Grande-Bretagne, Chine et Inde. Elle emploie plus de 500 personnes dont 150 nouvelles recrues. Ce qui prouve que les énergies renouvelables ça marche bien sur tous les plans et qu'elles ne manquent que d'un peu d'encouragement politique chez nous.

ALLEMAGNE

Le vent devance l'eau !

Pour la première fois depuis 120 ans, la production hydraulique (24 milliards de kWh en 2003) a perdu sa première place dans la production électrique allemande d'origine renouvelable... dépassée depuis septembre 2003 par la production d'origine éolienne (25 milliards de kWh en 2003). L'Allemagne commence l'année 2004 avec 15 000 éoliennes en fonctionnement.

(*Contratom, janvier 2004*)



DR



Solutions écologiques et économiques

A savoir, l'association Écologismes propose des solutions écologiques et économiques : déodorisant perpétuel pour toilettes sèches et WC, rafraîchisseur d'air alternative à la clim d'une consommation de 70 watts, réducteur de bruit pour véhicules et tondeuses, éclairages à leds : consommation 1 watt, veilleuses à leds pour couloir ou chambre d'enfant : consommation 0,1 watt. Tél : 04 67 81 38 97.

CLIMATISATION

Les offres qui tuent !

La Sorégie, ancienne régie d'électricité de la Vienne, a lancé début mai une campagne de publicité offrant 500 kWh gratuits pour tout achat d'un climatiseur ! Un bon investissement pour la compagnie car un climatiseur peut consommer en trois mois d'été jusqu'à 2000 kWh. Une pratique déplorable au moment où l'on parle d'économiser l'énergie car un climatiseur peut facilement doubler la consommation d'énergie d'un appartement. (Correspondance Gérard Nallet)

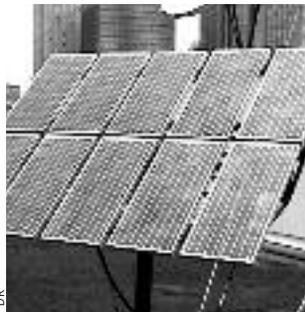
Efficacité énergétique dans les chemins de fer

Si les chemins de fer sont parmi les moyens de transport les moins polluants, les compagnies cherchent toutefois toujours à améliorer leur efficacité énergétique. Un colloque s'est tenu à Paris sur ce sujet les 4 et 5 février derniers. De quoi faire le plein d'idées. Ainsi la compagnie néerlandaise NS-Reizigers a mis au point un système perfectionné de récupération d'énergie lors du freinage qui lui permet de l'ordre de 10 % d'économie. L'East Japan Railway a mis au point des véhicules plus légers, notamment en allégeant les locomotives. Elle a aussi étudié comment éviter les pertes d'énergie au démarrage et au freinage, jouant à la fois sur

les modes de récupération (batteries rechargeables), de propulsion (électricité et diesel). Le nouveau train mis en fonctionnement en octobre 2003, consomme 20 % de moins que les anciens. La SNCF a montré que le choix des horaires a son importance : si les conducteurs disposent de suffisamment de temps, la consommation baisse de 5 %. Trenitalia (Italie) a mis au point un programme d'étude pour des trains couverts de photopiles. Ces photopiles permettent d'alimenter les wagons lorsque le train est à l'arrêt. La SNCF en partenariat avec l'INRET travaille actuellement à un projet de locomotive de tirage pour remplacer celles qui servent actuellement dans les gares, qui fonctionnent au diesel et sont très polluantes en milieu urbain. Les compagnies des Etats-Unis ont diminué leur consommation d'énergie de 72 % en vingt ans, notamment en renouvelant leurs locomotives. Dans le cadre d'une recherche sur le meilleur moyen de circuler, ces améliorations sont autant d'arguments pour mieux contrer la route. (La Vie du Rail, 24 mars 2004)

SOLAIRE

Le solaire ne prend pas de place ! L'association européenne de l'industrie photovoltaïque a calculé qu'en mettant des photopiles sur 40 % des toitures et 15 % des façades dans un pays comme l'Allemagne, cela pourrait fournir 30% de la consommation d'électricité. Rappelons toutefois que les photopiles sont en concurrence avec les capteurs solaires à eau pour le chauffage qui ont souvent de meilleurs rendements.



Le solaire en phase avec la demande. Un des arguments contre le solaire est que le soleil n'est pas là la nuit... oui, mais les hommes vont aussi se coucher et actuellement 61% de la consommation électrique se fait aux heures du jour. Le solaire thermique fonctionne aussi aux bonnes heures : on se lave et on se chauffe surtout en journée.

EOLIEN

8000 MW de plus. Selon le baromètre de l'observatoire des énergies renouvelables, plus de 8000 MW éoliens ont vu le jour en 2003 (contre 6000 MW en 2002) portant le total mondial à 39 294 MW. Sur ces 8000 MW, 90 l'ont été en France (contre 50 l'année précédente).

Deux millions d'emplois ?

Selon une étude présentée par Greenpeace lors de la foire internationale de l'énergie à Hambourg (Allemagne), le 11 mai, l'éolien a déjà créé environ 200 000 emplois dans le monde, un chiffre qui, au vu du taux de croissance actuel, pourrait être multiplié par dix d'ici 2020. Pour que la croissance des éoliennes se poursuive à son niveau actuel, l'Association européenne de l'énergie éolienne a demandé à cette occasion que l'on cesse de subventionner les énergies non renouvelables. A chaque fois que l'on remplace du nucléaire par de l'éolien, on crée cinq fois plus d'emplois qu'on n'en supprime.

Encore plus grosses. Les éoliennes sont de plus en plus grosses. Les Etats-Unis en construisent maintenant de 4,7 MW, un prototype allemand est testé actuellement avec une puissance de 6 MW. A l'inverse, plus les éoliennes sont grosses, plus elles sont facilement silencieuses. Avec des éoliennes de cette taille, il suffirait d'en mettre une sur chaque commune pour fermer toutes les centrales nucléaires, moitié moins si on mettait en place en même temps un scénario d'économie d'énergie.

Progression spectaculaire. Voici comment on peut valoriser la France dans le domaine des éoliennes. En 2002, la France est le deuxième pays européen pour la progression en énergie éolienne avec une hausse de 62,8 % ! Juste derrière l'Autriche avec 67,5 % ! Génial. Mais les pourcentages sont trompeurs : cela signifie que l'Autriche est passée de 83 à 139 MW, la France de 94 à 153 MW... soit 69 MW installés contre 3500 MW en Allemagne, 1500 MW en Espagne...

France d'en haut, France d'en bas. Dans une interview au *Midi-Libre* du 11 mai, Jean-Michel Germa, un industriel de l'éolien explique : «Il y a la France d'en haut et celle d'en bas. Cette dernière comprend notamment les élus locaux dont je me loue de l'intégrité. Contrairement à ce que l'on peut entendre de la part des anti éolien, les élus ruraux ne sont pas circonvenus ! Ils veulent voir ce qu'on leur propose. Et nous disent qu'ils n'ont pas vu l'ombre d'un investissement depuis l'exode rural. La perspective d'un développement industriel, raisonné et local ne les laisse pas insensibles. De surcroît, 80 des enquêtes publiques sont favorables.

Dans les ministères, sur les bancs de l'Assemblée nationale et du Sénat, on trouve la France d'en haut. Celle des gens qui ne jurent que par un système d'énergie centralisée et défendent le corporatisme des acteurs du nucléaire. Ces derniers (EDF, Areva, le CEA, la Cogema) défendent leurs intérêts. C'est de bonne guerre ! Nous sommes effectivement dans une bataille commerciale. On souhaiterait pouvoir s'exprimer à armes égales avec les autres formes d'énergie».

Lorsque le soleil est trop faible, en hiver, cela tombe bien : c'est le moment où les éoliennes produisent le plus, un excellent complément.

Paris. L'OPAC passe au solaire. L'OPAC de Paris gère environ 100 000 logements. Avec l'amélioration de la qualité des capteurs solaires, il est maintenant possible de fournir une partie de l'eau chaude par les apports solaires, ce qui permet une baisse des charges locatives dans les habitats à loyers modérés. 637 logements du groupe «Plantes-



Jean Moulin» dans le 14e arrondissement sont maintenant équipés de 1020 m2 de panneaux solaires, remplaçant des capteurs datant déjà de 1986. Le renouvellement de ces panneaux par du matériel plus performant permet une économie de 40 % sur les charges d'eau chaude. L'opération de rénovation s'est accompagnée d'un renforcement de l'isolation des circuits d'eau et le changement des chaudières à gaz. Les panneaux placés sur les toits sont invisibles depuis la rue. 60 études sont en cours pour d'autres lotissements. (ADEME, avril 2004)

■ **Fin des importations de mercure ?** Les maladies provoquées par l'usage du mercure par les orpailleurs se multiplient en Guyane, suffisamment pour que les autorités prennent officiellement, en ce début d'année, la mesure d'interdire les importations de mercure. Bizarrement, cette interdiction ne semble avoir provoqué aucun ralentissement dans les exploitations — le plus souvent illicites — des orpailleurs.

■ **Un parc plus au Sud ?** Le projet de parc national de Guyane est sans cesse reporté à des jours lointains. Ce parc prévu sur un tiers de la surface de la Guyane devait protéger les forêts primaires encore présentes. Les ethnologues souhaitent que ce parc qui attirera le tourisme soit distinct des réserves actuellement en vigueur pour protéger les peuples autochtones. Pour cela, ils demandent que le parc soit le plus au nord possible. Mais les industriels qui sont derrière les élus locaux ne l'entendent pas ainsi : mettre un parc au nord empêcherait le «développement» économique à partir de la côte déjà urbanisée en partie et surtout empêcherait l'exploitation du sous-sol : les massifs qui contiennent de l'or sont au nord



et non au sud.

■ **Quel orpillage pour la Guyane ?** Le groupe ATTAC Guyane a mis en place le 28 avril dernier une commission pour faire des propositions en lien avec la crise que provoque l'orpillage dans le pays. Cette commission a été élargie aux associations d'environnement locales et veut essayer d'avancer des propositions alternatives à l'économie liée à l'exploitation de l'or.

Effet de serre

■ **Fonte de la banquise.** Selon la météorologie canadienne, alors qu'en mai, les températures moyennes au pôle Nord sont normalement entre -15°C et -20°C, elles sont remontées énormément depuis trois ans : de -5°C à -7°C. Soit plus de dix degrés d'écart avec la moyenne. Pendant l'été, les températures sont maintenant positives ce qui entraîne une fonte extrêmement rapide de la calotte glaciaire, le pôle Nord étant en eau libre en été depuis trois ans. Ce qui étonne les météorologues, ce n'est pas le réchauffement attendu, mais la vitesse de ce réchauffement.



■ **Record de température.** Selon une étude publiée le 5 mars 2004 dans *Science* par le météorologue suisse Jürg Luterbacher, la canicule de l'été 2003 repré-

sente l'été le plus chaud depuis au moins cinq cents ans en Europe. (*L'Ecologiste*, printemps 2004)

■ **L'Europe n'y arrivera pas !** Alors que l'Union européenne avait pris l'engagement de réduire de 8% ses émissions de gaz à effet de serre en 2008 par rapport à 1990, elle n'en est qu'à 2,3% de réduction en 2002. Ceci s'explique par les résultats fort contrastés selon les pays : le Luxembourg est le meilleur élève avec une baisse de 44% (contre 28% pris comme engagement), la Suède qui était autorisée à progresser de 4% a baissé de 3,3%. L'Allemagne (-18%) et la Grande-Bretagne (-12%) ont pratiquement atteint leurs objectifs. La Grèce était autorisée à augmenter de 25% et a effectivement augmenté de 23%. Tous les autres pays sont loin de leurs objectifs, même la France qui devait simplement se maintenir à son niveau a augmenté légèrement ses émissions (+0,4%).

■ **Limiter les voitures et les avions courtes distances.** Selon des comparaisons de consommation fournies par l'INRETS et l'ADEME, la consommation par passager et par kilomètre en grammes équivalent pétrole est de 80 pour un avion en ligne intérieure,



re, 58 pour une voiture particulière, 50 pour un avion sur une ligne internationale, 30 pour un train régional, 22 pour un autobus parisien, 19 pour un train national, 18 pour le métro parisien, 15 pour le TGV (grâce à son excellent taux de remplissage), 1,5 pour une bicyclette. (*Alternatives internationales*, mai 2004)

■ **Prix Tuvalu.** Tuvalu est une île de l'océan Indien menacée par la montée des eaux. Le 25 mai dernier, le Réseau action climat a remis pour la première fois le prix Tuvalu à la marque de voiture qui pollue le plus : c'est Mercedes pour son 4x4 G500 Cabriolet qui a reçu le prix.

CHINE

Inquiétudes environnementales

En Chine, l'activité économique se développe à grande vitesse et ceci sans prendre en compte les questions écologiques : le discours officiel est «le développement d'abord, le nettoyage ensuite». Un déséquilibre croissant apparaît entre les villes et les campagnes. Dans les agglomérations, l'industrialisation provoque une vaste course à la consommation. Le pays se trouve confronté à une invasion de déchets. L'Etat chinois a beaucoup de mal à prendre en compte cette question.



Prenant conscience des coûts négatifs de la pollution, le gouvernement essaie de mettre en place une politique de récupération, mais les produits à traiter sont extrêmement variés, complexes et souvent dangereux. En 2001, le gouvernement indique que l'industrie a produit 860 millions de tonnes de déchets. Environ la moitié ont été dispersés sans traitement, l'autre moitié a été stockée et seuls 17 % ont été traités. Concernant les déchets ménagers, un ménage chinois produit en moyenne 440 kg de déchets par an dont seuls 5 % environ sont traités.

Tout le reste part en décharge. Seules 600 décharges sont contrôlées, les décharges sauvages sont les plus nombreuses. Lorsqu'une décharge urbaine est comblée, elle est immédiatement utilisée pour la construction de nouveaux quartiers, comme à Pékin, par exemple. Cela risque à terme de poser de graves questions de contaminations pour ceux qui vont y habiter. Plusieurs municipalités voyant les conséquences sur leur budget des effets néfastes des pollutions ont commencé à réagir, essayant de faire la promotion des économies et du recyclage. Une délégation chinoise de trente spécialistes est venue en septembre 2003 en Allemagne pour découvrir les expériences germaniques. Un contrat a même été passé avec une société allemande GTZ, Gesellschaft fuer Technische Zusammenarbeit, pour servir de conseil à l'Etat chinois. Les résultats ne sont pas sensibles pour le moment, d'une part parce que le problème est vaste, d'autre part parce que rien n'est possible sans commencer par une sensibilisation de la population. (*Mullmagazin*, 4^e trimestre 2003 et www.gtz.de/china, traduction Yvonne Lott)

Samsung s'engage à ne plus utiliser de substances chimiques toxiques

Bruxelles, le 10 juin 2004. Le producteur Samsung a décidé de ne plus utiliser de substances chimiques dangereuses dans ses produits de consommation. Les substances chimiques concernées s'accumulent dans l'environnement en raison de leur décomposition difficile. La décision de Samsung de retirer ces substances de ses produits a été motivée par l'analyse de Greenpeace : des phtalates, des retardateurs de flammes au brome, des muscs synthétiques, des alkylphénols et des organo-étains, tous toxiques et bioaccumulables, ont été retrouvés dans une large palette de produits de consommation. *L'organisation environnementale a publié les résultats des analyses sur son site web : greenpeace.org*



I N D E

Pollution et stérilité

Une étude réalisée à New Delhi et à Bangalore montre que 80 % des agents de circulation qui respirent les gaz d'échappements à longueur de journée, souffrent de problèmes de stérilité. (Nouvelles clés, printemps 2004)

ILE-DE-FRANCE

Marcher sur l'eau

Paris est alimenté en eau potable par plusieurs aqueducs : celui de Vanne (165 km), celui de Loing (165 km), celui de la Voulzie (60 km), celui de l'Avre (102 km), celui de Dhuis (131 km). Ces coulées vertes artificielles sont pour le moment fermées au public. Un projet est à l'étude pour transformer sur 25 km le canal de la Dhuis en parcours piétons et vélos. Si l'essai est concluant, les autres aqueducs pourraient devenir autant d'entrée de Paris accessible aux vélos et aux piétons. *Ile-de-France environnement, 54, rue Edison, 75013 Paris, tél : 01 45 82 42 34.*

LONDRES

Contre les 4 x 4

Ken Livingstone, le maire de Londres a commencé sa campagne pour sa réélection en traitant d'idiots ceux qui utilisent des 4 x 4 pour emmener leurs enfants à l'école et envisage d'interdire ces véhicules dans la capitale britannique.



Paris pollué par les avions

Une étude sur les sources de pollution à Paris montre que les aéroports d'Orly et de Roissy polluent, pour les oxydes d'azotes, autant que deux millions de voitures ! La ville sans voiture, c'est possible, mais il faudra aussi qu'elle soit sans avion.

Alpes maritimes

L'association Hélichryse organise un stage sur l'évolution des espèces végétales : des conifères aux plantes à fleurs les 9 et 10 octobre à la Commanderie. Ce stage sera animé par Jean-Michel Florin, coordinateur du mouvement d'agriculture biodynamique et co-rédacteur de la revue *Biodynamis*. *Renseignements : association Hélichryse, la Commanderie, 06750 Valderoure, tél./fax : 04 93 60 39 63.*

GRAINE

Le GRAINE pays du Nord organise les sixièmes rencontres régionales de l'éducation à l'environnement et à la citoyenneté les 2 et 3 octobre à Lisbourg (Pas-de-Calais) sur le thème : «activités physiques, éducation à l'environnement et à la citoyenneté : comment s'enrichir des deux approches ?». *Contact : GRAINE pays du Nord, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 86 46 02, fax : 03 20 86 15 56, courriel : grainepdc@free.fr*

NÎMES

Incinérateur en zone non étanche

Lors d'une manifestation organisée le 6 mars dernier par les opposants au nouvel incinérateur de Nîmes, à Saint-Cézaire, il a été constaté que de l'eau remontaît dans la fosse de réception des déchets, prouvant sa non-étanchéité. Si l'eau peut passer dans un sens, elle peut aussi passer dans l'autre... entraînant dans la nappe phréatique les produits toxiques présents dans les déchets, menaçant la qualité de l'eau laquelle alimente 32 communes avoisinantes.

PYRÉNÉES

Vingt-cinquième année de suivi de la migration dans les Pyrénées.

Vingt-cinquième anniversaire de la directive européenne sur la conservation des oiseaux sauvages. Pour réussir au mieux ce vingt-cinquième «Transpyr», Organbidexka Col Libre recherche des observateurs bénévoles entre le 15 juillet et le 15 novembre, pour collaborer au Transpyr 2004 sur les sites basques d'Organbidexka, Lindux et Lizarieta. *Contact : Jean-Paul Urcun, tél. : 05 59 25 62 03, courriel : ocl@wanadoo.fr*



DR

Une deuxième visite le 15 avril a montré qu'il y avait toujours de l'eau. Les associations locales ont demandé au préfet de ne pas autoriser la mise en fonctionnement de l'usine tant que ce problème n'est pas résolu. Suite à une plainte déposée le 19 avril, le tribunal a décidé l'ouverture d'une enquête. *Ici-Rom, c/o AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.*

Eaux en bouteilles : ne pas consommer n'importe quoi

Superbe filon pour les grandes entreprises : d'un côté on vend les produits qui polluent les sols et ensuite l'eau, de l'autre, on développe les «eaux minérales» que l'on vous conseille à grand renfort de publicité. Avant d'acheter des bouteilles d'eau, il convient de se renseigner sur la qualité des eaux du robinet. La mairie doit tenir publiques les analyses faites sur cette eau. Les critères analysés sont les microbes, le taux d'oxygène (qui doit être élevé), la dureté (teneur en calcaire), la minéralisation et les divers polluants : nitrates, métaux, fluor, pesticides, etc. Généralement, la qualité de l'eau augmente avec la taille des installations et, par exemple, l'eau au robinet à Paris ou à Lyon est tout à fait buvable.

Si l'eau du robinet n'est pas de bonne qualité, il faut se renseigner (auprès d'un médecin) sur les eaux à consommer. Ainsi, si vous utilisez de l'eau du robinet pour la cuisson qui est calcaire (si vous habitez dans les Alpes ou les Pyrénées), il vous faut boire de l'eau au pH faible (légèrement acide) provenant des massifs granitiques (Vosges et Massif central). Si vous habitez ces derniers, c'est l'inverse. Il est important de varier les eaux, pour éviter les surcharges en certains éléments minéraux : la plupart dépassent certaines normes. Seules cinq sont considérées comme suffisamment équilibrées pour être bues en continuité : Mont-Roucou, Valvert, Volvic, Abatilles et Alet.



DR

La radioactivité de l'eau n'est pas indiquée sur les bouteilles. Il faut savoir qu'au moins six eaux dépassent la norme de 0,37 Bq/litres : quatre sources de Vichy et deux sources de Boulou. Enfin, il faut savoir qu'il existe des filtres à osmose inverse (voir notre numéro 281) qui permettent d'utiliser l'eau du robinet pour bien moins cher que l'eau en bouteille.



Environnement

Droits du piéton

Le mode de déplacement le plus doux, le moins technologique, le plus ancien et le plus développé est la marche à pied : plus de six milliards de personnes la pratiquent ! Et pourtant, en ville, elle est souvent difficile. Même si le code de la route chez nous indique que le piéton est prioritaire sur les autres modes de déplacements, cela reste largement théorique. Il existe pourtant une méthode qui arrange bien les choses : de vrais trottoirs suffisamment large (que l'on puisse se croiser avec des bagages), protégés des voitures. Pour traverser, se développent dans quelques villes (Chambéry par exemple) des trottoirs traversants, c'est-à-dire sans dénivelé par rapport au trottoir, obligeant les voitures à monter et descendre très doucement, ceci indiquant clairement que le piéton est prioritaire. Des trottoirs à développer partout. Une utopie ? Pas du tout, la notion de trottoirs traversants (et donc de chaussées interrompues) figure dans la nouvelle réglementation belge mise en place depuis le 1er janvier 2004.

Pollution des ordinateurs

L'ONU a publié début mars un rapport sur le « poids » environnemental des ordinateurs. Pour produire une unité centrale et un écran, il faut en moyenne 240 kg de combustible, 22 kg de produits chimiques et 1,5 tonne d'eau. L'étude estime qu'un ordinateur « pèse » dans l'environnement au moins dix fois son poids réel. Sachant qu'il se vend 130 millions d'ordinateurs dans le monde chaque année (et avec 10% de croissance par an) et que leur durée de vie est actuellement inférieure à deux ans, les auteurs suggèrent de mettre en place une filière de recyclage comme c'est déjà le cas dans treize pays européens. Suggérons de penser aussi en amont en fabricant des ordinateurs qui durent plus longtemps et de supprimer la publicité pour des usages inutiles des ordinateurs (les jeux par exemple).



DR

Manque de perspectives à la SNCF



DR

Alors que le prix du pétrole commence à grimper et que le transport routier va devenir de plus en plus coûteux, la SNCF prévoit pour son « plan Fret » la fermeture de quatre gares de triage, seize gares principales, cent gares secondaires et de 2500 emplois... le transport étant transféré sur le trafic routier ! Aveuglement à très court terme.

Polluants persistants

Trente-neuf députés européens ont accepté de servir de cobayes pour l'étude de la persistance des substances cancérigènes dans le corps. Soixante-seize substances ont été recherchées dans le cadre du projet Reach mené par le WWF (World Wildlife fund, Fonds mondial pour la nature). Le résultat est absolument effrayant : tous les députés présentent des contaminations de leur sang à des degrés divers. Marie-Anne Isler-Béguin, députée française verte, a son sang contaminé par plus de cinquante molécules cancérigènes, à des taux supérieurs à ce qui est admis. Presque tous présentent des taux de pollution par le DDT ou les PCB, des produits pourtant interdits depuis plus de vingt ans.

Du cuivre pour remplacer le plomb

Installées pour la plupart avant 1950, les canalisations en plomb ne permettent plus aujourd'hui de répondre aux nouvelles exigences de la réglementation sur l'eau potable : depuis le 25 décembre 2003, la teneur maximale en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine, fixée par décret, est passée de 50 à 25 microgrammes par litre d'eau. A compter de 2013, ce seuil sera de nouveau abaissé à 10 microgrammes par litre d'eau, imposant le remplacement intégral des canalisations en plomb. Par ses caractéristiques techniques, sanitaires et environnementales,

le cuivre est la solution idéale pour ce grand chantier de rénovation qui s'impose désormais. Il contient notamment des oligo-éléments intéressants, mais les mines de cuivre s'épuisent !
Pour plus de renseignements : Centre du cuivre, Yann Petiteaux, tél. : 01 58 65 00 22, fax : 01 58 65 00 03, courriel : vpetiteaux@hopscotch.fr

Pesticides

La France consomme chaque année 100 000 tonnes de pesticides. Il y en a environ 500 de commercialisés dont seulement 60 ont fait l'objet d'études poussées sur leurs nocivités. Les premières victimes de ces pesticides sont les agriculteurs : leucémie, lymphome, myélomes multiples, cancers du cerveau, de la vessie et des reins y sont en quantité bien supérieure à la normale. On constate également qu'il donne naissance à un nombre d'enfants malformés importants. C'est le principe pollueur-payeur ?

Protection des oiseaux

La LPO (ligue pour la protection des oiseaux) lance une campagne de pétitions pour obtenir du Commissaire européen à l'agriculture de véritables engagements en faveur de la biodiversité en Europe. *Informations et pétition sur le site : www.lpo.fr*



21^e foire de Montfroc

2 ET 3 OCTOBRE

Dans la vallée du Jabron (Drôme), entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. Producteurs bios, produits transformés, plantes aromatiques et médicinales, artisans... Théâtre, musique, manège, conférences, débats.

contact : 04 92 62 00 76

COLCHIQUE

FETE BIO ECOLOGIQUE

Dimanche 19 Septembre 2004
(de 10h à 19h)

ETANG DE COURTILLE à GUERET (CREUSE) Entrée Gratuite

- producteurs bio
- artisans
- associations
- commerçants produits bio,
- produits naturels (pour la construction)
- Conférences
- Restauration bio
- Animations toute la journée-
- Musique avec le quatuor Théophraste

office du tourisme : 05 55 52 14 29
Colchique : 05 55 81 65 13



Annonces

Entraide

■ Nous sommes un couple de marionnettistes qui tournons nos spectacles dans toute la France et nous recherchons quelqu'un pour s'occuper de nos deux enfants (5/12 ans et 2 ans et demi) et qui aurait envie de vivre cette vie de bohème avec nous à partir de fin septembre jusqu'en juin 2005. *Contacteur : Muriel et Joseph ARNACE, tél. : 06 10 52 29 90*

■ Souhaitant expérimenter l'école à la maison en septembre, cherchons contacts avec famille ou personne avec enfants dans le coin (Rhône, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Var). Deux enfants 7-9 ans à la campagne dans ferme. Vie simple. *Tél. (le soir) : 04 93 05 84 50*

■ **Ferme équestre** 15 ha (avec petit élevage et hébergement) et atelier de lutherie dans les Vosges montagne cherche stagiaire. Accueille personne désirant vivre une expérience (ou/et) se former pour le métier d'enseignant (préparation au brevet professionnel activités équestres) en vue éventuellement d'une installation sur l'exploitation. Pour minimum trois mois, avoir 16 ans et avoir vécu avec des chevaux. Étudie toute proposition. *Courriel : crinsdefranould@free.fr ou tél. : 03 29 23 29 38*

Convivialité

■ Vivre ensemble

Le projet Vivace.

Vivre de façon supportable à la planète et par ses enfants présents et futurs. C'est-à-dire réduire

nos consommations et tendre à l'autonomie. Créer un, puis plusieurs lieux de vie écologique à proximité. Dans chaque lieu des cabanes en terre et en bois coupé sur place à la scie et auto chauffées au soleil.

Moréna, trois ans, et son papa rassemblent des familles pour une éducation alternative. Un chantier festif a lieu du 4 au 6 juin pour construire la cabane école. Les premiers «Vivaces» se rassembleront alors.

D'autres chantiers festifs auront lieu un week-end sur deux (premier week-end les 19 et 20 juin). Nous construisons des cabanes écolos (avec très peu d'argent : environ 100 euros). Des animations sont proposées aux enfants : baignade en rivière, canoë, vélos, cabane, etc.

Deux lieux existent déjà : chez Alain Auguste, les Drouilhèdes, 30160 Peyremale, à 80 km de Nîmes et 30 d'Alès. L'autre lieu est un hectare de pins à 12 km du premier (une heure de marche en coupant par les bois). D'autres parcelles à 150 euros l'hectare sont réservées aux parents désirant éduquer leurs enfants eux-mêmes ou aux personnes solidaires du projet Vivace.

Alain propose que chacun ait sa cabane et une autonomie alimentaire. Une cabane collective pourrait réunir les Vivaces autour de repas que nous préparerions à tour de rôle (sans obligation, ni de cuisiner, ni de venir manger ensemble).

Pour acheter d'autres terrains et créer de nouveaux lieux de vie alternatifs, nous proposerons des stages de vie

écologique (à prix social) : construire en terre et bois sans argent (ou très peu) — jardiner en permaculture sans machine et sans chimie — toilettes sèches — énergie écolo, etc.

Ensemble reconstituons des lieux sociaux brisés par le passé en partageant un mode de vie que la terre puisse supporter et que nos enfants pourront enseigner à leurs enfants. *Alain Auguste, les Drouilhèdes, 30160 Peyremale.*

■ J'ai 41 ans et je cherche à former un collectif de maraîchers ouverts sur le voisinage et ... sur le monde. Un ami me loue un lieu de 10 ha qui sont répartis pour moitié en bonne terre de pâturage cultivable et pour l'autre moitié en bois. Les terres se trouvent à proximité d'un joli hameau très calme au milieu d'une immense zone forestière de petite montagne (alt. 500 m, pas d'agriculture industrielle), tout en étant à 1/4 h - 1/2 h de villes moyennes. Deux bâtisses y sont à rénover et pourraient abriter dans un premier temps quatre à cinq personnes. Trouvant très intéressante la démarche d'autonomie et d'ouverture du réseau REPAS, je souhaiterais que le collectif formé y adhère. Tout en prenant en compte une période d'efforts conviviaux pour démarrer le lieu, d'autres activités sociales et culturelles seront possibles, car la région est vivante. *Pour tout renseignement, m'écrire : Eberhardt Wittich, c/o Solidarité, BP 52, 7 bis, avenue Foch, 81602 Gaillac cédex.*

Rencontres

■ **Réf. 314.01.** Photographe-journaliste cherche co-équipière pour réaliser petit tour de France des communautés proche de la nature. Age en relation 30 à 45 ans. Photographe ou modèle bienvenue, un peu sportive de préférence... Moyen de locomotion à définir (bicyclette ou tandem... vélo-voiture ?). Départ prévu en juillet, août ou septembre. Frais à partager selon les moyens de chacun. *Réponse assurée à tous courriers adressés à S!lence qui transmettra.*

■ **Réf. 314.03.** Femme 51 ans, habitant le Val-de-Marne proche Paris, pratiquant le jardinage bio, aimant les enfants, la chanson, les danses afro-cubaines, la randonnée, cherche compagnon pour partage affinités et tendresse. *Écrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 314/04.** Savoyarde, 48 ans, en quête spirituelle, souhaitant construire un lieu de vie convivial à la campagne, aimant les contacts humains, cherche compagnon profond, chaleureux, ouvert sur le monde, un brin bricoleur, pour vivre une relation basée sur la simplicité, le partage et le respect de la nature. Amitiés bienvenues.

■ Recherches

Lyonnais, Lyonnaise :

Il me semble qu'il ne faut pas rater l'opportunité du grand projet de ville Duchère pour élaborer un projet alternatif et militant.

En effet, dans ce quartier très vert, des immeubles HLM vont être détruits et remis à des bailleurs privés. C'est l'aspect inquiétant du GPV. Mais le projet de la municipalité, c'est de faire de nouveaux Duchérois dans des petits

immeubles construits aux normes «haute qualité environnementale», petits immeubles appelés «maisons de ville» parce qu'avec jardin, dans un quartier où les déplacements doux sont privilégiés.

Si des lecteurs lyonnais voulaient bien se donner la main pour pousser la municipalité à aller le plus loin possible dans ce projet d'une ville la moins polluante possible, pour apporter une dimension militante au projet en investissant une (ou plusieurs !) maisons de ville dans un esprit de convivialité et d'alternative à la société de consommation, vous pouvez m'appeler au 04 78 47 55 83.

Colette Baladin

■ Nous sommes un petit groupe désireux de monter un projet de réinsertion sociale autour du jardinage biologique dans le nord de l'Aube (Romilly-sur-Seine). Nous recherchons des informations (documents témoignages...) sur le démarrage de tels projets. *Samuel Pate, 9, rue de la Ferme-des-Eaux, 51260*

Esclavolles-Lurey, tél. : 03 26 80 26 78, courriel : xineetsam@oreka.com

■ Cherche petite construction même mauvais état sur grand terrain 1-2 hectares et plus ou possibilité construire proximité rivière, lac, étang. *Tél. : 03 83 62 30 55.*

■ Cherche personnes intéressées par rénovation écologique pour coups de main occasionnels. Terre, chaux, briques terre crue, murs terre-paille, cloisons ossature bois, chanvre autoproduit, usinage bois, phytodépuration, PSD, bioélectricité, etc... Hébergement possible. Bretagne. *Myriam et Didier au 02 96 82 30 99 ou au 06 77 16 19, http://lhotellerie.monsite.wanadoo.fr (en cours d'élaboration).*

■ Cholet (Maine-et-Loire).

Recherche des porteurs de projet écologique et économique dans le cadre de la création d'un écopole. Projet sérieusement unifié.

Tél. : 02 41 64 37 80.

■ Je recherche des expériences de lieux d'accueil multi-générationnels. *Me contacter au 02 98 82 75 41.*

■ Femme seule «silencieuse» cherche un terrain arboré + potager en bio + fleurs sur 1000 m² environ pour construction d'une maison en paille négawatt... sur Souillac (Lot) ou limitrophe (pas de voiture) pour y prendre sa retraite dans quatre ans. *Christiane Counil, 60 bd de Brandebourg, apt 76, 94200 Ivry-sur-Seine, tél. : 01 49 60 75 51, courriel : christiane.COUNIL@tele2.fr*

■ Nous cherchons à acheter un poêle à bois pour sauna + ou - 8 m³. Le sauna est construit dans le jardin (tout en récupération), il nous manque le poêle à bois pour des soirées relax et vivifiantes. Merci ! *Michèle et*

Philippe Mignon, 20, rue de la Morandière, 35890 Bourg-les-Comptes, tél. : 02 99 52 13 53, courriel : philippemignon9@hotmail.com

■ Cherchons tout renseignement, photos, documentation sur l'élevage intensif de porcs (conditions de vie de l'animal, répercussions sur l'environnement...) ainsi que conseils et coups de main pour démarche de contestation d'un tel projet (Haute-Garonne). - tout renseignement technique

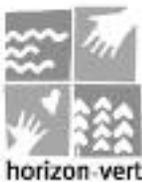
horizon-vert
16^e

SALON DE L'ÉCOLOGIE

"MAIN BASSE SUR LA SANTÉ"
environnement, démocratie et solidarité

LES 2 ET 3 OCTOBRE 2004

PARC DES EXPOSITIONS
VILLENEUVE-SUR-LOT (47)



Contact informations

tél. 05 53 40 10 10 • e-mail horizonvert@wanadoo.fr
www.horizonvert.org

sur le plancher solaire direct
- hébergement pour ado 16 ans durant
l'année scolaire 2004/2005 sur
Toulouse ou environs. *Merci de nous
contacter au 05 61 88 73 98.*

Emploi

Professeur de français, sept ans d'ex-
périence, spécialisée dans l'enseigne-
ment aux adultes étrangers (FLE)
cherche poste à plein temps ou à
temps partiel sur Paris. Egalement,
je parle anglais et portugais, et je maî-
trise très bien l'outil informatique et
internet. Contactez-moi si vous avez
un poste à me proposer ! *Christine,
tél : 01 45 35 36 06 ou 06 22 71 49 17
ngiloz@wanadoo.fr*

■ Abonnée de *Silence*, professeur
désirant décrocher du système éducatif
traditionnel, cherche contacts avec des
écoles alternatives intéressées par
cours de mathématiques et d'informa-
tique. N'hésitez pas à m'appeler au 03
83 55 37 64, *Nathalie Magnier,
nathaliemagnier@wanadoo.fr*

■ Région PACA-Rhône-Alpes

je cherche à rentrer en contact avec
des personnes œuvrant ou ayant un
projet dans le domaine de l'habitat
sain : énergies renouvelables ou
autres... De formation et de pratique
juridiques j'exerce depuis de nom-
breuses années dans le domaine de
l'immobilier, en indépendante ce qui
m'a permis d'affiner mon sens des res-
ponsabilités. Que vous soyez institution
ou privé nous pourrions en parler
ensemble et mettre en commun
nos compétences.

■ Je recherche une activité au sein
d'un agrosystème à haut potentiel
écologique : haies, bois, forêt, ruines,
talus, sources, tourbières à drosera,
bas marais, ruisseaux, mares, rocailles,
friches (j'ai une expérience en marai-
chage bio mais préférerais l'élevage,
ex : chèvres avec des loups. Je veux
habiter sur ou à côté du lieu de labeur
et de création (il faudrait m'aider à
déménager). Naturaliste et ayant des
connaissances en écologie des écosys-
tèmes, je veux créer un jardin perma-
culturel qui serait plus tard ouvert à
des prestations pédagogiques (...) Si
tu m'emploies à plein temps (au moins
35 h) et avec au moins 12 mois en
CDD tu recevras un cadeau de l'état
bourgeois de 500 € par mois. Si c'est
un temps partiel - ce que je préférerais
vu l'épanouissement étioilé du tra-
vail - ce sera au prorata du nombre
d'heures (CIE contrat initiative
emploi). Écrire (en adressant une
convocation avec cachet de l'entrepri-
se décroissante à un entretien d'em-
bauche) à *Christian Pinçon, 21, rue
d'Avesnières, 53000 Laval*

■ Animatrice(jardin) pour scolar-
aire et grand public recherché(e) à par-
tir de septembre 2004 pour remplace-
ment maternité. Poste autonome à
temps plein. Minimum BAFa avec
expérience. Véhicule souhaité.
Association Coté-Jardins à Tassin
(Rhône). Envoyer lettre motivation +
cv + exemple de projet d'animation
jardin pour enfants à :

*François Michiels, 27, allée des
Grandes-Trèves 69290 Saint-Genis-
les-Ollières, mailto:pro@fmichiels.fr*

■ Couple esprit alternatives, cherche
personne pour aider compagnon dans
rénovation structure hébergement, site
isolé en Drôme. Gîte et couvert pos-
sible. *Tél. : 04 75 27 34 20.*

Logement

■ Grenoble : recherche colocation.
Jeune salariée en Savoie, circulant
à vélo et en train je suis à la recherche
d'une colocation dans le centre ville de
Grenoble. A partir de septembre pro-
chain je souhaite reprendre mes études
en cours du soir... J'aimerais partager
les joies et les petites contraintes de la
vie de tous les jours avec une ou plu-
sieurs personnes partisans des prin-
cipes de simplicité volontaire, atten-
tives aux économies d'énergie et ayant
une réflexion quotidienne sur leurs
choix de consommation.

Je possède quelques meubles, un lave-
linge, une gazinière et un réfrigérateur
à partager avec mes futurs voisins.
Tél : 04 79 60 00 56

■ Venant du Sud-Ouest, nous comp-
tons (Sara 22 ans et Yoram 25 ans)
nous installer dans la région de Brest
à la rentrée 2004 et nous souhaitons
trouver, sur Brest ou dans un rayon de
30 km, un bout de maison avec éven-
tuellement un bout de terrain et, pour-
quoi pas, des gens dessus pour com-
mencer à construire nos utopies écolo-
anti-autoritaires-végétariennes, etc. Si
vous avez une location (contre un
loyer raisonnable et/ou coups de main,
bricolage...) à nous proposer, laissez-
nous un message au 06 78 97 77 67.

■ **Saône-et-Loire.** Maison à louer,
loyer modéré, à 12 km de Tournus,
82 m² au sol, appartement aménagé
au premier étage, jardin environ
1000 m² avec possibilité d'extension
sur le champ voisin. Pour un couple
porteur d'un projet écologique de
petite agriculture, transformation de
produits et/ou artisanat.
Contact : 04 76 90 09 04

■ **Var.** JF 26 ans, revenus modestes
mais stables, non-fumeuse, végétarienne,
ayant deux chats, cherche studio
ou petite partie de maison à louer à
la campagne, à proximité de Toulon ou
ailleurs dans le Var si possibilité
emploi (compétences : écrivain public /
prof. de français et d'anglais / aide à
domicile). *Tél. : 04 94 08 25 93 ou
alicerallier@yahoo.fr*

■ **Vacances.** Qui voudrait partager
mon coin de paradis, pour week-end
ou court séjour ? Grand terrain arboré
plus bungalow pour échanges, amitié,
détente, esprit nouvel âge, avant tout
amoureux de la nature, dans cam-
pagne de l'Isère situé à 7 km de La
Tour-du-Pin. Possibilité de camper.
Tél : 04 74 88 71 60

■ **Réf. 314.02. Bretagne :**
Côtes-d'Armor. Loue maison
6 personnes, 15 km plage, jardin,
terrasse dans exploitation en vente
directe. 300 € la semaine.
Tél. : 02 96 74 15 44

■ **Creuse :** loue toutes saisons très
jolie maison, en bois, hexagonale, sur
pilotis. Grande pièce cuisine/salon,
2 chambres, s. de bain. Tout confort.
Située sur un hectare de terrain
entouré de bois, exposée plein sud,
très lumineuse. Proximité lac, chemin
de rando... 250 €/semaine.

Contact : feudie@hotmail.com

Divers

■ Vends pouliche née le 2 mai 2003
croisée camargue-merins. Déboulée en
main. Cheval calme, bien pour un(e)
débutant(e). Visible à Coublanc
(Saône-et-Loire). Prix : 600 €. *Tél :
03 85 26 31 91 ou 06 33 05 85 01,
courriel : m.bret01@infonie.fr*

■ Nous sommes un couple avec deux
enfants de trois ans et un an et demi.
Nous nous installons comme agricul-
teurs bio pour produire des jus de
pommes et de poires. Nous cherchons
une jeune fille ou un jeune homme au
pair pour jouer avec les enfants lors
de la récolte (de septembre à
novembre). Nous proposons également
toute l'année un échange d'héberge-
ment et nourriture contre 3-4 h de
travail quotidien à toute personne vol-
ant faire un petit séjour dans le pays
d'Auge (même avec des enfants).
*Tél. : 02 31 61 10 31,
Hélène ou Stéphane.*

■ **Alsace :** mettre du tournesol pour
faire rouler nos bagnoles ! Un groupe
de citoyens se forme actuellement en
Alsace (comme partout en France)
pour créer une coopérative associative,
en partenariat avec des associations
locales. Objectifs : produire de l'huile
végétale brute, convertir les véhicules
et promouvoir ce bio carburant en
Alsace. Appel aux bonnes volontés
désireuses de développer cette alterna-
tive à la portée de la population : les
éco-mobilistes, agriculteurs intéressés
par la conversion des machines

agricoles, celles et ceux qui
souhaitent contribuer à ne plus cau-
tionner les guerres ni l'effet de serre !
Rejoignez-nous. *Contact : Antoine
au 03 88 64 11 69 ou Olivier
au 03 89 24 43 19 ou e-mail :
antoine.chamagne@carmail.com*

■ Approche et transformation
constructives des conflits : Conflits
cultures coopérations organise en
2004-2005 des journées de sensibili-
sation, des stages d'approfondisse-
ment, des formations professionnelles
certifiantes. *Renseignements : IECCC,
Le Cun, 12100 Millau, tél./fax :
05 65 61 33 26, courriel :
ieccc@wanadoo.fr,
site : www.ieccc.org.*

Gratuites : Les annonces de *Silence*
sont gratuites pour les abonnés.
Elles sont également gratuites pour les
offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le
bandeau d'expédition qui entoure la
revue ou joindre un chèque correspon-
dant à un abonnement.

Domiciliées : *Silence* accepte les
annonces domiciliées à la revue contre
une participation de 5 € en chèque.
Pour répondre à une telle annonce,
mettre votre réponse dans une envel-
loppe. Ecrire sur cette enveloppe au
crayon les références de l'annonce,
puis mettre cette enveloppe dans une
autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : *Silence* se réserve le droit
de ne pas publier les annonces
qui lui déplaisent.

Festival d'é-
cologie

Vivre
Nature

1 / 2 / 3
octobre 2004

à Nantes
Parc et Maison
de Quartier
de Doulon

ateliers
conférences
débats
animations
scène ouverte
restauration

contact : Humus 44
tél. 02 51 81 05 05
ou 02 40 59 89 93
humus44@planetis.com



Décroissance et grands médias

Je pense que la presse est muselée. J'aimerais lancer une idée en invitant les lecteurs de Silence à essayer de prendre la parole dans les émissions en direct à la radio ou à la télé et à profiter d'un éventuel temps de parole pour aborder les vraies questions dont on ne parle jamais, même si ce n'est pas le sujet abordé dans l'émission. Exemple : nous sommes 20 % de la planète et nous profitons de 80 % de la richesse mondiale ; on ne peut pas toujours croître dans un monde fini... Bref, parler de décroissance (...).

Christian Pechet ■
Loire-Atlantique.

Plaidoyer pour une synergie

(...) Pour atténuer notre mauvaise conscience de devoir fermer les yeux sur tout ce qui nous dépasse, à force, mais aussi pour nous rapprocher de temps à autre de nos convictions, nous agissons dans des élans d'espoir, dans des combats, dans la défense de causes qui nous tiennent à cœur, ou individuellement par générosité pour les aléas de notre quotidien. Nous essayons ainsi de remonter sans cesse le puzzle de notre vision correcte d'un idéal de vie (...) Alors que nous plaçons de nouveaux morceaux, d'autres retombent par un nouvel événement qui s'installe et empêche le processus de progrès au profit d'un processus complexe et rapide, comme l'inégalité ou un souci personnel qui vient nous remorceler intérieurement. (...) Nous nous voyons ainsi contraints de brimer intérieurement notre générosité personnelle par souci de devoir en premier lieu régler nos propres problèmes. C'est ainsi que la complexité et la multiplicité des problèmes posés entraînent la division de ses membres. La division de soi repose sur le modèle de division sociale et réciproquement.

Tout nous divise, surtout les étiquettes : fumeurs/non-fumeurs, chômeurs/travailleurs/retraités/handicapés, homme/femme, Nord/Sud, riche/pauvre, catho/musulman, communiste/vert...

Chacun croit s'abriter dans sa particularité, s'accroche à ses croyances. Parce que nous avons peur. C'est pourquoi, nous nous rassurons dans notre situation, renforçons notre identification à des noms, des étiquettes, pour pouvoir mettre des mots sur ce que nous sommes et identifier ainsi notre place rejaugée sans cesse.

(...) C'est ainsi que nous sommes tous divisés, isolés, divisés. Au prix de trahir nos propres idées et idéaux : ne nous sommes pas habitués à croiser un sans-logis qui fait la manche ? L'argent nous divise. Nous sommes divisés aussi dans nos combats : on ne peut pas être sur tous les fronts. Et pourtant, nous sommes tous accablés par les mêmes problèmes, les mêmes inquiétudes, les mêmes injustices, touchés par les mêmes causes, réunis par le même destin.

La résolution passe par la synergie : synergie des mouvements, des associations, sans étiquette et sans couleur. Etre humains simplement, c'est ce qui nous rassemble. Pour une cause, un combat, nul besoin de savoir pour qui tu votes. Les partis, l'argent, les religions, tout ça nous divise. Synergie des actions.

C'est ce mouvement rassembleur que chacun espérait en 2003, mais que rien n'a coordonné malgré le ras-le-bol général et la mobilisation de chacun. Parce que ce mouvement général dépassait les étiquettes et les partis, les syndicats n'ayant plus le contrôle du mouvement (...).

Il nous faut une synergie rassemblant les êtres humains que nous sommes, au-delà de nos appartenances, autour de causes communes que l'on appelle il n'y a pas si longtemps les valeurs, qui sont des thèmes rassembleurs.

Sylvie Nowak ■
Ardèche.

En passant par les revues

En février 2002, je faisais «la gueule» en trouvant que les projets d'éco-construction faisaient la part trop belle aux proprios (foncier) friqués (réponses individuelles au problème de l'habitat), surtout depuis la couverture du n°274 sur l'habitat convivial aux USA.

Y'a comme ça plein de lotissements de retraités militaires ou fonctionnaires d'Etats qui, après avoir foutu la merde sur toute la planète, se préoccupent sur le tard de leur empreinte écologique... Ce sont les mêmes que l'on croise sur tous les vols en avion.

France d'en choix

Ce sacré Rafarien !
Quel pouvoir vous lui avez donné de vous maltraiter
Lorsque vous avez fait le choix, France d'anchois
De vous approprier la France d'en bas
Et de lui accorder la France d'en haut
Alors qu'il eût fallu un embargo !
Viens le jour où; France d'engourdis,
Vous serez debout sur la France d'envie
Cessant d'engraisser, France d'en trop, cette France d'en haut,
Haut les cœurs ! Bas les larmes, France d'embarras !
Empoigne le courage qu'il faut pour embastiller qui il se doit.
Et si, France d'en trop, tu persistes en ton droit,
En grève générale s'entrouve l'espoir d'une France ensoleillée
Qui embrase et s'engage, en acte.
Tu as le choix, France d'empoigne,
De ne pas faire tien le langage d'enflure
D'une France un peu dure,
De ne pas faire tien cet en-bas, cet en-haut,
A tout bout de champ, c'est en trop
Cet en-plus, cet en-moins,
Abat les valeurs qui mettent l'endroit en taule et l'envers en tête.
France emberlificotée,
Dénie les mots d'une engeance d'insulte,
Dilue l'encre de l'emprise de cette croyance,
D'un haut, d'un bas irrémédiables.

Françoise ■
Tarn.

Ainsi, je me suis aventuré avec *l'Ecologie sociale*, silencieuse depuis le numéro d'automne 2003.

Puis j'ai fait un tour en compagnie de la revue *Greenpeace@*, où grenoillent les tendres rejetons de la bourgeoisie s'inquiétant de la disparition de leurs beaux paysages vu des balcons du Cap d'Antibes, de la mer poubelle du pont de leur «yachts», bref, lorsque les mineurs de ma région crevaient de silicose à 40 ans, ce n'était pas leur problème, seules les fumées devenaient gênantes (colère ! colère !)

Puis avec *Passerelles-Eco* : hum ! cours camarade, l'autoroute est derrière toi...

Et puis *La revue durable* pour y découvrir que les banques font leur révolution verte.

Enfin, *l'Ecologiste*, la bible de l'écologie... pour preuve le n°9. Ben, oui, on va réenchanter le monde : comme le disait le camarade Mouna : «entre les agagas, et les à gogo, soyons aguyguygustes».

Et me revoilà !
Viva Zapata !

Christian Junck ■
Morbihan.

Non-violence

A Lalji Flutre, de l'Ariège (N°308, *Non-violence*). J'éprouve une grande admiration pour Gandhi, mais jusqu'où a-t-il eu raison ? Le 26 novembre 1938, parmi des propos très justes, voire visionnaires, il écrivait à propos des juifs en Allemagne : «... Si j'étais juif et né en Allemagne et si j'y gagnais ma vie, je déclarerais que l'Allemagne est ma patrie, tout comme peut le faire l'Allemand le plus important et le mettrais au défi de m'abattre ou de m'enfermer ; je refuserais d'être soumis à un traitement discriminatoire...» La suite des événements est connue. (source : Résistance non violente, M.K. Gandhi, Ed. Buchet-Chastel, 1986)

Les chefs de la secte nazie ambitionnaient de conquérir le monde pour l'expansion de la "race aryenne", éliminant les peuples au fur et à mesure qu'ils ne pouvaient plus s'en servir comme esclaves. Au nom de la souveraineté des Etats, les gouvernants de l'époque ont laissé s'installer ce système politique. Cette «non-violence» a engendré 60 millions de morts. Actuellement, des groupes financiers font main basse sur le patrimoine génétique pour acquérir toutes les terres de la planète et nous réduire dans une nouvelle féodalité. En associant la non-violence et le respect de la propriété privée, nous pouvons les laisser installer leurs champs de dispersion de transgènes. Combien de siècles d'esclavage cette attitude prépare-t-elle ? Il est très coûteux de faire la guerre pour détruire un régime dangereux mais on sait le faire. Actuellement, on ne sait pas ôter un gène dispersé dans la nature. Les gènes ne connaissent aucune barrière, même pas celle de l'espèce et leurs modes de dispersion sont très nombreux.

« Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ! » a dit Louis Saint-Just (1767-1794) qui n'est pas non plus un modèle absolu. L'exception confirme la règle ! A chacun de réfléchir !



Geneviève Soubise ■
Drôme.

espéranto

Patrice Néel ■
Ardèche.

L'espéranto libre ou la domination de l'anglais

Faites l'expérience suivante, vous allez sur le site europa.eu.int, site de l'Union européenne, vous êtes accueillis dans onze langues (lorsque j'y suis allé en février dernier). En cliquant sur le lien français, vous arrivez sur une page d'accueil où un lien en haut d'écran vous propose «Quoi de neuf». Si vous cliquez dessus, vous trouvez les dernières infos... en anglais !

Si vous poursuivez vos recherches, vous constaterez que de très nombreux documents n'existent qu'en anglais et donc qu'un citoyen des Etats-Unis ou de l'Australie a plus de chance d'être informé de ce qui se passe en Europe qu'un Européen français, allemand, portugais ou grec. Est-ce normal ? (...) En 2002, je suis allé en avion en Bulgarie avec Air France. Toutes les annonces, y compris celles de sécurité ont été dites en français et en anglais. Aucune en bulgare ! Pas même «bonjour». J'en ai parlé avec un membre du personnel qui m'a simplement répondu qu'ils étaient tenus de parler dans ces deux langues.

Situation similaire dans les trains internationaux. Je revenais de Berlin en train direct jusqu'à Paris. Le train a une heure de retard. L'annonce est faite par le contrôleur en français et en anglais. A Berlin : pas un mot en allemand !

(...) Lors du récent forum social européen, je suis sur un stand présentant l'espéranto. Chose stupéfiante, des Allemands, des Italiens jetaient un coup d'œil sur les affiches (en français et espéranto) et demandaient immédiatement les documents... en anglais, alors que nous les avions prévus dans une quarantaine de langues. Le Forum social ne fait finalement que reproduire à son échelle ce que font les sommets officiels. Pourquoi un Allemand ou un Italien ne demande-t-il pas d'abord si le document existe dans sa propre langue ? Sans doute que depuis des années, ils ont l'habitude de ne pas voir leur demande satisfaite et de se voir proposer l'anglais ! Alors, ils entrent dans le cercle vicieux (...) Les langues non utilisées deviennent des langues mortes.

(...) Si l'on enseignait l'espéranto quelques mois à tous les élèves, tout le monde pourrait communiquer beaucoup mieux qu'actuellement et on pourrait se remettre à enseigner toutes les langues : l'italien à Nice, l'alsacien à Strasbourg, le breton à Brest...

Et maintenant que va-t-il se passer avec les nouveaux pays membres ? Venez avec votre économie, mais pas avec votre langue ! Votre langue, c'est sous-entendu, votre culture, on n'en a pas besoin !

(...) En communiquant avec l'espéranto, personne n'impose sa culture, chacun communique le plus parfaitement possible et chacun a alors du temps libre pour apprendre les langues (et les cultures) de son choix (...).

Laurent Vignaud ■
Maine-et-Loire.

Langue internationale

Vous êtes partisans de l'apprentissage de l'espéranto qui aurait vocation d'être la langue internationale. Là, je ne suis pas du tout d'accord avec vous, car l'espéranto est une langue créée artificiellement. Chanter ses louanges, je ressens cela comme une injure vis-à-vis de toutes les autres langues qui ont, elles, une «épaisseur» (dans le bon sens du terme !), laquelle est due à leur histoire — histoire qui est d'ailleurs passionnante. A propos de l'anglais, de plus en plus utilisé comme langue internationale, je trouve qu'il a le grand avantage d'être une langue simple. Ce n'est quand même pas parce que nous parlons anglais pour nous comprendre entre peuples que nous allons sombrer dans l'actuel libéralisme des Etats-Unis ! Dans tout cela, comment oublier toute la richesse de la culture de la Grande-Bretagne, de toute la littérature anglo-américaine ? Voilà donc en quelques lignes le cri de protestation que depuis longtemps, je voulais vous adresser. Par ailleurs je vous redis quand même «bravo!» pour votre façon globale de voir les choses.
bien amicalement.

Crise du pétrole

Abonné depuis deux ans à votre revue qui m'a (un peu) sorti de mon ignorance conformiste, j'ai lu avec passion l'article d'Alain Dorange «La crise du pétrole est là» dans le n° 309.

Deux passages me paraissent contestables :

«Sans énergie, plus d'agriculture durable» (paroles d'un dénommé Simons, directeur d'une banque d'investissement pour l'énergie au Texas). On peut penser qu'au contraire c'est l'agriculture productiviste qui sera condamnée. Le numéro 7 de *L'écologiste* («comment nourrir l'humanité») raconte comment Cuba s'est convertie à l'agriculture biologique par la force des choses, par pénurie énergétique et chute des importations de pesticides et d'engrais.

D'autre part, concernant les énergies de substitution «le charbon et le nucléaire seront les remèdes d'urgence auxquels nous aurons recours, mais ne seront pas efficaces, sinon pour colmater les brèches».

On peut lire dans le *quid* : «le charbon est l'énergie fossile la plus abondante (...) sept fois plus que le gaz et le pétrole».

Perspectives : «obtention de gaz méthane»

Liquéfaction : «l'Allemagne produit pendant la guerre de 39-45 cinq millions de tonnes par an d'essence à partir de la houille. Actuellement l'usine pilote de BASF et mines de Sarre produit trois tonnes d'hydrocarbures à partir de six tonnes de houille. L'Afrique du Sud produit à Sasol 230.000 tonnes d'essence synthétique par an».

Les multinationales pétrolières sont capables, quand on connaît leur rapacité, de faire croire à l'absence d'énergie de substitution pour faire monter les cours.

Il est probable qu'une énergie aussi abondante que le charbon ne soit pas exploitée à grande échelle après tarissement du pétrole, avec bien sûr le drame que provoquera cette énergie pour la planète : explosion de l'effet de serre.

J'espère me tromper, et que vous me détrompezre (?).

Bien amicalement.

Philippe Le Coz ■
Ille-et-Vilaine.

Attac équitable ?

Attac en début d'année a diffusé des écharpes en batik «équitable» avec son gros logo % dessus. Ceci est une réponse à cette opération.

Toute l'industrie textile en France a été vendue à la ferraille. Le ferrailleur, le gros, celui qui peut acheter l'usine entière pour l'installer en Afrique ou ailleurs. Des contrées où il n'y a pas de RMA, d'Assedic, de sécu, de retraite, d'allocations familiales...

Alors «éthique», ça blanchit : on sait qu'il n'y a pas d'enfants esclave, et encore.

L'Éthique exploite moins, mais pour ceux qui bossent, c'est une exportation de leur travail contre de la monnaie, ou des constructions post-coloniales.

Je suis artisan métier d'art (tourneur sur bois). Depuis plus de vingt ans, nous sommes envahis par des produits artisanaux d'Inde, de Chine, d'Indonésie, d'Afrique, etc. A présent, avec l'Éthique, nous commençons à être envahis dans les réseaux informels ou associatifs où nous commercialisons, avec de plus en plus de difficulté, nos produits.

Les produits éthiques sont entre trois et dix fois moins cher qu'un produit qui correspondrait, fait en France, à la main, par un artisan d'art. Je ne revendique par l'arrêt des échanges internationaux. Cependant, plus nous consommons local et moins nous nourrirons l'industrie pétrolière.



Nous avons alors une traçabilité du produit, tant au niveau social qu'environnemental.

J. D. Denis ■
Ardèche.

Guerre aux pauvres

La guerre aux pauvres est déclarée ! Supprimons-les pour éradiquer la misère !

Sur tous les continents, de nombreux pays ont déclaré une guerre sans merci à tous ceux qui ne peuvent accéder «aux bienfaits» du capitalisme. Cette vague déferlante de rejet et de violence nous atteint, les exclus de tous poils sont de trop en France.

Comment s'opère cette élimination ?

Elle est active à trois niveaux : physique, social, et civique.

Sur le plan *physique*, il s'agit d'atteindre la santé, l'intimité, la sécurité.

La santé : en réduisant progressivement le droit aux soins, en supprimant les établissements hospitaliers non rentables, en diminuant le remboursement des traitements de première nécessité, en faisant pression sur les travailleurs de la santé pour déshumaniser les services, en culpabilisant les conséquences du mal-être : tabagisme, alcoolisme, drogues, chômage et délinquance surtout.

Il n'y a plus de victimes mais seulement des coupables. Le mot «victime» devient la suprême injure chez les jeunes.

Ainsi, une bonne partie des malades de milieux défavorisés deviennent coupables de leur état. La société peut donc arrêter de les soigner. Elle peut les condamner, les refouler en prison et autres lieux carcéraux.

L'intimité : il n'y a pas mieux pour détruire un être humain que de s'attaquer à son intimité physique. D'où les viols de toutes sortes atteignant les enfants, les femmes, et même les hommes.

A l'hôpital, les malades des milieux pauvres sont trop souvent manipulés sans précaution, utilisés comme champ d'expériences, mis à nus dans leur vie privée.

Dans le secteur social, c'est l'intrusion de plus en plus fréquente de la police qui humilie, matraque et emprisonne. Les dernières mesures gouvernementales laissent quartier libre à la police face à la délinquance des banlieues au détriment de la justice déjà défavorable aux pauvres. Ce sont d'autres formes de viols qui se mettent en place.

Au nom de la sécurité : l'Etat cherche à briser toute solidarité entre défavorisés. Ainsi, une personne qui héberge un sans-papier risque amende et prison. Les églises, anciennement lieu de refuge sacré, ferment leurs portes ou sont profanées par des interventions policières. Au nom de la sécurité, des adolescents de 13 ou 14 ans se retrouvent en prison avant d'être jugés, ils y subissent la loi du milieu où le viol est omniprésent.

Dans le domaine du social, celui-ci a perdu sa priorité en France. Il n'est

plus qu'un boulet, un poids dont veut se débarrasser la société avancée.

Les médias affirment que 67% des Français estiment que les chômeurs sont trop indemnisés... D'où les mesures actuelles : suppression ou réduction des droits ASSÉDIC, l'Etat se décharge du RMI pour le reléguer au département, le SMIC est battu en brèche par le RMA (cinq fois moins cher pour le patronat), les petites retraites sont encore réduites, et le gouvernement généralise les «coupes sombres» dans le budget social.

Pire que cela, l'être humain, s'il n'est pas friqué, n'est plus considéré. Il n'y a plus qu'une valeur sur terre : l'argent et ce qu'il procure. Toutes les injustices et tous les crimes deviennent possibles en toute impunité, et même justifiés quand il s'agit des pauvres. Ainsi, des sans-papiers sont renvoyés manu-militari, par charters entiers, dans leurs pays, souvent pour s'y faire massacrer.

Au nom de la libéralisation du profit, les pays riches — dont nous sommes — pillent les richesses et détruisent les fragiles organisations sociales des pays défavorisés, provoquant famines, maladies, pollutions extrêmes, catastrophes écologiques et violences.

Ainsi, de partout, nous fabriquons des multitudes d'exclus qui ont encore le tort de s'accrocher à la vie, de survivre, d'être coupables d'exister.

N'en doutez pas, dans notre beau pays de France, il ferait si bon vivre s'il n'y avait pas tous ces chômeurs, ces RMistes, ces jeunes beurs des banlieues, ces malades du sida, ces assistés que sont les vieux des «mouroirs», et combien d'autres indésirables.

Enfin sur plan civique, pour supprimer les pauvres, il importe de les priver de tous leurs droits durement acquis. Pour éliminer physiquement ou maintenir dans l'esclavage certains groupes humains, l'Eglise et l'Etat (parfois) n'ont pas hésité à déclarer qu'ils n'avaient pas d'âme... ainsi, les Indiens d'Amérique et, en d'autres temps, les femmes.

J'ai entendu cela de prêtres catholiques en Algérie, concernant les fellas (combattants pour l'indépendance de l'Algérie). Pas d'âme, donc bon à torturer et à abattre.

Aujourd'hui, les droits civiques les plus élémentaires, comme celui de voter, sont sévèrement battus en brèche. Les partis au pouvoir, de gauche ou de droite, se fichent depuis belle lurette de la classe ouvrière (il paraît même qu'elle n'existe plus) et de la masse d'électeurs qu'elle représente. Déjà, la moitié ne vote plus et c'est tant mieux, il suffit de manipuler l'autre moitié et ce qui aurait pu être un obstacle devient un troupeau soumis et berné.

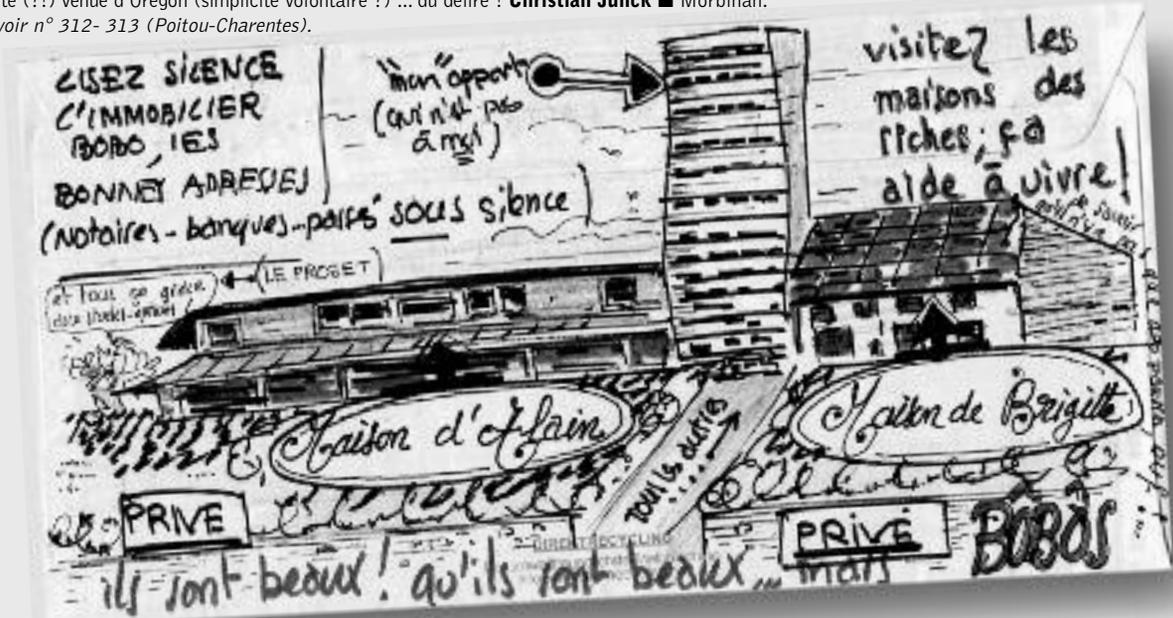
La gauche de Mitterrand s'est appuyée sur les classes moyennes considérées comme les chiens de garde du progrès capitaliste. La droite d'aujourd'hui n'est que le valet des plus riches du monde, elle dicte toutes ses lois en leur faveur.

Le pauvre n'est plus un citoyen, et sans doute plus un homme. Sachez-le, camarades de misère, ne votez plus, ne faites plus confiance à aucun de ces valets du pouvoir capitaliste. Ne vous laissez pas non plus manipuler par l'extrême-droite ultra-libérale et raciste. Cessez de courber l'échine,

L'immobilier bobo, les bonnes adresses passées sous silence !

Échange 45 m2 en HLM contre la maison de Reinhold et Brigitte... ou, plus modestement, une des maisons (éco-habitats du canton de Vouillé)... Quant à la yourte (?) venue d'Oregon (simplicité volontaire ?) ... du délire ! **Christian Junck** ■ Morbihan.

ndlr : voir n° 312- 313 (Poitou-Charentes).



Décroissance et niveau de revenus

Vous avez été nombreux-e-s à réagir au courrier de Sylvie Nowak (n°311), voici rassemblées vos premières réactions.

Je suis une nouvelle lectrice de la revue *Silence* et compte bien devenir une adepte tant je la trouve bien conçue, détaillée et riche en informations. De surcroît, je m'y sens «chez moi» car elle est rédigée dans une langue que je comprends, à croire qu'il y a plusieurs langues françaises... J'apprécie beaucoup la rubrique «annonces» et la variété des idées présentes.

Deux articles m'incitent particulièrement pour vous adresser ces quelques lignes car ils me touchent de près. Il s'agit de celui rédigé par Madeleine Nutchey et sa notion d'indépendance et du message de Sylvie Nowak, qui semble vivre une certaine galère et avec qui je partage entièrement l'opinion que vivre en total accord avec ses idées écologiques n'est pas à la portée des bourses modestes. Pardon si je parle un peu de moi, tel n'est pas mon but, mais seulement de tenter de transmettre le fruit de l'expérience que j'ai connue par rapport à la notion de liberté, d'indépendance et de richesse dans une société de consommation despotique.

J'ai consacré mes 30 premières années à aller à contre courant de la destinée qui est promise lorsqu'on naît dans une famille à problèmes (familiaux et sociaux), à savoir à m'instruire, quelle qu'en soit l'impossibilité évidente. J'ai vu dans l'instruction la seule porte possible pour moi de sortir d'un cercle infernal intergénérationnel. (...) Après trois ans de chômage et de profonde remise en question, j'ai créé mon propre emploi de traductrice d'où une misère accrue pendant les trois premières années. Au cours de cette période, j'ai connu de nombreux moments de pur désespoir. Maintenant, mon entreprise est pérenne et j'ai accompli tous les rêves que j'avais à 15 ans, et même au-delà si je prends en compte que mon vécu a nuancé ces rêves, je veux dire que si j'avais connu la facilité pour y accéder, je me serais trompée de notion de liberté, d'indépendance ou tout simplement de ce que je me sens être réellement. Aujourd'hui, je suis financièrement autonome et cela me suffit, j'ai accédé à davantage de confort et de sécurité matérielle mais j'essaie de maintenir un état de détachement où aucun des biens matériels que je possède ne peut servir à quiconque à faire pression sur moi. Je réalise après coup à quel point la pauvreté a finalement été un cadeau de la vie tant elle m'a appris. En fait, la pauvreté est une illusion dont on souffre matériellement, physiquement et moralement jusqu'au tréfonds, mais elle a une fin dans les deux sens du terme. Mais elle n'est rien d'autre qu'un consensus ou une étiquette qu'on appose. En fait, lorsqu'on est très pauvre, on n'apprend pas seulement à se contenter du «vital», on révisé à la baisse d'une façon draconienne sa notion du vital, on se trouve très marginalisé, donc seul. Plus aucun avenir ne peut venir de l'extérieur, on est contraint d'aller creuser au fond de soi, au cœur de soi, là où il est donné à peu de gens d'aller, dans notre société occidentale d'enfants repus. Et là on découvre des trésors, on découvre sa véritable identité, sa foi, l'authentique sens qu'on donne à la vie, la force de soulever sa montagne. C'est une traversée du désert dans laquelle on se métamorphose, on perd sa vieille peau constituée de tous les conditionnements reçus dès la naissance. C'est une véritable cure de désintoxication qui laisse l'esprit clair, débarrassé de tout attachement aux apparences et autres préjugés. Là, on commence à entrevoir que la vraie liberté se trouve dans le détachement et l'amour de la vie.

(...) Le sourire est la seule vraie possession humaine. Le sourire est très écologique, gratuit, énergisant et renouvelable et tout le monde peut participer. Alors, si c'est possible, j'aimerais adresser au passage un grand et amical sourire à Sylvie (...). Moi aussi, je suis obligée de renoncer à, par exemple un chauffe-eau solaire (...) et même je roule dans une voiture pourrave qui pue, en attendant de pouvoir me payer mieux (la vie à la campagne, ça coûte cher en déplacements + le fils fait des études et passe son permis de conduire). Les seuls trucs écologiques que je peux faire à part trier mes poubelles et éviter les déchets inutiles, c'est rationaliser mes déplacements, les rentabiliser en prenant les auto-stoppeurs et me chauffer uniquement au bois car j'ai la chance d'avoir une cheminée avec un foyer fermé d'un bon rendement muni d'un moteur qui répartit la chaleur. Là je fais vraiment des économies mais j'accepte qu'il ne fasse que 16 degrés maxi chez moi tout l'hiver. Mais c'est déjà rudement bien d'avoir une conscience écologique et d'essayer de faire au mieux selon ses possibilités. Parler d'écologie, c'est déjà agir en faveur de l'environnement.

Muriel Fossard ■
Orne.

J'aimerais répondre à Sylvie Nowak (*Silence* 311) parce que sa lettre m'a beaucoup touchée. En fait il y a longtemps que je songe à vous envoyer une telle lettre. En effet je lis toujours votre revue avec plaisir, et je me sens très proche de vos idées, mais il est difficile de les appliquer au quotidien. Je suis professeur de français pour étrangers, non titulaire de l'éducation nationale, et je fais malheureusement partie de ceux que l'on nomme les «précaires». Je travaille pour une petite association à Paris, dans le treizième. J'ai un salaire de base de 860 euros par mois, auquel s'ajoutent parfois des heures supplémentaires et des cours particuliers, mais je ne gagne jamais plus de 1000 euros et je peux vous assurer que c'est très difficile de vivre «bio et écolo» avec ce salaire, d'autant plus lorsqu'on paie 450 euros de loyer... donc comme Sylvie je vais plutôt dans les supermarchés discount, je ne m'achète jamais de vêtements neufs, je ne peux pas acheter les produits «locaux», je me déplace en bus ou en métro, je me chauffe au chauffage électrique, je n'ai pas de quoi avoir un bout de jardin (impossible à Paris !)... et je rêve d'un monde meilleur ! Je milite pour ATTAC, je fais du bénévolat, je fais partie des réseaux «Stop-précarité» et «Sortir du nucléaire»... mais bon, la vie quotidienne est loin d'être simple quand on n'a pas d'argent dans une société où l'argent est roi... difficile dans ces conditions de vivre en accord avec ses idées ! Bonne continuation.

Christine Avignon ■
Paris.

J'ai 57 ans. En 1971, après avoir fondé un foyer, j'ai vécu normalement — c'est-à-dire sur le mode consommateur — durant une douzaine d'années. Mon divorce, en 1985, m'a peu à peu amené à remettre en cause les valeurs enseignées par le Système et à entamer, inconsciemment, une *décroissance personnelle*. Depuis une dizaine d'années, je dispose d'environ 800 euros mensuels. Je vis seul. Mon loyer (maison d'artiste située en pleine campagne et disposant du confort standard) est de 275 euros ; je possède une petite voiture (Punto) avec laquelle j'effectue environ 10.000 km par an (à mon grand regret, car la violence routière me désole chaque jour davantage; mais c'est la rançon de la vie au milieu des champs et d'une famille située à 300 km de là). Mon alimentation est plutôt végétarienne, mais il m'arrive cependant de consommer des plats cuisinés industriels. J'achète peu de vêtements, faisant durer ceux que j'ai (par exemple, en évitant de les laver à tout bout de champ, alors qu'ils ne sont pas sales, parce que la culture en place veut que nous soyons toujours plus blancs que blanc...). Je dépense davantage en achat de livres..., question de choix ! Et ce niveau de vie me suffit amplement. Mais il est vrai que la proximité de la nature y est pour beaucoup. En ville, je dépérirais.

La décroissance, je la vis bien, au quotidien, avec les possibilités qui sont aujourd'hui miennes. Bien sûr, il serait préférable que je revende ma voiture et ne me déplace qu'à vélo et en train; bien sûr, des panneaux solaires seraient moins polluants que la chaudière au fioul; bien sûr, mon alimentation serait plus respectueuse de l'environnement si je préférerais la coop bio (40 km) à la supérette locale. Mais tout cela n'étant pas envisageable, je «décrois» autrement : j'évite autant que faire se peut de tomber dans les chausse-trappes de la publicité, de la mode, des médias, de tout ce qui tend à nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Comme, par exemple, que la décroissance s'adresse surtout aux individus matériellement disposés à l'accepter.

Autrefois, on disait que pour gagner de l'argent, il fallait investir.

Aujourd'hui, on dit que pour économiser de l'argent — et par la même occasion, la Terre — il faut encore investir : certes, l'Economie manie le paradoxe avec brio ! Si, en effet, la décroissance consiste à reconvertir tout le matériel existant en matériel écologique, l'Industrie a encore de beaux jours devant elle... et la Terre n'en a pas fini de «déroouiller». Et seuls les gens en mesure d'investir auront l'impression de participer à son pseudo-sauvetage. En réalité, les investissements des nantis en matière d'écologie leur donnent bonne conscience et leur permettent de déléguer à la technique le soin de sauver la Terre à leur place. Reste que leur esprit, lui, n'a pas changé, ou fort peu. Or, la décroissance, pour qu'elle porte ses fruits, doit avant tout être vécue dans la tête. Ce sont nos idées, notre culture, nos comportements qui doivent d'abord décroître. C'est pour cette raison, Sylvie, qu'en étant pauvre, vous êtes mieux placée que ces gens riches condamnés à paraître au lieu d'être. Je crois en effet que notre rôle, sur cette terre, est d'être vrais, authentiques. Et cela, tout l'or du monde ne l'achètera jamais !

Yves Emery ■
Côtes d'Armor.

Suite page 48

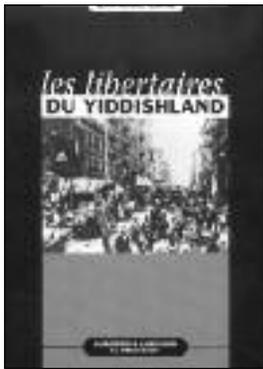


Les libertaires du Yddishland

Jean-Marc Izrine
Éd. Alternatives Libertaires
et Le Coquelicot
1998 - 98 p. - 11 €

À travers cet ouvrage, l'auteur nous dresse un portrait du militantisme juif au sein des mouvements ouvriers, communistes et anarchistes. Il nous propose un tour du monde de ces militants et nous présente au passage une face cachée de la communauté juive. Et, même si ces militants furent peu nombreux, il n'en reste pas moins qu'ils participèrent activement à différentes luttes sociales d'Uruguay en Russie en passant par la Pologne, la France (édition d'un journal début des années 80), Israël (existence future du mouvement !)...

Si vous voulez tout savoir sur les différentes tendances libertaires, cet ouvrage vous présentera l'historique du mouvement au sein de la communauté juive. Par contre, pas grand-chose sur l'actualité de ce mouvement et sur les militants israéliens (non-libertaires) d'aujourd'hui pour la paix et la décolonisation. JP.



Cités de femmes, l'espoir maintenant

Cécile Petident
et Muriel-André Sourire
Ed. du Félin
2002 - 160 p. - 18,30 €

Journalistes à *France Bleu*, les auteures avaient réalisé toute une série d'émissions en laissant parler des femmes des cités. Dans ce livre, elles reprennent ces émissions en classant les témoignages par thèmes. Cela donne un livre

avec un seul long chapitre, comme un immense dialogue entre femmes de plusieurs villes, un dialogue qui fait ressortir bien des espérances, loin des clichés habituels. Revigorant. FV.



Les mirages de l'aide internationale

David Sogge
Collectif d'éditeurs
(L'Atelier pour la France)
2003 - 330 p. - 15 €

L'aide internationale est devenue un énorme business. Supposée être désintéressée, elle dépend pour une bonne part de la bonne volonté des Etats et est donc orientée en fonction des besoins politiques. Des propos que l'on pourrait étendre à l'humanitaire en général. quand on parle de développement, de quel développement s'agit-il ? De celui qui reçoit ou de celui qui donne ? L'auteur s'interroge alors sur les possibilités de démocratiser les processus d'aides pour éviter les conséquences négatives actuelles. Cela s'inscrit dans la réflexion pour une autre mondialisation. Il pose la question de l'imaginaire qui nous anime, car penser autrement l'aide, c'est penser autrement tout court. En sommes-nous capables ? Et il cite un proverbe du Zimbabwe : «les histoires de chasse resteront des épopées glorieuses jusqu'au jour où les animaux auront leurs propres histoires». Il propose quelques principes de base : d'abord ne pas nuire, s'assurer que cela augmente de la part du groupe aidé son estime de soi, que cela mène à un mieux-être. Cela ne va pas assez loin : si des pays ont besoin d'aides, c'est souvent parce qu'ils ont été pillés. Et la première mesure à prendre serait d'arrêter

Témoin gênant

Yves Elie et Renée Garaud
Ed. VB Films (Montpellier)
2003 - 55 mn - 22 € (+ 2 € de port)

Les abeilles meurent en grand nombre. Le phénomène commence en France et apiculteurs de tous bords essaient de comprendre. Les concordances avec l'arrivée du Gauchon et du Régent comme pesticides dans le tournesol et le maïs se font de plus en plus insistantes. Les apiculteurs essaient alors d'obtenir l'interdiction de la molécule à la base des deux produits. Mais la firme Bayer fait de la résistance et bénéficie d'appuis dans les ministères. Le film raconte comment le doute devient certitude, comment les résultats scientifiques sont écartés, comment le ministère joue la montre... pendant que les abeilles meurent. Le film s'arrête fin 2003 peu de temps avant que le gouvernement ne cède... mais en 2004, s'il y a interdiction de commercialiser la molécule, il est encore possible d'écouler les stocks. Très bon documentaire. MB.

le pillage. Bizarrement, l'auteur ne s'interroge pas sur notre ponction permanente des richesses du Sud. MB.

Le projet grands singes

sous la direction de Paola Cavaliere et Peter Singer
Ed. One Voice
2003 - 360 p. - 20 €

Cet ouvrage regroupe les témoignages de plus de trente scientifiques issus de disciplines variées : éthologues, biologistes, philosophes... Leur point commun est d'avoir tous étudié les comportements des animaux et des humains, d'avoir réfléchi sur les différences propres aux espèces de grands singes (chimpanzés, gorilles et orangs-outans) et sur celles qui nous servent à justifier les différences d'avec l'être humain. Leur conclusion est on ne peut plus parlante : il est temps d'élargir les droits que l'on accorde aux êtres humains aux autres grands singes. En effet, en dehors de tout jugement moral, les preuves accumulées par les nombreuses recherches sur les grands singes sont incontestables. Du comportement social à la transmission de connaissances, de la faculté de faire le lien entre un mot et sa représentation mentale, de la faculté à se souvenir d'un fait ou d'une rencontre passé à celle de demander un produit déterminé, les barrières que l'espèce humaine avait établies pour se démarquer de ces animaux sauvages ne correspondent en fait qu'à des jugements sans fondement issus de la méconnaissance des grands singes. Voici quelque-uns des droits que

nous devrions partager entre grands singes : le droit à la vie, la protection de la liberté individuelle et la prohibition de la torture. Hormis quelques répétitions dans les témoignages, la diversité des arguments apportés nous amène à remettre en question notre statut au sein du monde des grands singes. JP

Pour avoir dit non

Hélène Bracco
Ed. Paris-Méditerranée
2003 - 334 p. - 22 €

Ce livre est une vaste enquête sur les mouvements de désobéissance, d'objection de conscience et d'insoumission pendant la guerre d'Algérie (entre 1954 et 1962). On y retrouve les luttes de l'époque mais également un travail de recherche pour retrouver ce que sont devenus après la fin de la guerre ceux qui avaient eu le courage de refuser la guerre. Le début d'une reconquête de l'Histoire après des décennies de silence sur le sujet. MB.



Du développement à la décroissance

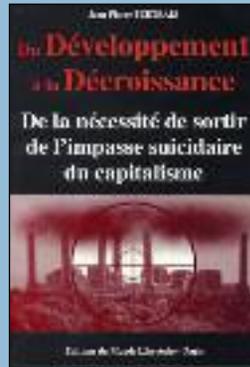
Jean-Pierre Tertrais

Ed. Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris)

2004 - 48 p. - 3 €

Très bon travail synthétique sur la mythification du «développement» comme nouvelle méthode coloniale du capitalisme : «en utilisant le tiers-monde comme réservoir de matières premières et de main-d'œuvre servile, cette œuvre 'civilisatrice' va créer, précisément, le sous-développement parce que les échanges se dérouleront à l'avantage exclusif des sociétés dominantes, avec la complicité achetée des élites dirigeantes locales» [p.3]. La croissance est présentée comme une solution miracle alors que «le décalage ne cesse de croître (...) Il était de un à deux aux environs de 1700, de un à cinq à la fin du 19e siècle, de 1 à 15 en 1960, de 1 à 45 en 1980. Le sur-développement crée le sous-développement» [p.10]. Lorsqu'il aborde la décroissance, il fait de curieuses généralisations : «De sérieux obstacles se dressent devant nous parce qu'il est difficile pour une société d'accepter l'idée de sa propre finitude (tellement difficile que certains envisagent une décroissance «soutenable», c'est-à-dire qui ne devra pas «générer de crise sociale remettant en cause la démocratie et l'humanisme» et donc qui devra préserver le système capitaliste» [p.21]. Le lien entre la citation et le renoncement à lutter contre le capitalisme n'est pas évident, même s'il est vrai que la mouvance «décroissance» n'est pas claire sur ce plan. Par contre l'auteur se plante en beauté en affirmant que «si globalement à l'échelle planétaire, il n'y a pas d'autre choix que celui de la décroissance physique, il est évident que, compte tenu du fait, dans les pays pauvres que de nombreux besoins primordiaux ne sont pas satisfaits, il serait indécent d'exiger d'eux qu'ils se serrent la ceinture» [p.28]. Il avait pourtant bien expliqué que cette notion de pauvreté a été créée de toute pièce pour vendre les produits du Nord quelques pages avant ! Ce qui est dit côté décroissance, c'est qu'il faut d'abord arrêter le pillage de ces pays, ensuite, ils auront largement de quoi vivre : «Il faut rappeler que jusqu'à la deuxième guerre mondiale, les pays africains sont globalement autosuffisants sur le plan alimentaire» [p.3].

L'auteur après un rappel de la réflexion anarchiste, appelle au rapprochement entre ceux qui ont pris conscience des limites de la planète et ceux qui luttent pour la justice sociale, deux combats contre la capitalisme. Là, on ne peut que souscrire. MB.



Les femmes et les enfants d'abord

Cécile Bertrand

Ed. Luc Pire (Bruxelles)

2003 - 96 p.

Cécile Bertrand est bien connue des militant-e-s belges pour ses dessins percutants sur le féminisme entre autres dans la revue écolo *Imagine*. Voici un fort agréable recueil de dessins sous forme d'un abécédaire du sexisme de A comme amour à Z comme zizi. De grandes réflexions en seulement quelques traits de crayon.



La philosophie du punk Histoire d'une révolte culturelle.

Craig O'Hara

Éd. Rytrut (38190

Saint-Maury)

2003 - 224 p. - 14 €

Cet ouvrage, traduit de l'américain, ne s'adresse pas qu'à ceux et celles qui vivent ou ont vécu cette épopée contestataire, et qui (re)découvriront les revendications politiques du punk à travers une myriade de groupes engagés, indépendants et autonomes.

En effet, pour ceux et celles qui rejettent le mouvement punk sur un a priori musical ou vestimentaire, pour ceux et celles qui ne voient dans le punk que bières, drogues, danses violentes et destructions, je conseille fortement la lecture de ce livre. En effet, nous partons au fil des pages, aux racines du punk pour remonter jusqu'au courant actuel, tout en ayant pris soin de nous arrêter aux philosophies non-violentes,

anti-racistes, anti-autoritaires... de ce mouvement politique, et ce à travers une kyrielle de groupes et de publications.

Cet ouvrage prend la défense du punk en nous présentant ses critiques du système mais également ses engagements au quotidien dans des luttes que ne renierait pas tout bon écologiste. Penchez-vous ne serait-ce que sur le chapitre concernant la pratique du do-it-yourself (faites-le vous-même) et votre attitude face à ce mouvement devrait changer. Alors écolo et punk même philosophie ? A un doigt de bière près conclurait le médisant ! JP. Une réussite. MB.



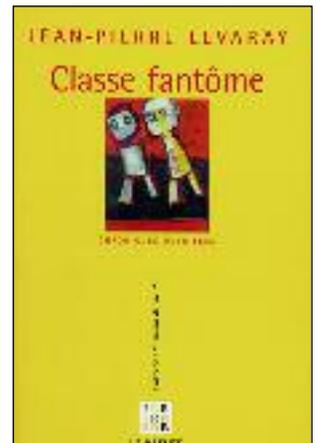
Classe fantôme

Jean-Pierre Levaray

Ed. Le Reffet

2003 - 132 p. - 13 €

Après le succès mérité de son livre *Putain d'usine*, Jean-Pierre Levaray poursuit ici ses chroniques du monde ouvrier dans lequel il vit. Comme à AZF, il travaille dans une usine d'engrais. C'est toujours aussi bien écrit et toujours aussi juste au niveau des observations. La vie de la «France d'en bas» est un moyen de nous rappeler que la «classe ouvrière» existe toujours, que ce n'est plus parce qu'on n'en parle pas qu'elle n'est plus là : il y a sept millions d'ouvriers en France et on peut y rajouter autant d'employés de bureau. FV.



Codes de conduites des multinationales

Outils de progrès social ou coup de pub ?

Réseau-Solidarité (Rennes)
2003 - 112 p. - 10 €

Sous la poussée de l'opinion publique alertée par des réseaux associatifs comme Réseau-Solidarité, les multinationales cèdent petit à petit du terrain, notamment en élaborant des codes de conduites. Les analyses ici montrent bien que les quelques améliorations que cela représente ne suffisent pas pour permettre d'atteindre un progrès social.



Livres

On trouve un fac-similé d'un bon article sur le commerce équitable comme gadget chez Carrefour. Mais la brochure malheureusement s'arrête là : on ne sort pas de l'idée qu'il est possible d'obtenir de ces multinationales une bonne conduite. Il n'y a pas de remise en cause réelle de la mondialisation qui va avec, encore moins du système capitaliste, pas plus de l'idéologie occidentale de développement. Pourtant toutes les analyses présentées y mènent. Alors ? MB.

OGM, farines animales et autres vacheries

René Bickel, 116, rue de Mittelwihr, 68150 Ostheim
2004 - 48 p. - 10 €

Recueil de dessins et de commentaires sur les questions qui nous polluent la vie actuellement. Ouvrage militant : un dessin vaut parfois mieux qu'un long discours. FV.



BANDES DESSINÉES

Frère de lait

Andreas Gefe et José-Louis Bocquet
Ed. Emmanuel Proust
2002 - 72 p. - 14 €

Deux enfants adoptés à la campagne sont jumeaux. Mais l'un, noir, veut rencontrer d'autres personnes de la même couleur. Voyage à Paris où les deux adolescents se laissent entraîner dans des fêtes louches. Réflexions sur le racisme, mais aussi sur la naïveté de la jeunesse. Un roman noir dessiné dans une technique particulière : huile sur verre,

crayon gras et carte à gratter pour un dessin qui rend particulièrement bien le flou de la situation. Une réussite. MB.



Le train des oubliés

Didier Daeninckx, Mako
Ed. Emmanuel Proust
2003 - 64 p. - 12 €

Partant d'un fait divers réel, des enfants qui meurent dans une mine du Nord, enquête d'un des parents pour savoir la vérité et découverte de la reconversion de certaines mines en décharge de produits toxiques. Belle plume et narration efficace. MB.



Oki : souvenirs d'une jeune fille au pair

Christian Godard et Eric Juszezak
Ed. Glénat
2003 - 48 p. - 9 €

Oki est embauchée pour accompagner une femme enceinte dans un lieu de repos. Mais de repos, il n'y aura point car une bande de tueurs essaie de flinguer le gros ventre. Sous forme d'un polar au

NOUS MONS ÉGALEMENT REÇU

■ **A la frontière du monde**, Béatrice Gaudy, éd. de l'Agly (66220 Saint-Paul-de-Fenouillet), 2003, 80 p. 12 €. Recueil d'une quinzaine de nouvelles poétiques de l'auteur que nous avons publiée dans notre numéro 300. Illustrés par ses propres peintures.

■ **Violences et globalisation**, sous la direction de Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, éd. L'Harmattan, 2004, 350 p., 29 €. Avant la chute du mur, on avait d'une part une concurrence impitoyable entre les deux blocs, d'autre part, la présence d'un terrorisme à prétention révolutionnaire. La chute d'un des blocs aurait-il dû marquer la disparition de la violence ? Il n'en a rien été et la guerre à grande échelle s'est déplacée dans les pays arabes, tandis que la contestation connaît un nouveau souffle avec les altermondialistes. Ce mouvement est-il une prise de conscience que le capitalisme n'est rien d'autre que le nom de la guerre économique ? Al-Qaïda n'est-il finalement qu'un outil d'une partie de ce système ? Beaucoup de bonnes analyses, de bonnes critiques (libertaires), mais peu d'éléments de réponse.

■ **Développement durable et devenir de l'homme, un enjeu pour la paix**, sous la direction de Jean-Philippe Barde, Marie-José Del Rey, Jean-Pierre Ribault, éd. L'Harmattan, 2003, 200 p., 16,80 €. Approche spirituelle par des membres de différentes religions du concept de développement durable. Même remarque que ci-dessus : ignore totalement que le développement est d'abord vécu dans le sud comme un facteur de guerre !

■ **Devenir son propre médiateur**, Joëlle Timmermans-Delwart, éd. Chronique sociale, 2004, 160 p. 14,50 €. Intéressant livre pour travailler son attitude face au conflit, comment apprendre à se connaître pour mieux écouter l'autre, comment tirer le positif d'un conflit, comment de ce conflit déboucher sur la coopération.

■ **Les douze preuves de l'inexistence de Dieu**, Sébastien Faure, éd. Libertaires (35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2004, 96 p. 10 €. Au début du 20e siècle, le débat fait rage sur le rôle de la religion dans la société et conduira à la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905. En 1903, Sébastien Faure publie ce texte... qui un siècle après reste d'actualité.

■ **Les hommes jardiniers**, Caroline et Martine Laffon, éd. Seuil, 2004, 192 p. 40 €. Livre plein de belles photos de jardins à la française, avec surtout des droites et des figures géométriques. Passe à côté des jardins à l'anglaise, des jardins évolutifs d'aujourd'hui, des jardins artistiques. Vision passéiste des jardins.

■ **L'Hommauto**, Bernard Charbonneau, éd. Denoël, 2003, 140 p. 13 €. Réédition d'un célèbre pamphlet contre l'automobile paru initialement en 1967 et qui annonçait déjà l'asphyxie des villes et l'immobilité progressive des monstres de métal. A lire en ces temps de canicule.

dessin assez classique, un arrière-fond politique qui nous rappelle que Monaco doit sa survie pour une bonne part au blanchiment d'argent, avec le soutien de la famille princière. MB.

Ces gens qui sont des arbres

David Dumortier
Ed. Cheyne (43400 Chambon-sur-Lignon)
2003 - 48 p. 12,50 €

Dès 10 ans. Richement illustrée, de la poésie en vers libres, en petits paragraphes, en petits contes sur les arbres que nous croisons dans notre vie, depuis l'arbre sauvage jusqu'au sapin désodorisant qui pend sous le rétroviseur, depuis l'arbre fruitier jusqu'au résineux en pot, au garde-à-vous devant une entrée. Agréable. FV.



ENFANTS

Djim Zougrou, l'enfant des rues

Ouaga-Ballé Danaï
Ed. L'Harmattan
2003 - 72 p. - 9,50 €

Dès 7 ans. Sous forme d'un conte, la prise de conscience du président d'un Etat africain devant les montagnes d'ordures qui s'accumulent. La solution proposée : faire travailler des enfants des rues dans des centres de valorisation des ordures ! Bonjour le développement durable ! Message politique plus que douteux ! Et c'est suivi d'un cahier de travail pour l'enfant dans le même genre. De l'écologie mal comprise. MB.

↳ **Courriers :**

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

Ⓞ **Renseignements :**

04 78 39 55 33 mardi et jeudi

Ⓞ **Diffusion - Comptabilité -**

Abonnements :

04 74 07 08 68 le mardi

04 78 39 55 33 le jeudi

Ⓞ **Rédaction :** 04 78 39 55 33 le mercredi

Ⓞ **Stands, correspondants :** 04 74 65 50 34

Ⓞ **Réassortiment, librairies :** 04 74 07 08 68

Ⓞ **Virements bancaires :**

CCP 550 39 Y LYON

Ⓞ **Distribution en Belgique :**

Brabant-Ecologie - Route de Rénipont, 33 -

B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 -

CCP 000 15 19 365 54

Ⓞ **Distribution en Suisse :**

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 3^e trimestre 2004

Tirage : 7 500 ex

Editeur : Association Silence

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Communication et documentation :

Alexandre Esteban

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, salons et fêtes : Dorothee

Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Dorothee Fessler, Alain-Claude

Galtié, René Hamm, Catherine Lefrançois,

Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Sylviane

Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard,

Richard Grantham, Jacques Grinevald,

Henri Persat, André Picot

Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Raymond Vignal,

Françoise Weité

Expédition : Christiane Bessenay, Mélanie

Combes, Claude Crotet, Christian David,

Olivier David, Marguerite Descamps, Paul

Garde, Dolores Gracia, Cécile Imbert,

Céline Kerdat, Vincent Martin, Paulette

Mazoyer, Patricia Michel, Sylviane Michel,

Mélissa Nayral, Reine Rosset, Bertrand

Roussel, Myriam Travostino.

Ont participé à ce numéro : Christophe

Beau, Jean-Louis Do, Fabrice Flipo,

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex □, 3 € pour 2 ex □, 4 € pour 3 ex et plus □.

Numéros régionaux

□ **218 Alsace**

Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach. Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner. Bilinguisme **3,8 €**

□ **272-273 Rhône**

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . **6 €**

□ **285-286 Isère**

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage **6 €**

□ **291-292 Aquitaine**

Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Bousac. Utopia. **6 €**

□ **298-299 Franche-Comté**

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cogne. La Fraternelle. La Batailleuse. Bioloopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité **6 €**

□ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**

Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Iliotopie. Mille babords. Ballon rouge. CIRA. Longo Mai. GERES. Graines de vie. Pic Noir **6 €**

□ **312-313 Poitou-Charentes**

Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. **6 €**

Autres numéros

□ **242 Eaux et pollution de nos WC**

La Cravira. Palestine. Ecologie en Chine. . . . **3,8 €**

□ **254 Ecopsychologie**

Femmes militairement incorrectes. Seattle. Roses venues du Sud **3,8 €**

□ **258 Parcs naturels ou peuples indigènes**

Les gros dans la communication. L'effet Bové. On ne naît pas tueur **3,8 €**

□ **262 Quelle démocratie ?**

Climat et négociations. Maison de papier. McDo écolo. Médias différents **3,8 €**

□ **264 Technologies et solitude**

Compagnonnage alternatif. Démocratie. Décharge ou incinérateur **3,8 €**

□ **267 Ecologie, où sont les jeunes ?**

Forces et faiblesses de la bio. Téléphone portable. Démogestion. **3,8 €**

□ **269 Déchets nucléaires à Bure**

Un autre monde est possible. Développement durable ou croissance infinie. **3,8 €**

□ **271 Inégalités dans les SEL ?**

Politique : naïf, conciliateur, rebelle. BP au Tibet **3,8 €**

□ **274 Habitat convivial aux USA**

Bure, enjeu international. La bio au secours de l'eau. René Dumont **4 €**

□ **277 Land-Art et écologie**

Noël Màmère. Après 11 septembre. Camions et montagnes. Déchets et industrie . . . **4 €**

□ **283 Déroutes du voyage**

Refaire le monde, mais où ? La nourriture, ce produit manufacturé ? Eoliennes **4 €**

□ **284 Jeûner et sortie du nucléaire**

Développement : de la pauvreté à la misère. Ecovillages. **4 €**

□ **289 Un monde écolo possible ?**

Croissance des associations. Sud et pesticides. Mauvais garçons **4 €**

□ **290 Ne pas oublier le train**

Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. **4 €**

□ **294 Enfance en collectif**

Prostitution. Trucs bioclimatiques **4 €**

□ **300 Nos lecteurs ont du talent**

40 pages réalisées par les lecteurs. . . . **4 €**

□ **301 La face cachée des vaccins**

Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef **4 €**

□ **304 Toujours sexistes ?**

Société de frugalité. Auto-déstruction. Nucléaire : secret défense. **4 €**

□ **307 Ecocités**

Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. **4 €**

□ **309 Objectif Négawatt**

Crise du pétrole. Armée et nucléaire. Dévalour d'Illich. Cinéma **4 €**

□ **310 Nature politique de l'écologie**

Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin **4 €**

□ **311 OGM Violence marchande**

Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. **4 €**

□ **Annuaire de la presse alternative**, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

□ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
□ Particulier	12 n°	40 €
□ Institution	12 n°	80 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	65 €
□ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
□ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
□ Petit budget	12 n°	25 €

□ Découverte 1ère année 6 n° 25 FS

□ Particulier 12 n° 60 FS

Autres pays et Dom-tom

□ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
□ Particulier	12 n°	45 €
□ Institution	12 n°a	90 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	70 €
□ Petit budget	12 n°	40 €



Suisse

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.



Décroissance et niveau de revenus

(Suite de la page 43)

Vous avez été nombreux-e-s à réagir au courrier de Sylvie Nowak (n°311), voici rassemblées vos premières réactions.

Je réponds sur ta lettre, qui évoque des choses très familières pour moi. Mais je partage peu ton amertume, ni la pensée couramment répandue qu'il faut être friqué pour manger sain. Je mets cartes sur table et je compare :

Financièrement je travaille à mi-temps et je gagne 536 euros, il m'en reste 500 à cause de la part de loyer que l'APL ne couvre pas.

J'ai deux enfants à charge et un fils étudiant qu'il faut aider un peu. Je suis séparée de leur père : il n'y a pas de pension, nous nous partageons les enfants à mi-temps.

Les allocs familiales passent dans le remboursement de l'emprunt de la maison que nous avions achetée et que je n'ai pas voulu vendre à notre séparation.

Les dépenses scolaires et vestimentaires sont couvertes par les bourses des filles, ainsi que leur argent de poche (10 euros/mois à 15 et 18 ans).

J'ai une vieille voiture, je roule peu et je me sers beaucoup du vélo.

J'ai la chance de louer une vieille maison en centre ville dans les Pyrénées-Orientales.

Elle n'est pas très froide, je me chauffe au bois, à raison de quatre ou cinq stères par an que je faisais jusque-là avec un ami, et que j'espère troquer cette année.

Je m'habille à la fripe. Exceptions : mes chaussures, chères (75 euros les sandales, 100 les bottes) mais solides (cinq ans).

Je mange bio en partie (jardins de cocagne, marché) produits locaux de base (marché) peu en supermarché, autant qu'à la Biocoop (cet hiver les oranges bio étaient moins chères que celles vendues sur le marché sous le nom de « locales » ou « naturelles »).

Je ne mange pas de viande tous les jours, je cuisine, j'utilise les protéines végétales, les graines germées, les fruits des vergers abandonnés (50 % au moins de notre consommation). Je fais mon pain : quatre à cinq fois moins cher. J'achète la farine bio ou je la troque dans une ferme en biodynamie dont je suis membre du GFA.

Pas de problème de santé, pas de médecin traitant, un peu d'homéopathie, un naturopathe pas cher. Dentiste, oui (j'ai quelques conflits de dévalorisation personnelle, d'où les problèmes dentaires. Mais je tutoie mon dentiste et le prothésiste m'a fait un petit cadeau).

Mes frais de correspondance sont assurés par mes activités associatives. Mes loisirs : ciné-club, pas cher à l'année ; festivals d'été dans ma ville ; les copains, le Sel autrefois, la médiathèque ; la nature, sublime, juste à côté. J'apprends le violon traditionnel et je paie mes cours en purée de cynorrhodons. A 35 km de chez moi.

Ce qui m'attriste parfois : ne pas pouvoir recevoir beaucoup d'amis chez moi. Le stress de mes filles pour s'habiller à pas trop cher. Mes filles recrutent leurs amis dans le quartier un peu « néo-rural » et ne souffrent pas trop de leur différence, surtout quand on compare le niveau santé et joie de vivre. Le vertige de ma différence devant la plupart de mes collègues de travail, parents d'élèves, et je ne parle pas des profs. La dépréciation du travail de maison : j'essaie de troquer des petits services avec des copains qui gagnent mieux leur vie que moi, mais qui préfèrent manger mal ou galérer plutôt que demander un service !

Conclusion : s'il découvre mon mode de vie le libéralisme a encore de beaux jours devant lui !

Un peu de troc (cantine, confitures, services), beaucoup d'échanges intéressants qui ne sont pas que matériels ; un réseau que je connais depuis plus de 20 ans.

La question que je pose à Sylvie : êtes-vous seule ? J'entends : êtes-vous intégrée dans un ou des réseaux ? L'abondance est une notion très subjective, très personnelle. C'est le nombre et la qualité des échanges qui crée

l'abondance, et non le montant de ce qui est échangé. Pour l'alimentaire, le bio c'est le top, mais la santé c'est l'équilibre, la variété, la fraîcheur, la rusticité aussi.

Cela dit, je reconnais que j'ai du mal à faire respecter mes besoins et à les exprimer, à « négocier ma valeur » ! Et c'est pas toujours simple, vous le dites, de jongler sur un fil ! Pourtant la simplicité est là, celle de l'esprit, celle du temps retrouvé, celle des petites gens.

Le défi est de ne pas se condamner à la médiocrité, à la dévalorisation. Place à l'originalité !

Merci à la revue de m'avoir fait prendre conscience des arguments de fond qui restaurent ma dignité. Ça me fait du bien de savoir que quelque part, c'était pas si fou.

Marie Labesse ■
Pyrénées-Orientales.



Je m'appelle Camille, 21 ans, étudiante à Lille. J'ai été très touchée par ta lettre sur les niveaux de revenus, et finalement les classes de personnes concernées par la décroissance. Elle rejoint un questionnement auquel j'ai aussi été confrontée quand j'ai décidé

de voir s'il était possible, avec un budget d'étudiant, de manger bio et plus largement de consommer de la manière la plus respectueuse possible de la nature (humain inclus). Tout cela sans affecter ma qualité de vie...

Personnellement, je pense que ce n'est pas une question de niveau de revenu mais de niveau d'information. Tout d'abord, manger bio ne coûte pas plus cher si l'on en adopte non seulement les aliments mais aussi le rapport à la qualité de vie qui sous-tend (basé sur le « mieux » plutôt que le « plus »). Manger bio, c'est manger des produits de saison (moins chers), des céréales complètes (plus nourrissantes), moins de viande et/ou de lait de vache, moins de produits « superflus » (mayo, sodas, confiseries, plats préparés...). Par conséquent c'est plutôt moins cher à moyen terme

de par la baisse des dépenses de santé.

Ensuite, il faut savoir où se procurer ces produits : comme partout il existe des profiteurs

qui s'engouffrent dans le « créneau » bio pour justifier des hausses de prix (supermarchés, boutiques de luxe, « diététiques et naturelles »...). L'image de la bio qu'ils colportent me révolte ! Je fais partie d'une coopérative de consommateurs bio (1) qui privilégie les producteurs de la région (Nord-Pas-de-Calais). Quand

des amis m'y accompagnent, ils sont étonnés d'y voir autant de produits bios et équitables... moins chers qu'en grande surface ! Et les adhérents ne forment pas la jet set lilloise ! Bon, c'est sûr, ayant intégré une optique de décroissance soutenable, les après-midi shopping avec certaines amies ne m'enthousiasment plus vraiment... Je préfère leur proposer des soirées jeu, ciné, bals folks, estaminet...

Enfin, dans des domaines autres que l'alimentation, les initiatives et innovations se multiplient pour permettre, à moindre coût, de se procurer (ou de se fabriquer) habitat (2), vêtements (3), vacances (4), loisirs, transports (5)... sains, respectueux du vivant, et super conviviaux ! Une foule d'alternatives sont accessibles, c'est l'information qui ne l'est pas.

Faire circuler l'information, donner l'envie aux gens de se mettre en lien avec d'autres pour y accéder, voilà un vaste champ d'engagement militant !

Camille Lenancker-Flandrin ■
Nord.

(1) Coopérative Robin des Bio, MNE, rue Gosset, Lille

(2) Maison à moins de 50 euros ; logements sociaux haute qualité environnementale, Pas-de-Calais

(3) Azimut, Ligne et Nature

(4) WWOOF Worldwide working on organic farm : vacances à l'étranger logé-nourri contre quelques travaux sur le site, www.woof.org, Ecotopia (rassemblement autogéré de tous les hippies européens pendant un mois, en Europe de l'Est cette année)

(5) Allostop, carstop (covoiturage), ADAV (association droit au vélo, Lille), Roule ma fleur (réglez votre moteur pour rouler à l'huile végétale / de friture / de vidange ...) et tant d'autres encore !